



Sous la direction de Karl Hanson

Fonctions et motivations d'une peine privative de liberté pour mineurs

MÉMOIRE – Orientation recherche

Présenté à
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Melina SOUSSAN

de

Genève

Mémoire No DE2010/MIDE08-09/09

SION
Mai 2010

Résumé

Les normes internationales relatives à la justice pour mineurs conçoivent la privation de liberté des mineurs comme une mesure « de dernier ressort » qui ne peut être appliquée que « pour la plus courte durée nécessaire », donc en tant qu'un mal à éviter. Nonobstant cette vision, la privation de liberté reste une des réactions privilégiées de la part des systèmes de justice pour mineurs, y compris en Suisse, face aux délits commis par des jeunes. Nous cherchons à connaître les justifications et motivations pour ces peines privatives de liberté. En effet, ces justifications nous permettraient peut-être de comprendre pourquoi des sanctions annexes telles que les jours-amendes ou encore les travaux d'intérêt public ne sont pas plus utilisés pour punir les méfaits des jeunes en conflit avec la loi.

La première partie du présent travail abordera la question de la justification de la peine privative de liberté. A travers une recherche de littérature en Criminologie ainsi qu'en Droit pénal, nous tenterons de comprendre les nombreuses visions de la sanction privative de liberté ainsi que les diverses conceptions des fonctions de cette dernière. En effet, l'enfermement est perçu de manière sensiblement dissemblable par les différentes écoles de pensée.

La deuxième partie du travail concerne les motivations individuelles. Pour cela, nous amorcerons d'abord un état des lieux de la situation des sanctions touchant les mineurs, en Suisse. Puis, pour aborder un aspect plus concret de cette problématique, nous essaierons d'apporter des éclairages sur les motivations exprimées lors de jugements de mineurs pour justifier des peines privatives de liberté.

Abréviations

aCP	ancien Code Pénal
ATF	Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral suisse
al.	Alinéa
CC	Code civil
CDE	Convention relative aux droits de l'enfant
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme
CP ou CPS	Code pénal suisse
DPMIn	Loi régissant la condition pénale des mineurs ou Droit pénal des mineurs
FF	Feuille fédérale de la Confédération suisse, Berne
IUKB	Institut universitaire Kurt Bösch
LArm	Loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions, RS 514.54
LAVI	Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions, RS 312.5
LCR	Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière, RS 741.01
LEtr	Loi fédérale sur les étrangers (entrée en vigueur : 1 ^{er} janvier 2008) remplace la LSEE, Loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers, RS 142.20
LStup	Loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et autres substances psychotropes, RS 812.121
MIDE	Master interdisciplinaire en droits de l'enfant
PLM	privation de liberté de mineurs
PPL	peine privative de liberté
PPMin	Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (FF 2006 1543)
SPL	sanction privative de liberté
SPLM	sanction privative de liberté pour mineurs
ss.	et suivantes
TC	Tribunal cantonal
TF	Tribunal fédéral
Vol.	volume

Remerciements

Je tiens à adresser mes plus sincères remerciements à toutes les personnes qui m'ont aidée, renseignée et orientée dans le cadre de ce projet :

Mon professeur, Karl Hanson, pour le suivi, les conseils prodigués durant la réalisation de ce projet et le fait qu'il m'a incitée à repousser mes limites

Ma mère, ma sœur et mon frère pour leur soutien pendant cette période de doutes et de stress

Monsieur Philip Jaffé, pour ses encouragements et félicitations

Monsieur le Juge Zermatten, pour ses précieux conseils au départ

Monsieur Nigel Cantwell, pour le temps qu'il m'a accordé et ses réponses qui m'ont aiguillée dans ma recherche

Le Tribunal de la Jeunesse à Genève, sa Présidente Madame Proz-Jeanneret et ses greffières et en particulier Madame Catherine Vernier,

Le Tribunal des Mineurs à Lausanne, son Président Monsieur Meister, ses greffiers et secrétaires,

Le Tribunal des Mineurs à Sion, son Président Monsieur Lavanchy, ses greffières et secrétaires,

pour leur disponibilité à tous. En effet, je me suis quasiment établie plusieurs jours dans chacun de ces Tribunaux et j'y ai été traitée avec beaucoup de gentillesse et de dévouement

Ma sœur et mes amis, qui ont pris le temps de me relire, me soutenir, m'écouter et me rebooster dans les moments pénibles.

Merci à tous

Table des matières

Résumé	p. 2
Abréviations	p. 3
Remerciements	p. 4
Introduction	p. 6
 Chapitre I La peine et ses fonctions	
1. Définition des termes et limites	p. 8
2. Fonctions générales de la peine	p. 11
2.1 Prévention	p. 14
2.2 Rétribution	p. 15
2.3 Réparation	p. 15
2.4 Réinsertion sociale et rééducation	p. 16
 Chapitre 2 La sanction pénale pour mineurs	
1. Modèles en Justice juvénile	p. 19
2. Etat des lieux de la sanction pénale pour mineurs	p. 21
2.1 Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs	p. 23
3. La sanction privative de liberté pour mineurs	p. 29
4. Mineur versus adulte : réflexion sur la différence	p. 32
 Chapitre 3 Motivations des juges pour sanctionner un mineur	
1. Choix de la sanction pénale	p. 37
2. Présentation du terrain	p. 39
2.1 Statistiques	p. 39
2.2 Méthodologie	p. 41
 Chapitre 4 Analyse et discussion des résultats	
1. Réponses théoriques à la question de base	p. 46
2. Réponses empiriques à la question de base	p. 47
2.1 Fondements de la décision de la PPL dans les jugements	p. 49
2.1.1 DPMIn comme justificatif de la peine	p. 49
2.1.2 Motivations exprimées littéralement	p. 51
3. Fixation de la quotité de la peine	p. 56
 Chapitre 5 Conclusion	p. 58
Bibliographie	p. 61
Annexes	p. 65

Introduction

Les fonctions et motivations d'une peine privative de liberté pour un mineur... Voici un thème peu abordé jusqu'ici dans la littérature. En effet, dans la plupart des textes juridiques internationaux ou nationaux faisant état de la privation de liberté de mineurs, deux expressions sont récurrentes : le dernier ressort (*ultima ratio*) et la durée la plus courte possible. Dans ces deux cas, la privation de liberté est envisagée de manière négative et donc à éviter. Existe-t-il alors des motivations positives ?

Quand on s'intéresse à la littérature liée à ce sujet, la prison ou les établissements fermés sont souvent dénoncés comme « *école du crime* », « *système de pouvoir* » ou « *institution totalitaire* » (Peters, 1977 : 35). En ce qui concerne le droit international, la privation de liberté des mineurs reste l'objet de nombreuses remises en cause, notamment quant à sa mise en œuvre. Les Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs ou Règles de Beijing (1985) mentionnaient déjà l'importance de la proportionnalité de la décision de l'autorité compétente, notifiant que les restrictions à la liberté personnelle du mineur devaient être limitées au minimum et survenir uniquement après un examen minutieux de la situation personnelle de celui-ci. En outre, la sanction privative de liberté pour mineurs ne devait intervenir que s'il n'y avait pas d'autre solution qui convienne (art. 17.1 let. a, b, c Beijing Rules). La Convention relative aux droits de l'enfant (1989) a repris un certain nombre de ces règles pour leur donner une valeur contraignante. Ainsi, la CDE insiste sur le fait que « *nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible* » (art.37, let.b CDE). L'aspect arbitraire est ici à relever, car il est à la base de notre réflexion. En effet, arbitraire signifie « *qui résulte d'un libre choix et ne répond à aucune nécessité logique* » (Dictionnaire Larousse). A quelle nécessité correspond alors la privation de liberté d'un mineur ? Est-ce mentionné dans son jugement ?

Comment la CDE admet-elle la privation de liberté des mineurs (PLM) ? En effet, cette Convention limite et réglemente la PLM, mais n'explique pas pourquoi celle-ci existe et est autorisée. Cantwell, collaborateur à l'élaboration et la rédaction de la CDE, avoue n'avoir jamais considéré les articles 37 et 40 (garanties procédurales) CDE sous cet angle. Il ajoute que le but principal des mesures serait la constructivité. La mesure ou la peine importent alors

peu, étant donné que c'est leur aspect constructif qui prévaut. Certaines peines telles que le couvre-feu sont, selon lui, plus dures encore que la PLM ; il faut alors regarder quel est le but recherché. Sans prôner la PLM, Cantwell reconnaît qu'arrivés à un certain stade, après de nombreuses tentatives d'alternatives, face à un délinquant, c'est la solution qui s'impose. Mais alors, quel est ce stade à partir duquel les alternatives à la PLM ne sont plus mises en œuvre et la privation de liberté intervient ? Doit-on chercher les causes de la PLM dans l'épuisement des magistrats suite à de multiples propositions d'alternatives malheureuses ou plutôt dans l'intérêt du jeune délinquant ?

On entrevoit ici les prémisses d'une réflexion sur le bien-fondé de la privation de liberté pour mineurs. En nous basant sur cette réflexion, nous aimerions comprendre :

1. Pourquoi la PLM existe ? Quelles sont les justifications exprimées dans la littérature et notamment dans le Droit pénal?
2. Pourquoi la PLM est-elle appliquée ? Y a-t-il des motivations positives ou est-ce que parfois, selon les cas, il n'y a pas d'autres alternatives que l'enfermement?

Pour répondre à ces questions, nous commencerons par investiguer les fonctions de la peine de manière générale. Puis, nous nous intéresserons aux mineurs et à la privation de liberté en particulier, à travers les modèles de Justice juvénile et la Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Nous tenterons ensuite de voir, dans la pratique, comment les Tribunaux justifient la peine privative de liberté pour mineurs, afin de savoir s'il existe un écart entre la justification dans les textes juridiques et les motivations exprimées dans les jugements de mineurs ou si ceux-ci sont congruents.

Chapitre 1 La peine et ses fonctions

La peine ou la sanction sont des termes comprenant de nombreuses acceptions ; c'est pourquoi nous commencerons par une définition des termes employés au cours de ce travail de recherche afin d'en uniformiser la compréhension. Puis certaines limites devront être posées pour pouvoir effectivement aborder les peines et leurs fonctions.

1. Définition des termes et limites

Des termes tels que peine ou crime vont être utilisés à de multiples reprises dans ce travail. Etant donné le large spectre de définitions que ceux-ci peuvent regrouper, nous préférons restreindre leur définition en donnant celles sur lesquelles nous nous sommes basés. Ainsi, entre peine et sanction, peu font la différence. La sanction s'identifierait à la peine, mais elle aurait un sens plus large (Van de Kerchove, 2005 : 23). La notion de sanction pénale est ainsi utilisée pour exprimer « *non seulement les peines au sens strict, mais encore les différentes formes de réponses que peut susciter le fait de commettre une infraction pénale* » (Van de Kerchove, 2005 : 23). La peine, a en outre un « [...] *caractère afflictif et infamant, [...] elle se trouve instituée et appliquée par une autorité publique, [...] et] constitue une réaction contre la violation d'une règle de droit qui a pour fonction, au moins partielle, de punir cette violation* » (Van de Kerchove, 2005 : 23). Les termes de peine et sanction seront employés indifféremment dans ce travail.

Hurtado Pozo présente diverses approches de la peine. Selon l'auteur, la peine est « *la plus importante des sanctions* ». Dans la théorie absolue, la peine « *représente uniquement l'expiation ou la rétribution du dommage produit par la commission de l'acte interdit. Le mal réalisé lors de l'infraction doit en quelque sorte être racheté, d'où la nécessité de punir le responsable pour donner satisfaction à la justice* » (Hurtado Pozo, 2008 : 11). La peine semble être ici une fin en soi ; ce qui n'est pas le cas dans la théorie relative. En effet, cette dernière n'est pas axée sur le caractère rétributif de la peine, mais plutôt sur son aspect préventif : « *son rôle principal est d'éviter la commission d'infractions en jouant un rôle dissuasif à l'égard des tiers [...] et en prévenant les récidives [...]* » (Hurtado Pozo, 2008 : 11). La solution ne consiste pas à prendre parti pour l'une ou l'autre théorie, car « *le recours aux deux conceptions est nécessaire pour répondre à la question du pourquoi et du comment de la réaction sociale au crime* » (Hurtado Pozo, 2008 : 12). La peine « *juste* » est

uniquement celle « *dont les limites sont fixées par le but (Zweckstrafe) ; et le but de la peine ne peut pas être déterminé en fonction du délit en tant qu'entité juridique, mais en fonction de l'individu qui l'a commis* » (Von Liszt, 2002 cité par Hurtado Pozo, 2008 : 12).

Nous avons défini la peine et la sanction, en les mettant en lien. Mais ces dernières n'ont de sens, dans le système pénal, que si une infraction ou un crime ont été commis. Nous définirons brièvement ces concepts d'infraction et de crime. L'on ne peut parler d'infraction que si, à la pensée pure s'ajoute l'acte, car l'intention seule échappe au droit pénal. C'est l'acte qui conditionne l'existence de l'infraction. Graven insiste en disant que : « *seul peut relever du droit pénal un comportement volontaire, ce qui ne signifie pas "intentionnel" (vorsätzlich) [...], mais "soumis à la volonté" (willkürlich), i.e. à "la capacité de diriger ses actes et de maîtriser sa conduite" (RO 1974 38) [...]* » (Graven, 1993 : 72).

Quant au crime, il est « *un comportement prohibé par les lois telles qu'elles existent à un moment donné dans une société et pour lequel ces lois prévoient une peine* » (Killias, 2001: 349). Cette définition est très générale et ne permet donc pas de cerner des problèmes plus subtils, mais elle souligne la « *dépendance de la définition du crime des lois pénales et des conditions dans lesquelles ces dernières sont créées* » (C.N. Robert 1977, cité par Killias, 2001 : 349). La définition du crime reste très liée à la réaction sociale face à ce dernier. Le terme de mesure sera également récursif. Pour le distinguer de celui de peine, admettons que la peine intervient comme une punition alors que la mesure est censée venir en aide à la personne concernée par celle-ci.

Dans ce travail, nous ne traiterons que des peines privatives de liberté (PPL). L'aspect privatif de liberté de la sanction pénale n'est pas récent. Au Moyen-Age, le système pénal était principalement axé sur la peine de mort (Killias, 2008: 233). On est passé, en quelques siècles, des suppliciés aux prisonniers (Foucault, 1975: 296). En effet, c'est seulement à la fin du 17^{ème} siècle que l'Etat a commencé à reconsidérer les supplices infligés aux condamnés et les spectacles alors occasionnés sur la place publique. Une véritable évolution a eu lieu dans les mentalités : des peines corporelles exhibées on est passé à d'autres peines considérées comme incorporelles, adoucies et peu exposées, voire cachées. C'est ainsi qu'est née la prison. La prison n'est cependant pas une peine strictement incorporelle : en effet, la privation de liberté, avec notamment l'enfermement de l'individu, ne peut être considéré comme peine non corporelle. Un châtiment comme la prison « *n'a jamais fonctionné sans un certain*

supplément punitif qui concerne bien le corps lui-même : rationnement alimentaire, privation sexuelle, coups, cachot » (Foucault, 1975 :23).

En ce qui concerne les sanctions pénales relatives aux mineurs, par privation de liberté, on entend « *any form of detention or imprisonment or the placement of a person in a public or private custodial setting from which a person under the age of 18 is not permitted to leave at will, by order of any judicial, administrative or other public authority. Hence the Rules apply to juveniles deprived of their liberty as a result of the penal law and also to those under 18 deprived of liberty in health and welfare placements* » (nous traduisons : toute forme de détention ou emprisonnement ou le placement d'une personne dans un établissement public ou privé, duquel une personne âgée de moins de 18 ans ne peut sortir à son gré, que ce soit sur ordre d'une autorité judiciaire, administrative ou d'une autre autorité publique. Ainsi, les Règles s'appliquent aux mineurs privés de liberté en tant que résultat du droit pénal mais aussi aux mineurs de moins de 18 ans dans des placements de santé ou de bien-être) (United Nations Rules for the protection of juveniles deprived of their liberty, application of the rules, 1990). Le Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs étaye l'idée de placements « *en établissement fermé, d'où le pensionnaire ne peut sortir de sa propre volonté* » (FF 1999 2041).

Dans le sens commun, la privation de liberté comprend un large éventail de variantes, pouvant chacune faire l'objet d'un travail de recherche approfondi. Cet éventail comprend les sanctions alternatives à la privation de liberté, telles que les jours-amendes, les travaux d'intérêt général ou encore le bracelet électronique, dans lesquelles il existe une restriction partielle ou totale de la liberté. C'est pourquoi nous devons limiter dès à présent les éléments que nous inclurons dans le concept de PPL ou de PLM. Ainsi, ces dernières feront référence à un enfermement dans un établissement fermé qui a comme but la réinsertion, type Pramont en Valais, ou dans un centre éducatif, d'observation et de détention pour adolescents et adolescentes, comme la Clairière à Genève ou encore dans un établissement pénitentiaire tel que celui à Orbe, Vaud. Ces établissements ont comme points communs que la privation de liberté est effectuée hors du domicile, dans un lieu étranger et avec des personnes étrangères au cercle social usuel. Ainsi, si certaines permissions peuvent être obtenues, les sorties seront conditionnelles et extrêmement surveillées. Dans ces centres, les chambres des résidents, pour ne pas dire des détenus, se ferment de l'extérieur, comme des cellules.

2. Fonctions générales de la peine

Deux écoles de pensée traitent de la peine: l'école abolitionniste et l'école de défense sociale. Ces deux approches peuvent s'opposer dans leurs conceptions de la peine, notamment sur les sanctions privatives de liberté (SPL). Les abolitionnistes souhaitent abolir les approches pénales de coercition et les remplacer par des approches plus réparatrices: « *A penal reaction after the fact is not preventive but desocialises an ever-increasing number of people. Therefore it would be better to abolish penal means of coercion, and to replace them by more reparative means* » (Bianchi, Van Swaaningen, 1986: 9). Ce mouvement abolitionniste est assez jeune. C'est lors du 9^{ème} Congrès de criminologie, à Vienne (automne 1983) que pour la première fois, des académiciens se présentèrent en tant qu'abolitionnistes. Il en va différemment de la pensée abolitionniste, qui, elle, existe depuis plus longtemps (Bianchi, Van Swaaningen, 1986 : 9-10). La perspective abolitionniste dénonce également le fait que les vœux de la victime ne sont pas pris en compte ; cette dernière ne serait pas vue comme une entité dans les procédures criminelles. Les abolitionnistes veulent une société libre qui verrait les prisons comme la métaphore d'une pensée uniquement punitive. Ils disent qu'exclure revient à déshumaniser: « *exclusion [...] creates a class of outcasts, and will remain incompatible with our ideas on freedom and human dignity. Therefore it is simply impossible to consider that prisons could ever contribute to a more righteous society* » (Bianchi, Van Swaaningen, 1986: 18-19). Cette pensée peut sembler utopiste ou non fondée dans une société telle que la nôtre. Néanmoins, les partisans de cette perspective ont des arguments convaincants. Ainsi, Mathiesen donne huit arguments convaincants contre la construction de prison (Annexe 1) (Bianchi, Van Swaaningen, 1986: 83-88). D'autres insistent sur le fait que de telles mesures iraient « *à l'encontre de l'objectif final [...] en élargissant les possibilités de privation de liberté* » (Cappelaere et Grandjean, 2000 : 429-30). Bianchi, quant à lui, présente des guidelines pour des alternatives à l'enfermement après avoir énoncé qu'« *une nation qui construit plus de prisons et qui impose plus de punitions répressives pousse à la criminalité de manière générale* ». L'auteur se déclare ainsi contre les formes rétributives de sanctions (Bianchi, Van Swaaningen, 1986 : 113-124).

L'abolitionnisme rejoint certaines idées de la philosophie de la défense sociale nouvelle. Mais il faudrait approfondir la question de la défense sociale afin de mieux comprendre en quoi la *nouvelle* rejoint ou se distingue de l'abolitionnisme. La défense sociale a connu deux stades-clés : « *un premier sens assez courant- bien qu'aujourd'hui totalement dépassé, du terme de défense sociale- consiste à entendre par ce vocable la protection de la Société*

contre le crime, en tant que cette protection est recherchée dans une répression vigoureuse des infractions commises. C'est en ce sens qu'une formule longtemps courante a consisté à parler des "nécessités de la défense sociale" (Ancel, 1981 : 24). Prins était le premier « à formuler une doctrine sinon complète, du moins autonome de la défense sociale » (Ancel, 1981 : 84), dans son ouvrage intitulé *La Défense sociale et les transformations du droit pénal*, en 1910. Selon Prins, cette théorie est nécessaire, car la théorie classique de la responsabilité morale est insuffisante. « *Doctrinalement, la théorie de la responsabilité morale conduit à un choix impossible entre déterminisme et libre arbitre. En pratique, elle aboutit à multiplier les courtes peines d'emprisonnement et à faire une place sans cesse grandissante à la notion de responsabilité atténuée, qui laisse la Société sans défense contre les criminels les plus dangereux* » (Ancel, 1981 : 85). Ce thème a été repris lors de la première session de l'Union internationale du droit pénal, fondée par trois grands criminalistes - Von Liszt (Allemand), Van Hamel (Hollandais) et Prins (Belge)- à Bruxelles en 1889. Cette Union établit la mission du droit pénal dans ses statuts ; le langage est alors déjà celui de la défense sociale (Ancel, 1989 : 16). Prins démontre que la loi pénale et la justice criminelle reposant sur la responsabilité morale ne sont pas une protection efficace pour la société. Cependant, l'auteur déclare que le nombre de récidives en augmentation post-incarcération à la fin du 19^{ème} siècle pourrait à lui seul prouver que le régime pénitentiaire classique ne fonctionne pas davantage (Ancel, 1981 : 85). Au sujet de ces récidives, il dit : « [...] *les rechutes sont nombreuses, le délit est un métier, l'emprisonnement tel qu'il fonctionne n'empêche pas de l'exercer* » (Prins, 1986 : 85). Pour lui, la promiscuité dans les prisons entre les criminels dangereux, « *irrémédiablement perdus* », et les autres en est une cause (Prins, 1986 : 85).

Prins explique que la justice pénale s'est fixé un but irréalisable, qui consisterait à punir un criminel en respectant les proportions du délit- de *la faute morale*- commis. Selon lui, la justice pénale est avant tout humaine ; elle ne peut donc pas être absolue, mais plutôt relative. Elle est censée avoir pour seul objet, comme le reprend Ancel en parlant des positions de la défense sociale, « *d'assurer, de la meilleure façon possible, la protection de la personne, de la vie, du patrimoine et de l'honneur des citoyens* » (Ancel, 1981 : 85). Pour Prins, ce but ne peut être atteint que si l'on remplace la notion de responsabilité morale par celle de « *l'état dangereux du délinquant* » (Prins, 1986 : 70). Il ajoute, pour expliquer son rejet de la responsabilité morale, qu'un esprit malade ne devrait pas passer outre l'aspect juridique sous prétexte qu'il est déclaré déséquilibré ou irresponsable. « [...] *ces deux choses sont distinctes*

et indépendantes l'une de l'autre. Il ne suffit pas que l'autorité médicale admette le trouble des facultés mentales pour que l'autorité judiciaire admette son incompétence et s'abstienne » (Prins, 1986 : 72).

L'idée dominante, chez Prins, de cette première doctrine de la défense sociale relève de la ségrégation et de la neutralisation du délinquant dangereux (Ancel, 1981 : 89). Il en va tout à fait autrement en ce qui concerne le sens moderne de la défense sociale, qui met en garde contre les confusions pouvant exister entre les deux sens présentés. Le sens moderne est le seul revendiqué par Ancel. Cette conception moderne a trouvé son expression dans la formule que les Nations Unies ont adoptée lors de la création, en 1948, de leur section de défense sociale appelée *la prévention du crime et le traitement des délinquants* (Ancel, 1981 : 30-31). Ce sont ces deux termes de prévention et traitement qui marquent la différence nette existant avec le premier sens de ce mouvement. L'auteur note un autre élément qui manquait au sens premier : la situation de la *« réaction anticriminelle sur son terrain véritable »* (Ancel, 1981 : 31). Si la conception classique enfermait cette réaction dans des règles de droit déterminées, la conception moderne, elle, cherche d'abord à y voir un *« problème d'ordre social et criminologique »* (Ancel, 1981 : 31). L'auteur explique alors qu' *« aménager le système de protection de la communauté en considération du fait criminologique, mais sans oublier de mettre au point un véritable système de droit pénal, c'est faire ce que nous appelons œuvre de "politique criminelle". Dans sa signification moderne, la défense sociale apparaît ainsi à la fois comme une nouvelle approche du problème criminel et comme une nouvelle conception de l'organisation de la réaction contre la délinquance »* (Ancel, 1981 : 31-32).

La conception moderne n'est pas uniforme ; en cela réside le lien avec l'abolitionnisme. Elle peut se décliner en deux variantes passablement différentes : certains voient la défense sociale comme une réaction contre le droit pénal répressif, qui pourrait même viser à remplacer celui-ci par *« un système non punitif de réaction contre l'antisocialité »* (Ancel, 1981 : 31); c'est dans cet aspect-là de la défense sociale que l'on retrouve l'approche abolitionniste. Quant à l'autre conception, elle accepte de conserver un régime de droit pénal, quand bien même il faudrait procéder à des transformations (Ancel, 1981 : 31).

Pour en revenir au thème majeur de cette section, nous présenterons un aspect général des fonctions de la peine; néanmoins, l'aspect spécifique aux mineurs n'exclut en rien le caractère

plus général qui aura été mentionné au préalable. Pour aborder les fonctions de la peine, nous baserons sur un article de Van de Kerchove dans lequel il distingue la fonction de la peine de son fondement et de ses objectifs, ou encore de ses effets (Van de Kerchove, 2005 : 24). Bien que l'auteur se réfère à la Belgique, nous pouvons utiliser les types de fonctions qu'il a énoncés dans le cadre de notre travail, car nous considérons ici les fonctions dans leur globalité et non dans leurs éventuelles particularités nationales.

2.1 Prévention

La première fonction de la peine est la prévention, qui peut être générale ou spéciale. La théorie de la prévention générale devient en vogue vers le début du 19^{ème} siècle, à travers l'inspiration de savants comme Bentham ou Beccaria notamment, qui postulaient que « *le crime peut être combattu par des peines sévères dont l'application paraît probable, de telle manière que l'inconvénient de la peine dépasse l'avantage tiré du crime* » (Killias, 2001 : 437). La certitude de la peine est alors un élément essentiel (Beccaria, 1991 : 123 à 126). Ainsi les deux propositions de base de la théorie de la prévention générale stipulent que : «

- *plus la peine prévue par la loi est sévère, plus on s'abstiendra de commettre l'acte incriminé ;*
- *plus l'application de la peine prévue par la loi est certaine (c'est-à-dire probable), plus on s'abstiendra de commettre l'acte incriminé. Sous cette forme, la théorie de la prévention générale peut logiquement être déduite d'une théorie plus générale [...] selon laquelle les hommes cherchent les avantages et évitent les inconvénients* » (Killias, 2001 : 438).

La prévention générale ne peut cependant servir d'unique justificatif à la peine. En effet, si ce critère est strictement appliqué, cela peut entraîner une « *confiance démesurée sur l'effet dissuasif de la peine et, en conséquence, à une aggravation abusive du tarif des peines* » (Hurtado Pozo, 2008 : 11).

Quant à la prévention spéciale, elle envisage un angle quelque peu différent, plus individualiste de la peine. En effet, « *par prévention spéciale, on entend toute intervention qui tendrait à prévenir un comportement de la part de l'individu qui en est l'objet. Une telle intervention a pour objet, en règle générale, un acte illicite commis par la personne concernée ; elle vise donc à prévenir une récidive de la part de cette personne* » (Killias, 2001 : 477). La différence avec la prévention générale est que celle-ci tend à influencer les autres personnes qui pourraient être tentées de commettre un crime semblable.

La prévention se tourne vers l'avenir, elle considère *un mal futur*. Les deux prochaines fonctions que nous aborderons se tourneront, quant à elles, vers le présent ou encore vers le passé. En effet, la réparation s'appliquera à un mal actuel, présent ; et la rétribution, concernera essentiellement un acte passé auquel on attribuera en retour une sanction (Van de Kerchove, 2005 : 29).

2.2 Rétribution

L'idée de rétribution correspond à une des plus anciennes conceptions de la justice qui veut que « *l'on prenne en considération le mal inhérent à l'infraction commise et qu'on lui fasse un mal équivalent (la peine), de la même façon que le bien inhérent à une action appelle un bien correspondant (la récompense)* » (Van De Kerchove, 2005 : 28-29). Notons cependant que l'équivalence de ce mal se situe à un niveau symbolique. Les utilitaristes ne peuvent la concevoir comme la véritable finalité de la peine, car selon eux « *une sévérité démesurée suscite davantage l'aversion que l'adhésion* » (Van De Kerchove, 2005 : 28- 29). Il convient donc, dans un but d'efficacité, de respecter une certaine proportionnalité entre la peine et la gravité de l'infraction commise (Van De Kerchove, 2005 : 29). Cette proportionnalité, rejoint l'équité représentée par la balance, iconographie de la justice. Cependant, dans cette conception de la justice, la victime semble être mise de côté au profit de l'infracteur et de sa dette envers l'Etat: « *la victime n'est plus qu'un symptôme du désordre subi par l'Etat et s'efface devant un ordre supérieur. La rétribution prime sur la réparation et comme l'argumente Foucault, le droit pénal devient une technologie du pouvoir* » (Languin et al, 2003 : 111-112).

2.3 Réparation

L'idée de réparation se confond encore largement avec celle de rétribution, que nous venons d'aborder, se situant toutefois à un niveau plus symbolique que matériel. « *Le souci actuel de concourir, au moins indirectement, par le prononcé de la peine à l'indemnisation concrète de la victime s'inscrit sans doute dans ce sens* » (Van De Kerchove, 2005 : 27-28). En approfondissant cette idée, la réparation d'un dommage matériel pourrait prendre la forme de travaux d'intérêt général, appelés plutôt prestations personnelles, en Suisse, quand il s'agit de mineurs, car il ne doit pas être dit que des enfants travaillent. La peine pourrait poursuivre une finalité nouvelle, qui aurait des effets réparateurs et donc bénéfiques. Il ne reste qu'à déplorer que ces sanctions n'occupent encore qu'une place secondaire. Précisons qu'encore peu de peines sont susceptibles de « *remplir ce rôle de manière caractéristique et [qu'on]*

peut se demander si elles pourraient le faire autrement qu'en se confondant progressivement avec les sanctions de nature civile » (Van De Kerchove, 2005 : 27-28). La distinction à faire alors entre rétribution et réparation résiderait dans leurs fondements respectifs, à savoir la faute et le dommage (Van De Kerchove, 2005 : 29). La réparation ne peut, aux vues de ce qui vient d'être énoncé, être considérée comme une fonction de la PPL ; cette dernière empêchant par essence la confrontation au dommage ou à la victime qui l'a subi.

Van de Kerchove propose une fonction qu'il qualifie de *socio-pédagogique*. Celle-ci exprimerait de manière symbolique un attachement de la société à ses normes et valeurs. L'auteur dit que « [...] *la sanction n'est pas tant dirigée à l'encontre des délinquants qu'à l'égard des "honnêtes gens", c'est-à-dire ceux qui adhèrent aux normes en question et se voient confortés dans leurs convictions* » (Van De Kerchove, 2005 : 30). Si certains adhérents se trouvent confortés par la sanction, cette dernière peut être perçue par d'autres comme « *le désaveu confirmé de leurs convictions divergentes et [ainsi] renforcer leur sentiment d'appartenance à une catégorie sociale particulière qui [...] risque de se percevoir comme entièrement marginalisée* » (Van De Kerchove, 2005 : 31).

2.4 Réinsertion sociale et rééducation

Cet aspect de la sanction privative de liberté semble contradictoire. En effet, enfermer un individu afin que ce dernier s'intègre mieux dans la société dans laquelle il vit résonne comme un non-sens. Cependant, ces jeunes qui commettent des délits qui finissent par les entraîner en prison sont, dans la majeure partie des cas, notamment du fait de leur âge, en conflit avec la société qu'ils rejettent. Notons tout de même que ce rejet de la société vient du fait qu'ils s'en sentent souvent mis en marge en premier lieu, pour des raisons variées. La période d'enfermement leur servirait donc à réapprendre – ou apprendre tout court pour certains - à vivre avec des règles, des normes sociales auxquelles il faut se plier. En outre, les structures de privation de liberté pour jeunes sont censées proposer divers apprentissages de métiers, afin de faciliter la réinsertion sociale de ces jeunes qui, régulièrement, n'ont aucune formation professionnelle avant leur enfermement.

Quant à la pertinence de cet objectif de rééducation, ce but est-il vraiment atteint ? On pourrait mesurer l'efficacité de la peine dans le domaine de la réinsertion sociale à travers les récidives (Killias, 2001 : 481). Cependant une statistique de la récidive ne pourrait se limiter au seul paramètre de la sanction privative de liberté ; il faudrait prendre en compte également

les antécédents et la situation personnelle du mineur. Une telle étude est particulièrement complexe du fait de tous les paramètres qu'il faut inclure. Il existe des alternatives à la SPL et si l'on compare l'efficacité de ces deux solutions, *« l'égalité des taux de récidive des peines fermes et des peines non privatives de liberté (après le contrôle de certaines variables) a conduit plusieurs auteurs [...] à conclure que les différents genres de peine étaient équivalents et dès lors interchangeables sous l'angle de la prévention spéciale, et que le principe constitutionnel de la proportionnalité exigerait dès lors de remplacer les courtes peines [...] ou les sanctions privatives de liberté pour mineurs [...] par d'autres sanctions [...] »* (Killias, 2001 : 481 à 514).

Van de Kerchove reprend l'idée de mesures qui remplaceraient des peines. Son contexte est le droit belge, cependant certains éléments se retrouvent dans notre droit suisse. Ainsi, dans les cas de primo-délinquance (premier délit) le juge préférera prononcer une mesure plutôt qu'une peine à l'endroit du mineur. Cependant, ces mesures peuvent être un placement en foyer semi-fermé : en d'autres termes, il s'agit d'une extraction du lieu de vie habituel et d'une semi détention. Il y a donc bien une restriction, voire une privation de liberté. Ce jeu sur les termes, Van de Kerchove le qualifie de *fiction*. Celle-ci permet, selon l'auteur, *« d'atteindre des résultats que l'on aurait pu atteindre sans se heurter à certaines incompatibilités au sein du système considéré »* (Van de Kerchove, 1977 : 261). En effet, dans la pensée de tout un chacun, en instituant des mesures pour remplacer des peines, on évolue vers une philosophie impliquant moins de répression et plus de protection. Mais quand on considère plus en détails ce que contiennent certaines mesures, elles sont équivalentes à une PPL, ce n'est que le terme qui change. Van de Kerchove parle de *« mots différents qui recouvrent des réalités identiques, ou tout au moins similaires »* et dans ce cas, il s'agit *« de voiler la permanence et la similitude, sinon la pure identité [...] entre les mesures nouvelles et les mesures anciennes »* (Van de Kerchove, 1977 : 246 et 249). L'auteur ajoute que *« ces mesures [...] seront déjà fortement afflictives et intimidantes par la seule circonstance que, d'une manière générale, elles priveront le condamné du bien auquel les hommes tiennent le plus, la liberté »* (Van de Kerchove, 1977 : 254). L'auteur dénonce ensuite une incohérence de la loi belge de 1965 sur la protection de la jeunesse - incohérence que l'on peut retrouver dans certains termes que nous utilisons en Suisse : *« [...] sous le couvert de mesures "protectrices" de l'enfant prises dans son intérêt exclusif, des mesures coercitives et privatives de liberté lui sont applicables, dont l'objet essentiel est de lutter, cette fois de la*

manière la plus préventive possible, contre la délinquance juvénile croissante » (Van de Kerchove, 1977 : 252).

Reste un élément qui nous a interpellés dans le discours du député Franck, lors de la discussion du projet de loi sur la protection de l'enfance, en Belgique. Ce dernier a dit : « [...] *quant à la durée du temps pendant lequel on mettra les enfants à la disposition du Gouvernement, je ne m'en effraie pas. Il ne s'agit pas d'une peine...* » (Van de Kerchove, 1977 : 269). Zermatten reconnaît de tels écarts également dans la pratique suisse. Ainsi, l'auteur exprime que : « *ne pas recourir à la privation de liberté est un idéal, mais probablement difficile à atteindre ou qui exige alors des moyens différents, très onéreux, qui portent le nom de placements. Ce sont d'autres formes de privation de liberté qui ont des visées différentes (éducatives, thérapeutiques, de sevrage, etc...) et qui, il est vrai, échappent souvent à la rigueur de l'enfermement. Mais elles n'offrent pas toujours, non plus, toutes les garanties judiciaires pour les « bénéficiaires » (ou usagers), notamment quant à la durée* » (Zermatten, 2002 : 25). Ainsi, certains éléments en justice juvénile échappent aux garanties judiciaires, notamment la durée des mesures ; cependant les articles 18 et 19DPMIn offrent la possibilité de demander un réexamen périodique de la légalité de la mesure. Une autre critique qui revient régulièrement est celle liée à la procédure pénale pour mineurs : pour répondre à cette dernière, a été mise en place la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin), en 2009, qui implique dans de nombreux cantons, des changements dans la composition des Tribunaux, et ce dès 2011. La PPMIn s'ajoute aux quatre articles du DPMIn qui traitent déjà de questions procédurales, à savoir :

- art.6 sur la détention avant jugement ;
- art. 39 al.2 sur le huis clos et al.3 sur la comparution personnelle ;
- art. 40 sur la défense ;
- art. 41 sur les voies de recours.

Résumé

Ce premier chapitre a amené, d'une part, une définition des termes utilisés tout au long de ce travail. D'autre part, la réflexion sur les diverses fonctions de la sanction pénale permet d'appréhender les justifications, positives ou non, de cette sanction. Différents courants de pensée ont traité de la peine en droit pénal ; nous en avons étayé deux : la défense sociale et l'abolitionnisme. La sanction pénale ne semble pas faire l'unanimité. En effet, la recherche d'alternatives permettant au délinquant d'effectuer un retour sur son délit pour tenter de le

réparer et ainsi de réintégrer la société et les valeurs qu'elle prône, ressort comme la solution à privilégier. Néanmoins, parmi ces alternatives figurent les mesures de protection, qui semblent restreindre la liberté de manière plus insidieuse que la PPL.

Chapitre 2 La sanction pénale pour mineurs

1. Modèles en justice juvénile

Dans ce chapitre, nous commencerons par aborder les approches globales de la justice juvénile. Puis nous entrerons plus particulièrement dans la justice pénale des mineurs en Suisse. Et pour terminer, nous entamerons une réflexion sur les différences existant entre adultes et mineurs au regard de la loi.

Depuis une trentaine d'années, un mouvement tendant à réviser le système de justice pour mineurs se répand dans le monde. Ce mouvement se divise en deux tendances :

- d'une part, on tend vers une dépénalisation ou déjudiciarisation, impliquant donc une intervention moindre des tribunaux, même dans le cas d'infractions. C'est alors la Cité, les diverses associations et commissions pour la jeunesse qui s'impliquent dans une réponse de type communautaire ou éducatif (par exemple : Ecosse, Espagne, Belgique) ;
- d'autre part, on rencontre une repénalisation, qui concentre toute son attention sur l'acte, l'infraction commis. Ainsi donc la personne de l'auteur ainsi que ses besoins disparaissent au profit de la prévention générale et du sentiment de sécurité de la société en général. La réponse, dans ce deuxième cas, est alors généralement la peine et respectivement, la PPL (Zermatten, 2002).

Pour mieux comprendre ces tendances, il est bon de réfléchir aux modèles de base en justice juvénile. Il existe deux modèles classiques: le modèle de protection et celui de justice. Le modèle de protection (Protection Model) pourrait être renommé « intérêt de l'enfant ». Le comportement déviant, délinquant du jeune ne peut qu'être lié à une situation difficile au niveau familial, économique ou social. Le mineur est donc une victime à laquelle il faut porter secours. « *Le critère fondamental est le bien ou l'intérêt de l'enfant ; les principes classiques du droit pénal (proportionnalité, égalité de traitement, culpabilité - responsabilité) restent à l'arrière* » (Zermatten, 2002 : 10). Ce modèle est qualifié de paternaliste ; on le retrouve en

France, au Portugal, au Brésil, en Pologne et dans l'ancien système belge de 1965, qui confondait mineurs en danger et délinquants.

Le modèle de justice (Justice Model), quant à lui, est procédural et donc plus rigide. En effet, le mineur est considéré comme responsable de ses actes et il doit en répondre devant la loi. C'est un choix d'avoir versé dans la délinquance et non une pathologie. La punition occupe une place centrale dans ce modèle dans lequel les besoins du mineur ne sont que secondaires, laissant la première place au nombre et à la gravité des infractions qui lui sont reprochées. Les pays anglo-saxons incluant donc les USA, ainsi que l'Allemagne sont basés sur ce modèle de justice juvénile. Hors Europe, nous pourrions également citer la Thaïlande et la Bolivie.

Une troisième voie semble inspirer de nombreuses législations : la justice réparatrice (Restorative Justice). Celle-ci n'est pas une voie intermédiaire entre les deux précédentes, mais plutôt une nouvelle conception qui veut intégrer les trois pôles principaux en justice pénale, à savoir : l'auteur, la victime et la société. Le système de protection n'accorde pas suffisamment d'importance aux infractions, ni à la part de responsabilité du jeune. Quant au système de justice, il s'applique à punir, ce qui provoque plutôt l'effet contraire, à savoir que le mineur finit par se détourner de la société de laquelle il est exclu ou encore à se révolter contre elle. La justice réparatrice tend vers une approche qui responsabiliserait l'auteur en essayant également de le réconcilier avec la société. En outre, elle donne une place nouvelle à la victime, en faisant prendre conscience à l'auteur des conséquences de son acte avec la nécessité de réparer le dommage causé pour ainsi se repositionner dans l'échelle des valeurs de la société. Cette troisième voie a amené des procédés comme la médiation pénale et elle réintroduit les principes de proportionnalité et de responsabilité. L'inconvénient majeur qu'elle présente, en introduisant la victime, réside justement dans le fait que cette dernière, selon l'infraction commise à son encontre (nous faisons principalement référence ici aux atteintes à l'intégrité physique), ne souhaitera pas être confrontée à nouveau au délinquant. D'ailleurs, la Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) contient un chapitre spécialement dédié au cas de ce genre de victimes. Pour illustrer nos propos, prenons le cas d'un viol : il est quasiment certain que la victime refusera d'être confrontée à nouveau à son agresseur. En effet, il y a de sérieux risques de victimisation secondaire ; ce point est un exemple de ce qui pourrait limiter les effets du système de justice réparatrice. Une autre limite concerne les récidivistes ; pour eux, une « *espèce de limite de sécurité* » a été introduite. Elle

consiste alors à enfermer le mineur, car il représente un danger pour la société (Zermatten, 2002).

2. Etat des lieux de la sanction pénale pour mineurs

Nous l'avons vu plus haut, les fonctions de la sanction privative de liberté (SPL) énoncées dans le cadre général du Droit pénal sont tout à fait applicables aux mineurs. Cependant, les sanctions sont distribuées et appliquées différemment des adultes ; mais cette pratique est récente. Pendant l'Ancien Régime, il n'existait pas de lois spéciales régissant la responsabilité pénale des mineurs, et ce, pour diverses raisons : l'adolescence, par exemple, n'a été « inventée » qu'au 19^{ème} siècle. Ainsi, jusque-là un jeune de 12-14 ans était considéré comme un adulte. Il n'y avait donc pas de réelle distinction entre l'adulte et l'enfant ; ce qui implique que les arguments expliquant la PPL à cette époque peuvent être employés pour les deux classes d'âge. Cet état de fait rend difficile l'interprétation de la genèse de l'existence de la PLM. « *Il y avait cependant des règles d'atténuation de la peine en raison du jeune âge, sauf si l'horreur du crime nécessitait une sanction du droit pénal des adultes: malitia supplet aetatem¹* » (Killias, 2008 : 21). La plupart des pays appliquent ce principe aujourd'hui. Ils se permettent un assouplissement consistant à juger des mineurs auteurs de crimes graves en tant qu'adultes. Cette tendance pourrait envisager un changement de direction : ainsi le droit pénal des mineurs s'appliquerait aussi à de jeunes adultes (Killias, 2008 : 23).

La peine privative de liberté

Nous avons délimité la PPL en la restreignant à l'enfermement dans un lieu hors domicile et l'interdiction de sortie du prévenu. La PPL est toutefois plus complexe. La prison telle qu'on la connaît aujourd'hui a vu naître ses origines à l'époque de la fin des peines déshonorantes et des exécutions capitales. Certes, les cachots et donjons existaient avant elle, mais « *ils n'étaient destinés qu'à héberger les détenus dans l'attente de leur exécution ou de leur bannissement* » (Killias, 2008: 233); ce qui correspondrait actuellement à la détention préventive ou aux maisons d'arrêt. Les premières prisons au sens moderne du terme, poursuivant donc « *à la fois un but d'hébergement - donc sécuritaire – et éducatif* » (Killias, 2008 : 233) sont apparues en Angleterre (Château de Bridewell, en 1555) et aux Pays-Bas au 16^{ème} siècle, « *avec les Tuchthuis ou Rasphuis à Amsterdam en 1595, puis le Spinhuis pour les femmes en 1597* » (Killias, 2001 : 478). Ces maisons n'étaient pas les premières prisons de

¹ Un mineur est pleinement responsable de ses actes, dès lors qu'il est pleinement conscient de leur caractère délictueux (*le législateur a préféré fixer des seuils d'âge*).

l'histoire, mais elles ont été les premières qui visaient à « *traiter la délinquance* » ; jamais encore, la prison n'avait eu ce but de rééducation. « *En ce sens, le Rasphuis et le Château de Bridewell marquèrent le début non pas de la privation de liberté, mais de l'action éducative des prisons* » (Killias, 2001 : 478-479). Les Rasphuis étaient des prisons-ateliers municipales qui répondaient à trois principes majeurs : les détenus pouvaient voir la durée de leur peine diminuer pour cause de bonne conduite, le travail y était obligatoire et rémunéré, il s'effectuait en commun. Etaient mis en place un système d'obligations et d'interdits, une éducation religieuse et une surveillance continue pour détourner les jeunes du mal (Brachin, 1984 : 28). Le concept de ces Rasphuis s'est propagé en Europe dès le 17^{ème} siècle. Peut-être peut-on voir dans ces Rasphuis les origines de l'existence de la PLM ? En effet, ces maisons servaient un but éducatif, notamment lié à la religion à cette époque, car la délinquance était considérée comme « *le produit de la fainéantise et d'un manque de considération pour Dieu* » (Killias, 2001 : 478). C'est pourquoi les prisons hollandaises voulaient amender les détenus en leur faisant effectuer un travail régulier (Killias, 2001). Ces maisons avaient comme but de ramener les prévenus à la religion et les aider ainsi, par l'éducation, à réintégrer la société.

C'est à la fin du 19^{ème} siècle que sont apparues, dans la plupart des pays occidentaux, des lois pénales spécialement pour mineurs. En Suisse, la majeure partie des cantons a suivi ce mouvement : « *Lors de la codification au niveau suisse, on a inséré dans l'aCP les art.82-100ter, qui concernaient les sanctions spéciales que l'on peut infliger aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes. La définition des infractions [...] est donc identique pour toutes les classes d'âge en droit suisse ; seules les sanctions et les règles de procédure diffèrent* » (Killias, 2008 : 22). Cette condition peut sembler logique, mais elle ne va pas de soi dans les faits. En effet, la définition de certaines infractions peut être différente pour les mineurs, notamment dans les pays anglo-saxons tels que L'Angleterre ou les Etats-Unis : « *cela signifie qu'ils peuvent encourir des peines en raison de comportements qui ne seraient pas punissables s'il s'agissait d'adultes* » (Killias, 2008 : 22). C'est ce qu'on appelle des délits de statuts (status offences), fréquents dans les pays cités ci-dessus. Ces délits consistent en une action qui n'est interdite qu'à une certaine classe de gens et qui, le plus souvent, s'applique aux délits commis par des mineurs. On retrouve par exemple l'école buissonnière, la consommation de tabac ou d'alcool et la fugue. Ces actes illégaux pour des mineurs restent légaux pour des adultes au-dessus de 18 ans ; c'est ce qui en fait des status offences (Van Bueren, 1998 : 197-198).

Tout en maintenant le principe d'une définition des infractions égale pour adulte et mineurs, le droit pénal suisse des mineurs a été extrait du CPS et c'est une Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (DPMIn), dont la base est un avant-projet de Stettler (1986), qui est entrée en vigueur, en 2007. *« Cette révision a d'ailleurs laissé inchangée l'une des particularités du droit pénal des mineurs suisse, à savoir le grand clivage entre les sanctions applicables aux mineurs et celles du droit pénal des adultes, d'une part, et la rigidité des limites d'âge, d'autre part »* (Killias, 2008 : 22). Pour illustrer cette différence existant entre mineurs et jeunes adultes, le cas du « meurtre de Clarens » est intéressant. Dans cette sombre affaire, cinq jeunes, dont un mineur de 17 ans et 8 mois, ont assassiné un sexagénaire avec une grande cruauté, en 2006, dans le canton de Vaud. La fille de la bande avait alors 19 ans; et ce sont cette faible différence d'âge entre le mineur et la fille ainsi que les quatre mois qui le séparaient de sa majorité qui ont fait tant polémiquer autour de ce drame. En effet, le mineur a été condamné à une peine de quatre ans ; il a donc écopé de la peine maximale pour un mineur. Et la jeune femme, ainsi qu'un autre jeune homme de 20 ans se sont vus condamner à 20 ans de prison pour ce meurtre. La réaction sociale a été très forte et particulièrement véhémement contre... le mineur, qui n'était enfermé que pour quatre ans ; et qui, en outre, a déjà obtenu, depuis, une autorisation de sortie ponctuelle lors de laquelle il est allé se vanter de ses actes.

La séparation effectuée entre le Code pénal et la Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs est détaillée dans le Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs. Ainsi, *« une des particularités du droit pénal des mineurs révisé est de mettre l'accent sur l'auteur (« droit pénal de l'auteur ») plutôt que sur l'acte répréhensible (« droit pénal de l'acte »), comme c'est le cas dans le droit pénal des adultes. En principe il ne prévoit pas de condamnation pénale en fonction de l'acte commis et du tort à réparer, mais des suites juridiques à buts exclusivement préventifs, afin de ramener le délinquant mineur dans le droit chemin »* (FF 1999 2023).

2.1 Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs ou Droit pénal des mineurs (DPMIn)

Le DPMIn se divise en six chapitres :

1. Principes et champ d'application
2. Instruction (1^{ère} phase de la procédure)
3. Mesures de protection et peines

4. Prescription
5. Compétences, procédure et exécution
6. Dispositions finales

Cette loi amène des éléments nouveaux, cependant « [...] *loin d'être un droit révolutionnaire, [le DPMIn] est un droit qui garde sa confiance dans un système de protection tout en englobant des éléments de justice réparatrice et en durcissant sa position par rapport aux délinquants qui commettent les infractions les plus graves* » (Zermatten, 2004 : 26). L'innovation principale dans le DPMIn réside dans le fait « *que l'obligation de choisir entre les mesures et les peines est désormais abandonnée [...]. Les deux aspects peuvent être ainsi combinés, ce qui permet au juge de prononcer conjointement une peine et une mesure, cette dernière devant être exécutée en priorité* » (Dupuis et al, 2008 : 17). Ce cumul d'une peine et d'une mesure est qualifié de « *dualisme représentatif* » dans le Message fédéral de 1999 (sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2035). Le nouveau DPMIn respecte les principes fondamentaux résultant de la Convention Européenne des droits de l'homme (CEDH), à savoir la légalité, la célérité, la proportionnalité et la liberté du mineur.

Mesures

Avant d'aborder la PLM, nous énumérerons les diverses peines et mesures que l'on trouve dans le DPMIn. En vertu de l'article 10 al.1DPMIn, si le mineur qui a commis un acte punissable s'avère, suite à l'enquête sur sa situation personnelle, nécessiter une prise en charge éducative ou thérapeutique particulière, l'autorité de jugement ordonnera les mesures de protection exigées par les circonstances, que le mineur soit coupable ou non. Les mesures de protection du DPMIn sont, par nature, proches de celles du droit civil, notamment à l'article 307ss CC. Elles sont cependant explicitement inscrites dans le DPMIn pour éviter un renvoi constant aux dispositions du CC. Ces mesures comprennent la surveillance (art.12DPMIn), l'assistance personnelle (art.13DPMIn), le traitement ambulatoire (art. 14DPMIn) et le placement (art.15DPMIn). Parmi ces mesures, la seule qui implique un éventuel enfermement, et donc une restriction de liberté physique, au sens des JDL Rules, est le placement en établissement fermé (art.15 al.2DPMIn), d'où le pensionnaire ne peut sortir à son gré. Pour qu'une telle mesure soit ordonnée, il faut premièrement que la protection personnelle ou le traitement du trouble psychique du mineur l'exige ; par exemple, s'il existe un risque de suicide. Deuxièmement, ce type de placement peut intervenir « *s'il constitue le*

seule moyen de prévenir une grave menace pour des tierces personnes » (Dupuis et al, 2008: 98), quand on craint la récidive de délits graves. Malheureusement, il existe peu d'établissements permettant un tel suivi de ces mesures ; en ce qui concerne la prise en charge thérapeutique, ces structures sont encore inexistantes (Dupuis et al, 2008). Cependant, *« le seul fait qu'on n'ait pas trouvé une institution appropriée ne légitime pas l'incarcération du mineur pendant des semaines ou des mois dans un établissement pénitentiaire pour adultes. Que l'intéressé ait donné son accord ne joue en outre aucun rôle »* (Bulletin Info de l'OFJ, Section Exécution des peines et mesures, 2006 : 15). Reste que, en vertu de l'art.5 ch.4 CEDH¹, dans le cas de mesures de protection privatives de liberté d'une durée indéterminée, le mineur a le droit de demander un réexamen périodique de sa situation (Dupuis et al, 2008), ce à quoi répond l'art.19DPMIn. L'article 18 al.2DPMIn, quant à lui, permet au jeune ou à ses représentants légaux d'effectuer cette demande en tout temps si un changement de circonstances intervient (Dupuis et al, 2008).

Un point important reste à mentionner concernant le placement dans un établissement non fermé (art.15DPMIn). Ainsi, n'étant pas une peine, mais une mesure, celui-ci est permis pour les mineurs de moins de 15 ans, notamment pour des troubles psychiques. Il existe trois types de placements non fermés : chez des particuliers, dans un établissement d'éducation et dans un établissement de traitement. Nonobstant le fait qu'ils ne soient pas fermés, ces placements entraînent une restriction importante de la liberté du mineur ; c'est pourquoi ils ne doivent être

¹ **Article 5 CEDH Droit à la liberté et à la sûreté**

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

- a) s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent ;
- b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi ;
- c) s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci ;
- d) s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente ;
- e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond ;
- f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 c) du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. **Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.**

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

employés que dans le cas où les trois mesures précédentes s'avèrent insuffisantes. De plus, l'article 15 al.3DPMin prévoit la nécessité de procéder à une expertise médicale ou psychologique dans les cas d'un placement ouvert à but thérapeutique et d'un placement en établissement fermé. Les autres cas précités ne requièrent pas de telles expertises (Dupuis et al, 2008). Le mineur peut donc se voir condamné à une restriction de liberté, au nom de son intérêt supérieur. On retrouve ici le paradoxe rencontré dans le discours du député belge.

Peines

Le catalogue des peines disponibles apparaît aux articles 22 à 27DPMin. On y retrouve ainsi :

- la réprimande, qui est une réprobation formelle de l'acte commis (art.22)¹ ;
- la prestation personnelle, qui doit être adaptée à l'âge et aux capacités du jeune. Elle n'est pas rémunérée. Cette peine peut durer au maximum dix jours si le jeune a moins de 15 ans révolus ; dès l'âge de 15 ans, elle peut aller jusqu'à trois mois et être assortie d'une obligation de résidence. Elle est, en général, donnée sous forme de demi-journées (art.23)²;
- l'amende³, à partir de 15 ans et de 2000 francs au maximum. Le montant est fixé en fonction de la situation personnelle du mineur ; elle peut être convertie en prestation

¹ Art. 22 Réprimande

¹ L'autorité de jugement déclare le mineur coupable et prononce une réprimande s'il y a lieu de présumer que cette peine suffira à détourner le mineur de commettre de nouvelles infractions. La réprimande consiste en une réprobation formelle de l'acte commis.

² L'autorité de jugement peut en plus imposer au mineur un délai d'épreuve de six mois à deux ans assorti de règles de conduite. Si, pendant le délai d'épreuve, le mineur commet de manière coupable un acte punissable ou ne se conforme pas aux règles de conduite, l'autorité de jugement peut prononcer une peine autre que la réprimande.

² Art. 23 Prestation personnelle

¹ Le mineur peut être astreint à fournir une prestation personnelle au profit d'une institution sociale, d'une œuvre d'utilité publique, de personnes ayant besoin d'aide ou du lésé, à condition que le bénéficiaire de la prestation personnelle donne son consentement. La prestation doit être adaptée à l'âge et aux capacités du mineur. Elle n'est pas rémunérée.

² La participation à des cours ou à d'autres activités analogues peut aussi être ordonnée au titre de prestation personnelle.

³ La prestation personnelle dure au maximum dix jours. Si le mineur a commis un crime ou un délit et qu'il avait quinze ans le jour où il l'a commis, la prestation personnelle peut être ordonnée pour une durée de trois mois au plus et être assortie d'une obligation de résidence.

8Droit pénal des mineurs **311.1**

⁴ Si la prestation n'est pas accomplie dans le délai imparti ou si elle est insuffisante, l'autorité d'exécution adresse au mineur un avertissement et lui fixe un ultime délai.

⁵ Lorsque l'avertissement reste sans effet et que le mineur n'avait pas quinze ans le jour où il a commis l'acte, l'autorité d'exécution peut astreindre le mineur à accomplir la prestation sous sa surveillance directe ou sous la surveillance d'une personne désignée par ses soins.

⁶ Lorsque l'avertissement reste sans effet et que le mineur avait quinze ans le jour où il a commis l'acte, l'autorité de jugement convertit:

a. en amende la prestation personnelle ordonnée pour dix jours au plus;

b. en amende ou privation de liberté la prestation personnelle ordonnée pour plus de dix jours. La privation de liberté ne peut dépasser la durée de la prestation convertie.

³ Art. 24 Amende

¹ Est passible d'une amende le mineur qui avait quinze ans le jour où il a commis l'acte. L'amende est de 2000 francs au plus. L'autorité de jugement en fixe le montant en tenant compte de la situation personnelle du mineur.

² L'autorité d'exécution fixe le délai de paiement; elle peut accorder des prolongations de délai et autoriser le paiement par acomptes.

personnelle sur demande du mineur, à moins que cette amende ne vienne déjà sanctionner une prestation personnelle non exécutée par le jeune. Pour ce qui est de la clé de conversion, un jour de prestation personnelle correspond à environ CHF 66.66.- *ce qui rend une fourchette allant de CHF 60.- à 70.- envisageable* (art.24) ;

- la privation de liberté¹, d'un jour à un an pour le mineur qui a commis un crime ou un délit s'il avait 15 ans le jour où il l'a commis. Par contre, est condamné à quatre ans au plus le mineur qui avait 16 ans le jour de l'infraction :
 - a. s'il a commis un crime pour lequel le CP prévoit une PPL de trois ans au moins (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2055-2056)
 - b. s'il a commis une infraction aux articles 122 (lésions corporelles et graves), 140, al.3 (brigandage), ou 184 CP (séquestration et enlèvement avec circonstances aggravantes) en faisant preuve d'une absence particulière de scrupules, notamment si son mobile, sa façon d'agir ou le but de l'acte révèlent des dispositions d'esprit hautement répréhensibles.

Nous pouvons reprendre ici le cas du « meurtre de Clarens », dans lequel le mineur a été condamné à une PPL de quatre ans ; en effet, son crime est puni par plus de trois ans de PPL dans le CP. La preuve en est que ses acolytes ont reçu 20 ans de réclusion, car ils étaient majeurs au moment des faits. L'énumération de ces trois infractions de l'article 25 al.2DPMin peut laisser perplexe. En effet, le viol simple (art.190 CP), l'agression (art.134 CP) ou encore l'extorsion (art.156 ch.1 CP), qui montent en fréquence de nos jours, ne sont pas sur la liste.

³ A la demande du mineur, l'autorité d'exécution peut convertir tout ou partie de l'amende en prestation personnelle, à moins qu'elle n'ait été prononcée en lieu et place d'une prestation personnelle non exécutée.

⁴ L'autorité de jugement peut réduire l'amende si la situation qui a déterminé la fixation de son montant s'est détériorée depuis le jugement sans qu'il y ait faute du mineur.

⁵ Si le mineur n'acquiesce pas l'amende dans le délai imparti, l'autorité de jugement la convertit en privation de liberté de 30 jours au plus. La conversion est exclue si le mineur est insolvable sans qu'il y ait faute de sa part.

¹ **Art. 25 Privation de liberté**

a. Contenu et conditions

¹ Est passible d'une privation de liberté d'un jour à un an le mineur qui a commis un crime ou un délit s'il avait quinze ans le jour où il l'a commis.

² Est condamné à une privation de liberté de quatre ans au plus le mineur qui avait seize ans le jour de l'infraction:

a. s'il a commis un crime pour lequel le droit applicable aux adultes prévoit une peine privative de liberté de trois ans au moins;

9311.1 Code pénal suisse

b. s'il a commis une infraction prévue aux art. 122, 140, al. 3, ou 184 CP¹⁰ en faisant preuve d'une absence particulière de scrupules, notamment si son mobile, sa façon d'agir ou le but de l'acte révèlent des dispositions d'esprit hautement répréhensibles.

La réglementation mise en place dans cet article « *et en particulier le choix des infractions permettant au juge de prononcer une privation de liberté qualifiée semblent arbitraires et n'ont pas de véritable lien avec la délinquance juvénile actuelle* » (Dupuis et al, 2008 : 146). Cependant, si l'on reprend le texte du Message fédéral de 1999 (sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs) sur la mise en place du DPMIn, un plus grand catalogue d'infractions dans le cas de condamnations à une PPL dès 16 ans y figure : « *Ces infractions comprennent tout d'abord les crimes pour lesquels le droit applicable aux adultes prévoit une peine privative de liberté de trois ans au moins (2e al., let. a). Il s'agit actuellement du meurtre et de l'assassinat (art. 111 et 112 CP), de formes qualifiées du brigandage (art. 140, ch. 4 CP), de la prise d'otage (art. 185, ch. 2, CP), de la contrainte sexuelle (art. 189, 3e al., CP), du viol (art. 190, 3e al., CP) et de l'incendie intentionnel (art. 221, 2e al., CP). Elles comprennent également (2e al., let. b), les lésions corporelles graves (art. 122 CP), le brigandage commis en bande ou d'une autre manière dénotant que l'auteur est particulièrement dangereux (art. 140, ch. 3) ainsi que la séquestration et l'enlèvement commis avec des circonstances aggravantes (art. 184 CP) à la condition que l'auteur ait agi avec une absence particulière de scrupules (cette condition fait référence aux exemples fournis par la définition de l'assassinat, art. 112 CP)* » (FF 1999 2057). Il est étonnant qu'elles n'aient pas été reprises dans leur intégralité dans le texte du DPMIn.

Le détail de l'exécution de la PLM figure aux articles 27ss DPMIn. Reste néanmoins l'article 26DPMIn¹ qui permet, à la demande du mineur, de convertir une PLM de maximum trois mois en une prestation personnelle de durée égale. Le législateur a voulu, à travers cette faculté de conversion, harmoniser les règles du DPMIn avec celles du droit pénal ordinaire. Ce faisant, il a méconnu le fait que, « *en droit pénal des mineurs lorsque le juge prononce une privation de liberté au sens de l'article 25DPMIn, c'est justement qu'il considère une telle sanction comme (seule) justifiée en l'espèce et a par conséquent exclu de manière implicite le prononcé d'une prestation personnelle [...]. Par conséquent, la privation de liberté ne doit être prononcée qu'à titre exceptionnel, dans l'hypothèse où aucune des autres possibilités de l'éventail des peines n'est applicable* (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code

¹ **Art. 26 b. Conversion en prestation personnelle**

A la demande du mineur, l'autorité de jugement peut convertir une privation de liberté de trois mois au plus en une prestation personnelle de durée égale, à moins que la privation de liberté n'ait été prononcée en lieu et place d'une prestation personnelle non exécutée. La conversion peut être ordonnée immédiatement pour toute la durée de la privation de liberté ou après coup pour le solde de la peine.

pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs *FF 1999 2057*) » (Dupuis et al, 2008 : 148).

Au sens de l'article 35DPM¹, ces peines, à l'exception de la réprimande, peuvent être assorties d'un sursis pouvant aller de six mois minimum jusqu'à deux ans maximum. Octroyer le sursis à l'exécution d'une peine revient, en quelque sorte, à faire une faveur à l'accusé. Ainsi, ce dernier verra la peine prononcée à son endroit suspendue pendant un certain délai ; s'il remplit certaines conditions, il peut ne jamais avoir à purger sa peine. « *Le sursis tend ainsi à inciter celui dont le cas paraît s'y prêter à travailler lui-même à son propre reclassement, toute en répondant à l'idée d'individualisation de la peine et de prévention spéciale et en faisant l'économie de l'exécution de la peine prononcée* » (Dupuis et al, 2008 : 174). Le sursis ne peut être octroyé pour une PPL de plus de 30 mois. L'accusé peut se retrouver également au bénéfice d'un sursis partiel, à savoir que sa peine peut être fractionnée en deux parties : l'une ferme et l'autre avec sursis. En ce qui concerne les modalités du sursis, quand un mineur s'en voit octroyer un, ce dernier est assorti d'un délai d'épreuve qui peut comporter des règles de conduite à suivre. L'article 35 al.2DPM renvoie aux dispositions pour la libération conditionnelle des articles 28 à 31DPM (Dupuis et al, 2008 : chapitre 3).

3. La sanction privative de liberté pour mineurs (SPLM ou PLM)

Nous avons vu que d'une manière générale la sanction pénale pour mineurs se différencie de celle pour adultes. L'article 1^{er} du DPM définit l'objet et la relation avec le Code pénal applicable aux adultes. Il régit les sanctions applicables à quiconque commet, avant l'âge de 18 ans, un acte punissable en vertu du CP ou d'une autre loi fédérale. Certaines dispositions du CP sont applicables aux mineurs par analogie et complètent ainsi le DPM. Ces dispositions sont :

- a. art. 1 à 33 (champ d'application et conditions de la répression, comprenant notamment : les notions de culpabilité, intention, négligence, infraction par omission, participation ou le degré de réalisation des infractions et finalement la réglementation

¹ **Art. 35 Sursis à l'exécution de la peine**

¹ L'autorité de jugement suspend totalement ou partiellement l'exécution d'une amende, d'une prestation personnelle ou d'une privation de liberté de 30 mois au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner le mineur d'autres crimes ou délits.

² Les art. 29 à 31 s'appliquent par analogie aux peines suspendues. Si une privation de liberté est suspendue partiellement, les art. 28 à 31 ne s'appliquent pas à la partie de la peine qui doit être exécutée.

du droit de plainte du lésé et de ses modalités), à l'exception de l'art. 20 (doute sur la responsabilité de l'auteur) qui est remplacé par l'article 9DPMIn, *en particulier son alinéa 3* ;

- b. art. 47, 48 et 51 (fixation de la peine : principe, atténuation de la peine et imputation de détention avant jugement) alors que la plupart des règles relatives aux peines et mesures du Titre 3 (art.34 à 73 CP) ainsi que les prescriptions relatives aux sanctions ordonnées en cas de contraventions ne sont pas applicables aux mineurs (art.106-107 CP) « *puisque l'essentiel du DPMIn consiste en des mesures et des peines sui generis aux délinquants mineurs* » (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2029);
- c. art. 56, al. 2, 5 et 6 et art.56a (principes applicables aux mesures avec notamment le principe de proportionnalité). Pour ce qui de l'art.56 al.6 CP, le DPMIn met en place ce principe de levée de la mesure dont les conditions ne sont plus remplies à l'art.19 al.1, *en prévoyant que l'autorité d'exécution doit lever une mesure dont l'objectif est atteint ou qui n'a plus d'effet éducatif ou thérapeutique*. Nous relèverons ici un point important : avant d'ordonner une mesure, le juge doit normalement s'assurer qu'un établissement approprié à cette mesure est disponible (art. 56 al.5 CP). Et si ce ne devait pas être le cas, par exemple par manque de places qui empêcherait l'exécution immédiate de cette mesure, le juge ne serait pas pour autant autorisé à prononcer une peine au lieu de la mesure (ATF 94 II 17).

Il faut noter que parfois, il n'existe pas de solution ; l'autorité d'exécution devra alors s'arranger comme elle le pourra, sans toutefois avoir le droit de remplacer cette mesure par une autre mesure non prévue par la loi pour le cas d'espèce. Pour ce qui est de l'art.56 al.2 CP, nous nous devons de le mentionner brièvement : lorsque les conditions appelant plusieurs mesures sont remplies simultanément, le juge peut les cumuler, si l'une d'entre elles ne suffirait pas à empêcher l'auteur de commettre de nouvelles infractions. Ce dernier point est concrétisé dans l'art. 14 al.2DPMIn. En effet, il y est dit qu'un traitement ambulatoire peut être ordonné conjointement à une surveillance, une assistance personnelle ou un placement en établissement éducatif, en fonction de ce que la logique exige ;

- d. art. 69 à 73 (confiscation et allocation au lésé)

- e. art. 74 (principe de l'exécution) ;
 - f. art. 83 (rémunération) ;
 - g. art. 84 (relations avec le monde extérieur) ;
 - h. art.85 (contrôles et inspections) ;
 - i. art. 92 (interruption de l'exécution) ;
- } Titre 4 sur l'exécution des peines CP

L'objet du DPMin portant principalement sur la question des sanctions et de leur exécution, la plupart des dispositions de ce chapitre du CP ne sont pas applicables par analogie aux mineurs.

- j. art. 98 (point de départ de la prescription de l'action pénale), 99 al.2 (prolongation du délai de prescription de la peine), 100 (point de départ de la prescription de la peine) et 101 (imprescriptibilité). Ces articles complètent les art.36 et 37DPMin, qui prévoient certains délais particuliers pour les mineurs ;
- k. art.103, 104 et 105, al.1 (contraventions) ;
- l. art.110 (définitions légales) *Ces définitions concernent : les proches, la famille, les fonctionnaires, les choses, les titres, les titres authentiques, et les notions de jour, mois, année, ainsi que la détention avant jugement ;*
- m. suivent les articles 111 à 392 sur les dispositions spéciales et l'entrée en vigueur du CP, à l'exception des articles 339 à 348 (autorités cantonales), 380 (frais d'exécution des peines et mesures), 387 al. 1 let. D et al.2 (dispositions complémentaires du Conseil Fédéral), 388, al.3 (exécution des jugements antérieurs).

Des art.111 à 332 CP, on retrouve toutes les dispositions concernant les infractions qui sont, comme nous l'avons vu plus haut, applicables par essence aux mineurs;

- n. Chiffre 3 des dispositions transitoires de la modification du 13 décembre 2002 (casier judiciaire). L'article 366CP, relatif au contenu du casier judiciaire, et l'article 369CP, relatif à l'élimination de l'inscription sont complétés par l'article 44DPMin qui fait allusion au casier judiciaire avec *des précisions spécialement applicables aux mineurs*. « L'article 44DPMin modifie l'art.366 CP dans le sens qu'un alinéa 3 lui est ajouté, lequel prévoit que les condamnations des mineurs ne sont inscrites au casier judiciaire que si ces derniers ont été condamnés à une privation de liberté (art.25DPMin) ou à un placement en établissement fermé (art.15 al.2DPMin). A contrario, toutes les autres sanctions prévues par le DPMin ne font l'objet d'aucune inscription » (Dupuis et al, 2008 : 206-207). Pour ce qui est de la radiation de

l'inscription, l'art.44DPMIn complète le 369CP en prévoyant que la radiation s'effectue d'office, dans le cas d'une privation de liberté (prononcée en vertu de l'art.25DPMIn) s'il s'est écoulé dix ans dès la fin de la durée de celle-ci (art.369 al.1 lit.d CP). Les jugements qui prononcent une mesure de protection telle qu'un placement en établissement fermé de l'art.15 al.2DPMIn *sont également éliminés d'office après dix ans (art.369 al.4 lit.c CP)*. Il est important de mentionner un changement dans la nouvelle réglementation : ainsi, il n'est plus possible de radier une inscription sur requête. *De même, la faculté pour le juge de renoncer à l'inscription dans certaines situations disparaît elle aussi.* (Dupuis et al, 2008 : 207)

Nonobstant ces dispositions applicables par analogie, l'article 1^{er} stipule que lors de l'application de ces dernières, les principes définis à l'article 2DPMIn doivent être pris en compte, à savoir que la protection et l'éducation du mineur sont déterminantes et prioritaires dans l'application du DPMIn. En outre, l'âge et le degré de développement du mineur doivent peser en sa faveur (Dupuis et al, 2008 : 13 à 24). La Feuille fédérale édicte que l'âge et le degré de développement du jeune doivent également impliquer une appréciation et une interprétation de la norme appliquée dans un sens qui lui est favorable (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2029).

4. Mineur versus adulte : réflexion sur la différence

A travers l'analyse comparative des dispositions du DPMIn et de celles du CP, nous avons vu qu'il existe de nombreuses nuances voire des articles spécialement rédigés dans le DPMIn favorisant le traitement du mineur par rapport aux dispositions du CP. Cependant, de nombreux articles sont acceptés comme applicables aux mineurs dans ce dernier. Rappelons ici le principe juridique de « Lex specialis derogat generali », qui signifie que la règle spéciale déroge à la règle générale : dans le cas d'un éventuel conflit entre un article du CP et un autre du DPMIn, c'est bien entendu le DPMIn qui primera, en raison de son caractère de Lex specialis pour mineurs face au CP.

Emergent toutefois plusieurs interrogations quant à cette distinction faite entre adultes et mineurs : comment se place-t-on quand on veut protéger le mineur avec des mesures, puis que l'on accepte ensuite qu'il soit condamné à une PPL ? Il semble logique, quand on interroge le sens commun, de faire une différence entre adultes et mineurs. Mais pour quelles

raisons exactement? Quand on considère le cas de Clarens, il est difficile dans les mentalités de ne pas remettre en cause de telles différences. Nous allons, dans cette section, traiter de ces multiples questions et tenter d'apporter des éléments de réponses.

Hurtado Pozo, dans son analyse du Droit pénal, disait déjà en 1997 que : « *si les spécialistes ne sont pas d'accord sur les limites chronologiques des différentes étapes que suit l'évolution de l'individu avant l'âge adulte, ils reconnaissent cependant que son comportement ne peut être jugé au même titre que s'il s'agissait d'un adulte* » (Hurtado Pozo, 1997 : 203). Si l'on regarde bien, il est question ici de limites d'âge, qui semblent peu pertinentes, ou sur lesquelles il paraît difficile de s'appuyer solidement. Hanson va plus loin dans ces inconséquences dans les limitations d'âge pour les enfants. L'auteur reprend un débat qui avait été diffusé sur une chaîne de télévision américaine et qui illustrait parfaitement cette inconséquence. En effet, c'était suite à la fusillade du Lycée de Columbine, en 1999, dans laquelle deux adolescents, Eric Harris et Dylan Klebold, avec des armes à feu à l'intérieur du lycée dans l'État du Colorado (USA) ont tué douze lycéens et un professeur et blessé sévèrement vingt-trois autres personnes avant de se donner la mort (Clabaugh, 2005). Lors de ce débat, *le six-shooter*, une arme à feu interdite à la vente aux moins de 16 ans alors, était comparé à l'interdiction de boire de la bière, les *six-packs*, avant 21 ans. Le permis de tuer viendrait donc avant celui de boire, ou comme le dit Hanson : « *assez âgé pour tuer, mais trop jeune pour une bière ?* » (Hanson, 2008a: 1). L'auteur explique que « *ce débat américain sur la fixation d'âges-limites pour porter une arme à feu ou boire de la bière fait état des inconséquences que l'on rencontre également face à la justice pénale au moment de fixer des âges* » (Hanson, 2008a: 1). Il ajoute que l'exemple du débat démontre que les discussions ne se concentrent pas autour des capacités d'évolution des enfants, leurs compétences, ni sur les droits de l'enfant à proprement parler, mais sur des idéologies et préférences sociales. Et c'est bien là que se situe apparemment le problème. Pour reprendre l'affaire de Clarens, qui nous sert d'illustration dans ce chapitre, l'unique élément qui distinguait celui qui a été condamné à 20 ans et celui qui a pris quatre ans est l'âge de ces derniers : l'un était majeur, l'autre ne l'était pas.

Pour parler de ces limitations d'âge souvent peu voire non pertinentes, Hanson parle du « *dilemme de la différence* » opposant les adultes aux mineurs. L'auteur distingue quatre écoles de pensées, qui nous aideront à mieux comprendre ce dilemme dont il est question. Ces quatre écoles ou approches sont : Paternalism, Liberalism, Welfare (Bien-être) et

Emancipation. Elles vont dans l'ordre de celle qui prône le plus les droits correspondant au P de Protection des Droits de l'enfant¹ à celle encourageant les droits liés à la Participation de l'enfant (Hanson, 2008b : 9-10). Pour en revenir au *dilemme de la différence*, Hanson explique que « *traditionnellement, la littérature des droits de l'enfant distingue entre deux approches : celle de la « libération de l'enfant » et celle du « bien-être de l'enfant ». La première part de la revendication d'une autonomie pour les enfants, et insiste sur l'importance de leurs droits à l'auto-détermination. Du point de vue du bien-être de l'enfant, la seconde approche porte sur l'importance des soins apportés aux enfants, et se concentre sur le droit de l'enfant à la protection* » (Hanson, 2008a : 2). Si l'on réfléchit, la protection sied aux enfants en bas-âge ; et ce n'est qu'avec les années que l'on peut revendiquer une acquisition graduelle du droit à l'auto-détermination. Rodham, quant à elle dit qu'il s'agirait de distinguer deux approches générales en matière de droits de l'enfant : « *l'extension de droits des adultes aux enfants, et la recherche d'une reconnaissance, applicable par la loi, des besoins et intérêts spéciaux des enfants* » (Rodham, 1973, citée par Hanson, 2008a : 2). Il s'agit donc dans ce discours de *droits égaux* entre adultes et mineurs et de *droits spéciaux* pour les derniers. Cependant, il n'est pas toujours évident de faire coexister ces deux types de droits. Hanson définit alors le dilemme de la différence ainsi : «

- *Est-ce que les enfants (ou ceux qui les défendent) devraient d'une part choisir un traitement similaire au traitement des adultes, avec le risque que ce traitement égalitaire ne soit pas adapté aux enfants, mais suive le même modèle que le traitement des adultes ?*
- *Ou devraient-ils d'autre part, défendre un traitement spécial, sur la base de leur particularité, en courant le risque que ce traitement spécial (et différent) mène à de nouvelles formes de discrimination ? »* (Hanson, 2008a : 3).

Dans ce dilemme, il n'y a pas de réponse définitive et qui soit applicable à toute situation susceptible de se présenter. Dans certains cas, il faudra que l'enfant bénéficie d'un traitement spécial ; dans d'autres, nous nous devons de défendre des droits égaux pour l'enfant. La solution semble résider dans « *l'évaluation des contextes concrets* » (Hanson, 2008a : 3), afin de prendre la bonne décision : au cas par cas. Un problème surgit alors : il est difficile, au

¹ La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) peut être résumée par les « 3P » : les droits liés à la Protection (par ex. contre la violence ou l'exploitation), ceux en lien avec les Prestations (Provision en anglais ; par ex. l'éducation ou la santé) et enfin les droits à la Participation (par ex. liberté d'expression ou droit à l'information). « *The provisions of the CRC have to be considered holistically, which means that the CRC gives equal importance to the different kind of rights of children and that there is no hierarchy between the provisions which all belong to one of the three P's* ». (Verhellen, 2000, cité par Hanson, 2008b : 7).

niveau de la justice dans son ensemble, de traiter chaque cas de manière individualisée. Cela requerrait un investissement de temps colossal ; ce même temps qui semble manquer cruellement aux acteurs de la justice. C'est pourquoi la fixation d'âges-limites est utilisée. Hanson entame alors une discussion sur les âges, dans laquelle il démontre que *la compétence* devrait être prise en considération plutôt que l'âge. Il renvoie à des critiques sur la manière de fixer les âges dans la loi telles que l'*arbitraire* du choix de ces âges et le *manque de fiabilité*, car l'âge ne peut être corrélé à la compétence étant donné que chacun est différent. Parmi ces critiques, nous retrouvons également l'*inconséquence* que nous avons mentionnée plus haut et la *préférence pour un autre critère*, à savoir la compétence, comme nous l'avons vu également. (Hanson, 2008a: 3-4).

Ce dilemme, comme son nom l'indique, amène à devoir effectuer un choix entre deux propositions contradictoires et qui peuvent être aussi insatisfaisantes l'une que l'autre selon le cas. Nous avons vu la difficulté de mise en œuvre de solutions contextualisées. Dans le Message du Conseil fédéral, cependant, il existe une mention du fait que « *bien que des préoccupations essentiellement pédagogiques sous-tendent le droit pénal des mineurs, la question de la faute ne peut pas être mise de côté [...] il faut, au regard des objectifs de prévention que poursuit le DPMin, trouver des solutions souples et individualisées, qui permettent de déterminer la peine en fonction des besoins éducatifs du mineur et ce, dans chaque cas d'espèce* ». Une adaptation au contexte est effectivement requise. Il est stipulé ensuite que, « *bien entendu, la peine doit se situer dans un rapport raisonnable avec la gravité de l'infraction pour que, d'une part, le mineur ne la perçoive pas comme une injustice et que, d'autre part, il la prenne suffisamment au sérieux* » (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999: 2036).

Quand on parle de solutions contextualisées, on pense rapidement aux sanctions alternatives à la PLM, envisageables selon les cas. Nous avons mentionné plus haut le catalogue des peines disponibles, avec parmi celles-ci : l'amende et la prestation personnelle, cette dernière prend souvent la forme du travail d'intérêt général (TIG). D'autres peines, telles que le bracelet électronique peuvent également être proposées en fonction de la situation ; notamment dans les cas d'assignation à résidence. Ces sanctions alternatives sont en vogue chez les partisans d'une diminution voire de l'élimination des courtes PPL. Les fondateurs de l'Union internationale du droit pénal ont comme conviction que la PPL « *servait ou devrait servir soit*

à traiter (sinon à "guérir"), soit à neutraliser les condamnés, et qu'une trop courte durée de la peine ne permettait pas d'obtenir un résultat positif sur ces plans. En revanche, on reprochait aux courtes peines privatives de liberté d'exposer les détenus aux multiples influences du milieu criminel d'une part, et aux réactions de rejet lors de leur sortie de prison » (Schmidt 1965, cité par Killias, 2001 : 512-513). Néanmoins, malgré ces affirmations concernant l'inefficacité, voire le caractère nocif des courtes PPL, un grand nombre de pays européens appliquent encore ces dernières.

On est en droit alors de s'interroger sur l'existence de sanctions plus efficaces, entendant par là qu'elles entraîneraient un taux plus faible de récidive. Diverses études traitant de l'égalité des taux de récidive des peines fermes et des peines non privatives de liberté (notamment Kellens 2000 sur les taux de récidive, ou encore Heinz et Hügel 1986 sur les PLM, cités par Killias, 2001 : 514) ont établi que *«les différents genres de peine étaient équivalents et dès lors interchangeables sous l'angle de la prévention spéciale, et que le principe constitutionnel de la proportionnalité exigerait dès lors de remplacer les courtes peines ou les sanctions privatives de liberté par d'autres sanctions [...] »* (Killias, 2001: 514). Ce raisonnement reste discutable. En effet, la peine n'est pas le seul facteur à prendre en compte dans les cas de récidive. Les autres paramètres importants sont : les antécédents, l'alcoolisme ou la toxicomanie et bien entendu la situation familiale (Killias, 2001: 513-514). En outre, la généralisabilité d'une expérience quelconque à d'autres contextes est très limitée (Killias, 2001: 518). Cantwell nous expliquait également qu'il existe des expérimentations dans lesquelles ils obtiennent de bons résultats au niveau thérapeutique, en résidentiel. Mais ces pratiques sont très coûteuses. Et Cantwell était particulièrement sceptique, notamment quant à la possible reproduction de ces conditions, car en effet, ces solutions étaient tout à fait contextualisées, dans un certain cadre et sur le court terme. Il est alors difficile de savoir si cette expérience aurait obtenu les mêmes résultats dans un autre contexte, car trop souvent personne ne tentera de reproduire l'expérience. Peut-être est-ce la peur de l'échec ou du discrédit ? En tout cas, c'est un obstacle aux nouvelles solutions alternatives à l'enfermement. Nous revenons toujours à cet aspect crucial que représente la mise en contexte de l'individu et du délit commis pour la fixation de la peine.

Résumé

Dans ce chapitre, nous avons considéré la sanction pénale pour mineurs, à travers les trois modèles de Zermatten, qui proposent une catégorisation des différents systèmes de justice

juvénile, entre protection, justice et réparation. Un état des lieux de la SPLM nous a amenés à considérer les Rasphuis hollandais et leur lien vraisemblable avec les origines de la PLM. Toutefois, il est important de mentionner l'absence de littérature entourant la question du « pourquoi de la PLM ». En effet, il semblerait qu'il n'existe aucune explication de la privation de liberté pour mineurs. Cette peine est réglementée de manière stricte tant dans le droit international, notamment dans la CDE et les règles de Beijing, que dans le droit suisse, par le DPMIn, mais il n'est explicité nulle part pourquoi elle est tout simplement permise et acceptée.

Le DPMIn nous a permis de détailler le catalogue des mesures et peines pour mineurs. La comparaison entre celui-ci et le CPS nous ont amenés à une réflexion portant sur la distinction entre adultes et mineurs face à la loi et ainsi au dilemme de la différence de Hanson, auquel la réponse implique des solutions contextualisées.

Chapitre 3 Motivations des juges pour sanctionner un mineur

1. Choix de la sanction pénale

Comment choisir la sanction pénale dans le cadre d'un jugement ? Au temps des supplices, chaque crime était associé à un certain type de torture. Par exemple, le voleur se voyait couper ou brûler la main et la perversité de la torture allait grandissante en fonction du crime commis. Avec la prison, la multiplicité de ces peines est largement réduite (Foucault, 1975). Dans la Suisse actuelle, l'idée seule de couper la main d'un voleur est inconcevable. Cependant l'idée d'associer à chaque crime une peine correspondante a été étudiée. Ainsi, le rôle du juge se résumait à examiner si tel homme avait violé les lois ou pas (Beccaria, 1991 : 65). Le père du principe de la légalité, « *nullum crimen, nulla poena sine lege* », s'intéresse très tôt aux questions liées à l'équité du système judiciaire. Le juge ne doit pas interpréter la loi pénale, mais uniquement l'appliquer en considérant la loi générale en premier, puis l'acte conforme ou non à cette loi. Tel délit a été commis ; ce tel délit est puni par telle peine. Le prévenu devra donc être condamné à la peine correspondant à son délit (Beccaria, 1991 : 66 à 68). Quant à l'interprétation du juge, elle n'a pas lieu d'être : Beccaria parle du « *torrent des opinions* », qui peut être dangereux et inconstant ; ce serait alors « *la porte ouverte à l'incertitude* » (Beccaria, 1991 : 67 à 69).

De nos jours, la législation pénale est fondée sur les valeurs fondamentales de la société. Donc tout un chacun peut être considéré comme un expert. Le législateur fixe les peines admissibles ainsi que les circonstances aggravantes ou atténuantes, de manière générale. Par contre, le juge est le seul à décider de la sanction pénale et de sa mesure dans un cas concret. (Killias, 2001 : 197).

Pour ce qui est de la fixation de la peine dans le droit suisse, c'est l'article 47 CP qui fait foi. Ainsi, « *le juge fixe la peine d'après la culpabilité de l'auteur. Il prend en considération les antécédents et la situation personnelle de ce dernier ainsi que l'effet de la peine sur son avenir* » (al.1). En outre, le CP ajoute que « *la culpabilité est déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la lésion, compte tenu de sa situation personnelle et des circonstances extérieures* » (al.2). Parallèlement à l'action de cet article, il existe une étape cruciale : l'établissement du cadre légal de la peine, qui « [...] *est d'abord déterminé par la peine prévue pour l'infraction commise ; elle résulte du texte légal de l'infraction en question. Il faut ensuite examiner s'il y a, en l'espèce, des circonstances aggravantes [par ex. récidive] qui augmentent le plafond du cadre légal de la peine. Après cela, on étudie si des circonstances atténuantes (art.48 CP) sont réalisées, circonstances qui diminuent la peine minimale, [...]. Ces opérations effectuées, on obtient le cadre légal concret dans lequel le juge doit fixer la peine* » (Killias, 2001 : 201-202). Ces opérations sont le point de départ, les fondations, de la fixation de la peine. Le rôle du juge est donc plus ou moins actif dans l'interprétation des lois et par conséquent dans la décision à prendre quant à la peine à infliger. En ce qui concerne le cadre légal de la peine, il est essentiel dans la fixation de cette dernière. Reste un point crucial, qui nous servira de thème de base dans la partie empirique de ce travail : la motivation de la peine.

Le Code pénal suisse stipule l'obligation de motiver : « *Si le jugement doit être motivé, le juge indique dans les motifs les circonstances pertinentes pour la fixation de la peine et leur importance* » (art.50 CP). Si le jugement doit être motivé...(nous soulignons) ; mais il n'est pas précisé dans quels cas celui-ci doit l'être. Pendant longtemps, le Tribunal fédéral (TF) s'est contenté de vérifier si la peine concrète se trouvait dans le cadre de la peine légale. Il était extrêmement rare que ce cadre ne fût pas respecté, car ce dernier est très large en Suisse. C'est pour cette raison que la jurisprudence a « *déployé ses effets surtout autour de la*

motivation de la peine ». En outre, depuis quelques années, le TF se montre plus exigeant à cet égard : dans plusieurs arrêts, il a admis que la motivation exprimée par le juge doit permettre de comprendre les raisonnements de ce juge et donc de pouvoir vérifier l'application correcte du droit fédéral, à savoir si le juge a considéré des circonstances pertinentes et conformes à ce droit fédéral. « *Il fallait donc que le juge fit attention de n'oublier aucun élément qui pouvait être pertinent et de n'invoquer que des circonstances incontestables ou bien étayées. Toute négligence ou imprudence à cet égard exposait son jugement au risque d'être cassé par l'instance supérieure, voire en dernier lieu par le Tribunal Fédéral* » (Killias, 2008 : 207-208).

2. Présentation du terrain

2.1 Statistiques

Afin d'avoir une vision globale de la situation actuelle des sanctions pénales en Suisse, nous présenterons diverses statistiques, du site de l'Office fédéral de la statistique en Suisse (OFS), notamment concernant les jugements pénaux de mineurs ou les nombres officiels de places dans les établissements de détention (Annexe 2), ainsi que sur les infractions les plus fréquentes ou encore le nombre de condamnations à une PPL. Notre choix s'est porté sur les statistiques de l'année 2008 ; il s'agit de l'état de la banque de données au 25 septembre 2009. Ces statistiques nous ont permis d'appréhender le terrain avec une idée globale de l'état de la situation en Suisse. C'est en entamant la partie empirique que nous avons réalisé l'utilité de telles informations.

Tableau 1 : Jugements pénaux des mineurs selon canton, sexe, âge et nationalité, en 2008.

Canton	Total	Sexe		Catégorie d'âge		Nationalité/Statut de séjour ¹			
		Masculin	Féminin	Moins de 15 ans	15 ans et plus	Suisses	Etrangers		
							domiciliés en Suisse	Requérants d'asile	domiciliés à l'étranger
Région lémanique	2'179	1'828	351	523	1'656	1'367	643	83	53
Vaud	1'223	1'014	209	289	934	736	376	60	22
Valais	583	501	82	139	444	402	159	13	6
Genève	373	313	60	95	278	229	108	10	25

© OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

Dans ce premier tableau (Tableau 1), nous pouvons observer qu'en 2008, il y a eu un total de 2'179 jugements pénaux de mineurs dans la seule région lémanique. Un point qui nous intéresse dans ce tableau est la catégorie d'âge : étant donné que nous avons considéré sur le

terrain les mineurs âgés de 15 et plus. Notre choix de cette catégorie se justifie par le fait, nous le rappelons, que la PPL ne peut être ordonnée que dès l'âge de 15 ans, en Suisse.

Tableau 2 : T02 Jugements pénaux des mineurs, selon le canton et la loi, en 2008

Canton	Total ¹	Loi				
		Code pénal	Loi sur les stupéfiants	Loi sur la circulation routière	Loi sur les étrangers ²	Autres lois
Région lémanique	2'179	1'706	539	366	19	161
Vaud	1'223	981	295	202	6	94
Valais	583	392	197	114	0	36
Genève	373	333	47	50	13	31

© OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

Dans le cadre de notre recherche, nous avons également été confrontés aux diverses infractions commises par des mineurs ; il nous semblait donc important d'avoir une idée de celles qui reviennent le plus fréquemment (Tableau 3) ainsi que des divers domaines du Droit suisse qui sont touchés par celles-ci (Tableau 2). De cette manière, nous pourrions observer s'il existe des points communs ou divergents significatifs entre les infractions les plus fréquentes jugées en 2008 et en 2009.

Tableau 3 : T03 Jugements pénaux des mineurs, selon le canton et un choix d'infractions, en 2008

Canton	Total ¹	Choix d'infractions														
		Vol d'usage	Conduite sans permis	Conso de stup	Trafic de stup	Lésions corpo simples	Voies de fait	Vol	Brigandage	Domages à la propriété	Recel	Menaces	Violation de domicile	Actes sexuels avec enfants	Contrainte sexuelle	Incendie
Région lémanique	2'179	209	215	459	168	192	154	728	71	510	99	96	304	27	22	70
Vaud	1'223	110	104	259	70	103	95	459	37	283	61	51	165	11	12	38
Valais	583	66	75	189	56	36	22	172	8	125	20	9	85	10	4	7
Genève	373	33	36	11	42	53	37	97	26	102	18	36	54	6	6	25

© OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

En plus de ces informations basiques et parce que notre travail porte sur la PPL, nous voulions également avoir une idée du nombre de jugements dans lesquels des mineurs ont été condamnés à des PPL, que ce soit avec ou sans sursis (Tableau 4), ainsi que de la durée de ces peines.

Tableau 4 : T07 Jugements pénaux des mineurs, selon le canton et la durée de la privation de liberté avec et sans sursis, en 2008

Canton	Total des jugements	Dont avec privation de liberté avec ou sans sursis					
		Total	≤1 mois	>1-2 mois	>2-3 mois	>3-6 mois	>6 mois
Région lémanique	2'179	153	92	22	13	14	12
Vaud sans sursis	1'223	50	33	8	5	2	2
Vaud avec sursis		80	54	13	6	4	3
Valais sans sursis	583	8	8	0	0	0	0
Valais avec sursis		51	34	4	5	4	4
Genève sans sursis	373	24	13	6	0	3	2
Genève avec sursis		22	4	5	2	6	5

© OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

A la lecture de ce tableau, on remarque que la PLM est très peu utilisée. En effet, si l'on additionne la totalité des peines privatives de liberté en région lémanique, on obtient 153 SPLM avec sursis et 82 SPLM sous forme de peines fermes, ce qui fait un total de 235 PPL sur 2'179 jugements sur l'année 2008, c'est-à-dire moins de 11% des jugements de cette année-là.

2.2 Méthodologie

Après avoir abordé le caractère obligatoire et essentiel de l'expression des motivations du juge ainsi qu'un aperçu statistique de la situation des points essentiels de la justice juvénile en région lémanique, voici la partie empirique de ce travail. Nous sommes allés sur le terrain consulter des jugements de mineurs afin d'en extraire les motivations énoncées par les juges lors de condamnations à des peines privatives de liberté. Pour ce faire, nous avons décidé de nous concentrer sur trois cantons romands : Genève, Vaud, Valais. Ce choix de plusieurs cantons nous permet d'avoir un large panel des motivations des juges lorsque ces derniers prononcent une privation de liberté. Nous tenions à éviter la probabilité du jugement d'un juge ou d'un canton ; ce qui aurait pu se produire si nous nous étions concentrés sur un seul juge ou canton.

Notre travail est une étude exploratoire : il n'existe pas de recherche basée sur les mêmes critères en Suisse. Les données que nous présenterons dans le cadre de cette étude ne seront qu'un échantillon sur lequel nous nous appuierons pour notre analyse de la situation. Nonobstant les chiffres ou résultats que nous présenterons, notre recherche reste de type qualitatif. Nous avons utilisé trois méthodes sur le terrain : la recherche d'archives, l'entretien

formel et informel, et pour les questions complémentaires, qui ont surgi ultérieurement aux deux méthodes précédentes, nous avons utilisé en plus la communication par médias interposés, à savoir internet et le téléphone.

La question de l'éthique

Afin de mieux comprendre notre démarche, il est nécessaire de rappeler l'éthique sur la base de laquelle nous avons pu appliquer notre méthodologie et respecter l'anonymat des jeunes concernés par les jugements étudiés au cours de cette recherche.

Prenons tout d'abord une définition de l'éthique énoncée par Morrow (2008) :

«Éthique» peut être défini comme un *«ensemble de principes moraux et les règles de conduite»*: *l'éthique dans la recherche se rapporte à "l'application d'un système de principes moraux pour empêcher nuire ou faire tort autres, de promouvoir le bien, à être respectueux, et pour être équitable »* (Sieber, 1993 : 14, cité par Morrow, 2008 : 4)

Il est important de souligner que pour appliquer cette méthodologie, nous avons dû prendre quelques précautions. Si les Juges ne voyaient aucune objection à ce que leurs noms apparaissent dans notre travail, il en va autrement des informations relatives aux mineurs et à leurs jugements. Afin d'aborder le projet de recherche au sein d'une éthique cadre, il convient d'aborder les questions suivantes :

- le processus d'obtention du consentement
- le choix des pseudonymes, et
- les conséquences politiques éventuelles de l'étude (Morrow, 2008 : 6).

Ainsi, en suivant ces items, nous avons fait part aux juges et greffiers des buts de notre recherche, de leur liberté de refuser de participer au projet ainsi que de la garantie que nous offrons d'un anonymat complet. Ceci a certainement participé à la mise en confiance de nos interlocuteurs et à leur participation active. En outre, étant donné le respect dû aux mineurs et à leur anonymat, nous n'avons pu contacter ces derniers pour leur demander leur accord ; c'est pourquoi les noms des mineurs dans les jugements seront, dans leur totalité, absents dans ce travail. Dans ce but, nous avons extrait un certain nombre de données de chacun des jugements, que nous avons répertoriées dans des tableaux. Cette technique nous a permis

d'éviter de manière certaine l'apparition des noms ou informations personnelles concernant les jeunes apparaissant dans les jugements étudiés. En outre, les mineurs ou leurs victimes n'apparaissent qu'en termes de lettres (X, Y, ...) dans notre recherche.

Il est important de rajouter, pour conclure, que notre méthodologie ne contient pas de récolte d'images (photos, vidéos...) et qu'il n'a donc pas été nécessaire de demander une autorisation spéciale dans ce sens aux différents Tribunaux avec lesquels nous avons travaillé.

Concrètement, nous nous sommes adressés aux Tribunaux des mineurs de chaque canton pour obtenir l'autorisation de venir consulter les jugements. Il est utile ici de rappeler les compétences de ces institutions. Ainsi, le Tribunal des mineurs, appelé également Tribunal de la jeunesse ou Chambre des mineurs, connaît « *des infractions (contraventions, délits et crimes, poursuivables d'office ou sur plainte) au code pénal et aux lois fédérales et cantonales commises par des mineurs âgés de 10 à 18 ans* »¹. Le Tribunal de la jeunesse est donc « *l'autorité pénale compétente pour poursuivre, instruire et juger les causes des mineurs ; il est aussi autorité d'exécution des peines et mesures* ». En général, les contraventions dans la compétence municipale ne relèvent pas du Tribunal des mineurs ; c'est d'ordinaire la loi sur les contraventions qui détermine la procédure et la compétence. Les audiences ont lieu à huis clos.

Le premier pas a consisté à appeler chaque Tribunal afin d'obtenir les noms des présidents dans le but d'adresser nos courriers officiels aux bonnes personnes (certains de ces présidents ont changé au cours de notre recherche). Le pas suivant était l'envoi d'un courrier qui comprenait : une présentation de la recherche, une demande de consultation de jugements de mineurs ainsi qu'une lettre de légitimation de l'IUKB. Les réponses, parvenues par différents biais, tels que le téléphone ou l'email, nous proposaient un premier entretien dans les Tribunaux afin que nous expliquions nos intentions et convenions d'une date pour les consultations.

Genève est le premier Tribunal de la jeunesse auquel nous avons eu accès. La présidente, Madame Proz-Jeanneret, a accepté que nous consultations les jugements ; pour cela, elle a

¹ Sites consultés le 20 avril 2010 : <http://www.vd.ch/fr/autorites/ordre-judiciaire/Tribunal-des-mineurs/> et http://www.ge.ch/Tribunaux/enseignements-pratiques/Tribunal_jeunesse.html.

Pour information, en 2011, le Tribunal de la jeunesse à Genève va devenir le Tribunal des mineurs, car la Juge des enfants va disparaître. Le Tribunal des mineurs de Genève se verra donc attribuer également les cas de jeunes dès l'âge de 10 ans, seuil pénal relevant.

mandaté sa greffière, Catherine Vernier, afin que celle-ci nous donne accès aux minutes de jugements. La seule délimitation du corpus nous a pris deux jours, à cause des renonciations qu'implique chaque choix. Suite à une discussion avec une greffière du Tribunal notre choix s'est porté sur l'année 2009 : le nouveau DPMIn étant entré en vigueur en 2007, nous souhaitons ainsi obtenir les résultats les plus actuels. La deuxième limitation a consisté à redéfinir la peine privative de liberté. En effet, dans le fichier informatisé des minutes de jugement, sous "privation de liberté", de multiples formes autres que la PPL telle que nous l'avons définie apparaissent: le placement pénal en foyer éducatif ouvert ou fermé, le placement pénal en établissement d'apprentissage obligatoire ou en hôpital psychiatrique. Nous avons finalement opté pour les mineurs condamnés à une PPL (par conséquent entre 15 et 18 ans), « *en établissement fermé, d'où le pensionnaire ne peut sortir de sa propre volonté* » (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2041) et ce, avec ou sans sursis, sur l'ensemble de l'année 2009. Ces étapes de délimitations effectuées, nous sommes retournés au Tribunal de la jeunesse du canton afin de reconsidérer nos résultats pour les conformer aux exigences du corpus choisi. Le pouvoir judiciaire du canton de Genève a mis un portail intranet avec un code spécifique à notre disposition pour que nous puissions accéder à toutes les minutes de jugements enregistrées dans la base de données sans surveillance ; leur confiance nous a permis de progresser plus rapidement.

Parallèlement à la constitution du corpus, nous avons dû négocier avec les personnes responsables pour obtenir l'autorisation de copier les jugements requis ; le but étant de pouvoir travailler sur ce matériel sans devoir nous rendre au Tribunal. Outre l'aspect pratique, il y avait une considération éthique : pouvoir prouver nos résultats. Cette négociation nous a permis d'obtenir la partie « en droit » ainsi que la décision du Tribunal, et ce, pour chaque jugement de notre corpus. La partie « en droit » est le chapitre du jugement qui suit les « faits » et dans laquelle sont censées se trouver les motivations du juge instruisant l'affaire. Quant à la décision du Tribunal, elle rappelle tous les motifs ayant entraîné la décision et donne le verdict.

La décision positive de la part du Tribunal, impliquait une charge de travail considérable. En effet, il fallait retrouver les minutes sur le portail, télécharger le jugement, en copier et coller les parties permises et finalement anonymiser la totalité du document obtenu.

Le processus de recherches dans les minutes s'est fait différemment dans le canton de Vaud, car l'année 2009 n'était pas encore informatisée. Ainsi, il a fallu aller investiguer dans les minutes au format papier. Le Président du Tribunal des mineurs, alors le Juge Meister, nous a donné un accès libre aux archives du Tribunal ainsi qu'aux bureaux des greffières dans lesquels nous pouvions trier le tout. L'obtention de copies a demandé également une négociation. Au final, nous obtenions l'autorisation de copier les mêmes parties qu'à Genève. Un premier tri consistait à retrouver les privations de liberté, les jugements n'étant pas répertoriés par sanctions. Puis, il fallait procéder par mois, enlever les agrafes, les remettre, puis caviarder chaque nom propre. Une fois ces tâches effectuées, nous avons dû, à nouveau, photocopier la totalité de notre corpus, car le caviardage ne masquait pas parfaitement les noms. Le Juge Meister s'est montré très disponible pour répondre à nos multiples questions.

Reste le Valais. Le Président du Tribunal des mineurs, le Juge Lavanchy, s'est tout de suite déclaré prêt à nous aider, en mettant à notre disposition la totalité des minutes de jugement en version papier. Néanmoins, il nous a été demandé d'envoyer une demande officielle au Tribunal cantonal du Valais (TC/VS), par respect de la hiérarchie. La réponse ne s'est pas fait attendre : le lendemain de notre demande, le TC/VS nous donnait son aval. Le Président n'a pas émis de restriction quant aux parties que nous pouvions copier. En outre, il nous a proposé la liste des jugements ordonnant des sanctions privatives de liberté afin de faciliter notre recherche; nous avons ainsi gagné un temps considérable.

Résumé

Ce troisième chapitre appréhende la PLM d'un point de vue concret. En effet, nous avons vu le rôle essentiel du juge dans le choix de la sanction pénale. Ainsi, c'est à celui-ci qu'il incombe de réunir les éléments requis pour le cadre légal de la peine et de considérer le jeune dans son individualité, car la décision finale de la sanction et de sa mesure lui revient. Les statistiques nous ont permis ensuite d'avoir une vision globale de la situation en Suisse, ce qui a été un apport théorique précieux avant de nous engager sur le terrain, dans les trois cantons de la région lémanique. La présentation du terrain ainsi que la méthodologie utilisée permettent d'introduire les résultats qui figureront dans le chapitre suivant.

Chapitre 4 Analyse et discussion des résultats

La comparaison entre les éléments théoriques et empiriques que nous avons réunis dans ce travail sera au cœur de ce chapitre: nous tenterons de révéler dans quelle mesure les éléments découverts lors de la lecture des jugements de mineurs coïncident avec la partie théorique que nous avons présentée plus haut.

1. Réponses théoriques à la question de base

Pourquoi la PLM existe ? Quelles sont les justifications exprimées, notamment dans la littérature?

Pour répondre à cette question, nous avons élaboré notre réflexion à travers différents auteurs de la littérature juridique ou sociologique. Ainsi, nous l'avons vu, il existe des avis différents quant à la peine privative de liberté de manière générale et concernant les mineurs en particulier. D'une part, cette sanction qui est venue remplacer les supplices il y a plus d'un siècle est vue comme la solution qui protège la société des délinquants. En effet, dans la pensée répressive des pionniers de la défense sociale, l'enfermement intervient plus *pour* la société que *contre* le délinquant, dans un souci de prévention générale. D'autre part, la privation de liberté ne doit être envisagée que comme *ultima ratio* et *pour la durée la plus courte possible* (art. 37 CDE) ; ces deux expressions indiquent clairement la volonté du législateur de réduire cette peine à une utilisation minimale. En outre, la critique reprochant à la PLM de ne pas empêcher la récidive¹, voire même de révolter le jeune contre la société, ce qui risque de provoquer l'effet contraire à celui escompté est récurrente; à savoir, le jeune pourrait réitérer ses actes mais avec une montée en violence et en agressivité. Certains, plus extrêmes, souhaiteraient voir non seulement les prisons mais le droit pénal entier disparaître ; ainsi les abolitionnistes ne peuvent absolument pas concevoir la privation de liberté. Ils prônent une approche radicalement moins coercitive et plus réparatrice. Mais aucun de ces concepts n'explique l'existence de la PLM.

L'emprisonnement tel que nous le connaissons aujourd'hui, date de la fin du 16^{ème} siècle. En effet, jusque-là, la prison servait, pour le prévenu, de lieu en attente du jugement ; la sentence étant généralement, à cette époque, un supplice humiliant sur la place publique ou la peine de mort (Foucault, 1975). Rappelons également que jusqu'au 19^{ème} siècle, dès l'âge de 12 ans, le

¹ Voir à ce propos : Kellens 2000 sur les taux de récidive, Heinz et Hügel 1986 sur les PLM (cités par Killias, 2001 : 514) cités page 35 ; ainsi que Prins 1986, cité page 12.

jeune était considéré comme un adulte et qu'il n'existait pas encore de loi spécifique pour les mineurs (Killias, 2008) ; ce qui implique qu'aucune différence n'était faite entre adulte et enfant. Il y avait cependant une catégorie de jeunes hommes délinquants, pour lesquels le Rasphuis a été créé à la fin du 16^{ème} siècle. Comme nous l'avons vu, cette explication permet une interprétation des origines de l'existence de la PLM, qui serait liée à la religion et à l'éducation. Néanmoins, s'il n'existe d'autre explication à l'existence de la PLM, nous allons investiguer ses justifications.

Ainsi, qu'est-ce qui justifierait positivement la PPL en dehors de l'école première de défense sociale qui prône la protection de la société ? Nous avons mentionné plus haut diverses fonctions possibles de la PLM. En effet, celle-ci peut répondre à des objectifs de prévention, de rétribution ou encore de réparation et de réinsertion sociale. Ainsi, un jeune peut être condamné à une PPL si l'on peut prouver que cela l'empêchera de réitérer ses délits, car il aura pris leçon de ses erreurs. Si l'on considère l'aspect purement rétributif, punitif, alors la PLM sera appropriée. Cependant, si l'on s'attache à la fonction réparatrice, la PLM ne semble pas répondre aux critères. En effet, le mineur sera puni et isolé, mais il ne sera pas confronté aux personnes envers qui il a commis sa faute ; il n'aura donc pas l'occasion d'essayer de la réparer. La réinsertion sociale semble se heurter au même constat : le jeune reçoit des outils d'apprentissage pendant son séjour en milieu fermé, mais il est hors de la société pendant ce temps. Il est mis à l'écart de la réalité quotidienne dans laquelle il est censé revenir avec un emploi, une fois sa peine purgée. Les solutions à envisager seraient alors plutôt du domaine de l'assignation à résidence avec obligation de trouver un apprentissage que de celui de la PLM. L'encouragement à la recherche d'alternatives, plutôt que la course aux peines privatives de liberté, surtout si elles sont de courte durée, semble alors émerger comme la conclusion répondant à la partie théorique de notre travail. Qu'en est-il sur le terrain de la PLM et de ces alternatives ?

2. Réponses empiriques à la question de base

Pourquoi la PLM est-elle appliquée ? Y a-t-il des motivations positives ou est-ce que parfois, selon les cas, il n'y a pas d'autres alternatives que l'enfermement ?

Avant de répondre à cette question, il est important de la contextualiser. Ainsi, afin de faciliter l'analyse des résultats obtenus sur le terrain, nous avons entré différents paramètres d'informations dans des tableaux Excel afin de pouvoir les comparer (Annexe 3). Ces

paramètres sont : les infractions retenues, la durée de la PPL, sursis ou détention ferme, durée du sursis, mesures complémentaires ajoutées à la PPL, motifs énoncés justifiant la décision du Tribunal et finalement les motivations du juge. La diversité de ces motivations rendait la comparaison difficile ; nous les avons donc standardisées. Nous avons choisi trois types-standards de motivations : la défense sociale au sens premier et ancien du terme (protection de la société), l'intérêt ou la protection du mineur et enfin le concept de la sanction adéquate. Les tableaux sont établis en fonction des cantons, cependant nous ne distinguerons pas ces derniers dans l'analyse des résultats concernant les motivations des juges. Nous avons pris cette décision, car il ne nous semblait pas pertinent de comparer les cantons, notre intention étant uniquement de relever les motivations exprimées par les juges lors de condamnations à la PPL, et non de savoir quel canton motive le mieux ses décisions.

Les statistiques internes des Tribunaux de mineurs concernant les jugements de 2009 permettent une représentation globale de la situation de l'année sur laquelle nous avons travaillé. Le tableau ci-dessous permet une meilleure visualisation de la situation :

Statistiques internes des Tribunaux de mineurs concernant les peines privatives de liberté, sur l'année 2009					
		1à 30 jours	31à 90 jours	91jrs à 1 an	> d'1 an
VAUD: sur 1320 jugements	détention avec sursis	59	18	10	2
	détention avec sursis partiel	2	1	0	0
	détention ferme	44	12	6	0
GENEVE	nb de détentions dont: 18 sursis et 2 sursis partiels	13	16	23	0
VALAIS :	détention avec sursis	63	-	-	-
	détention avec sursis partiel	2	-	-	-
	détention ferme	1	-	-	-

Notons ici, que les nombres les plus élevés correspondent à des peines privatives de liberté de courte durée et qui, en outre, sont assorties d'un sursis. En ce qui concerne le corpus choisi,

un petit inconvénient réside dans le fait que nous avons choisi l'année précédant celle en cours ; c'est pourquoi, la totalité des jugements n'était pas encore archivée lors de nos consultations dans les Tribunaux. Ainsi, dans une considération éthique, nous donnerons le nombre exact de jugements que nous avons recueillis et analysés pour chaque canton :

- Genève : 49	}	267
- Vaud : 163		
- Valais : 55		
-		

On remarque un faible taux de PPL en 2009. En effet, l'on dénombre, par exemple, 154 PPL sur 1320 jugements dans le canton de Vaud. L'on peut noter également que les chiffres les plus élevés correspondent aux PPL avec sursis, donc non effectives directement.

2.1 Fondements de la décision de la PPL dans les jugements

Le juge doit motiver chaque sanction pénale qu'il ordonne (Killias, 2001). Nous avons noté que la plupart des magistrats utilisent deux types de justifications : la Loi régissant la condition pénale des mineurs (DPMin) et une partie plus élaborée littéralement qui explique la décision du Tribunal en fonction des infractions commises et de la situation du jeune.

2.1.1 DPMin comme justificatif de la peine

Dans la quasi-totalité des jugements étudiés, l'on retrouve des arguments basés sur le DPMin dans les motifs entraînant la décision du Tribunal. Les articles employés sont: 1, 2, 3, 4, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 29, 31, 32, 33 (souvent cité avec 24), 34, 35, 36, 38, 40, 43, 44, 73, 75, 76. Dans certaines procédures, aucun article particulier n'est mentionné, le juge a noté comme unique justification : « *le DPMin* », comme par exemple dans les procédures P1 08 867 et P1 09 934. Les articles du DPMin les plus récurrents sont les art. 2- 11-25 et 35.

C'est l'article **2DPMin** qui énonce les deux principes de base de cette loi, à savoir la protection et l'éducation. En outre, il est stipulé qu'une attention particulière doit être vouée aux conditions de vie et à l'environnement familial du mineur, ainsi qu'au développement de sa personnalité. Cet article implique systématiquement le 9DPMin concernant l'obligation de procéder à une enquête sur la situation personnelle du délinquant. Cette protection doit s'entendre par rapport à toutes les influences négatives de l'environnement du délinquant, soit

sa sphère sociale ou familiale. On pense notamment à des proches qui pourraient être perçus comme de *mauvais exemples* (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2030) ou encore au fait que le mineur, de par son comportement, pourrait se mettre en danger. L'intervention protectrice du magistrat se fait parfois malgré l'intéressé qui, dans de nombreux cas, se situe plutôt dans une dynamique de rejet de l'autorité, des cadres et limites (Dupuis, et al. 2008). Nous l'avons vu à plusieurs reprises et nous le retrouverons encore, la personne et l'environnement du mineur sont cruciaux dans les éléments considérés lors des jugements. C'est ce qui fait la spécificité de la loi pénale régissant la condition des mineurs : l'individualisation. Cet article rappelle l'aspect *welfare* en justice juvénile (Zermatten, 2002).

L'article **11DPMin** introduit (avec l'art.10DPMin) le *dualisme judiciaire*, qui permet le cumul d'une peine et d'une mesure de protection, ce qui répond donc à la double exigence de traiter et de punir, en privilégiant les solutions les plus adaptées. A travers cet aspect, la loi reconnaît la complémentarité de la sanction avec la mesure de protection (Message fédéral de 1999 sur les révisions du code pénal et militaire et la Loi régissant la condition pénale des mineurs FF 1999 2058). Cet article revient sur la culpabilité de l'auteur : si ce dernier est coupable, l'autorité de jugement prononce une peine (nous soulignons) en plus d'une mesure de protection ou comme seule mesure (terme prêtant ici à confusion; sanction aurait été plus clair) (Dupuis et al, 2008 : 82), sauf si, en vertu de l'art.21DPMin, le mineur est exempté de peine. Cette culpabilité ne peut être envisagée que si le mineur possédait la faculté d'apprécier le caractère illicite de son acte et de se déterminer d'après cette appréciation. Il nous semble important de noter ici que le législateur impose à l'autorité de jugement de prononcer une peine ; sinon, il aurait dit peut prononcer une peine plutôt que *prononce une peine*. Cet article énonce clairement le principe de culpabilité (*nulla poena sine culpa*), qui n'était pas expressément mentionné dans l'ancien droit pénal des mineurs. Ce principe implique que l'autorité de jugement, si elle compte punir, doit examiner la typicité et l'illicéité du comportement, mais également la culpabilité de l'auteur (Dupuis et al. 2008).

Avec l'art.**25DPMin**, nous entrons dans les privations de liberté ordinaire et qualifiée. Le mineur dès 15 ans peut être passible d'une PPL d'un jour à un an ; dès 16 ans, la PPL peut aller jusqu'à quatre ans au plus, si le CP prévoit pour cette infraction une peine de trois ans au moins et s'il a commis une infraction prévue aux articles 122, 140,al.3 ou 184CP, en faisant preuve d'une absence particulière de scrupules, notamment si son mobile, sa façon d'agir ou

le but de l'acte révèlent des dispositions d'esprit hautement répréhensibles. Le juge ne doit recourir à cette peine qu'à titre exceptionnel, et dans l'hypothèse qu'aucune des autres alternatives de l'éventail ne puisse être appliquée.

Reste enfin l'article **35DPMin**, qui régleme les sursis à l'exécution des peines. L'autorité de jugement suspend totalement ou partiellement l'exécution d'une amende, d'une prestation personnelle ou d'une privation de liberté de 30 mois au plus lorsqu'une peine ferme ne paraît pas nécessaire pour détourner le mineur d'autres crimes ou délits. Cette suspension est soumise à de nombreuses conditions, notamment liées à des règles de conduite imposées au délinquant avec un délai d'épreuve (de six mois à deux ans), pendant lequel le jeune devra s'acquitter des obligations particulières qui accompagnent le sursis sous peine de révocation de ce sursis, ce qui entraînerait alors une peine ferme. Le sursis partiel implique, dans le cas d'une PPL, qu'une partie de la peine sera subie de suite et que le solde sera, lui, assorti d'un sursis. (Dupuis et al, 2008).

Ces quatre articles semblent résumer à eux seuls l'intégralité des jugements de notre corpus. En effet, premièrement l'on rappelle les buts de protection et d'éducation du DPMIn, puis l'on justifie la combinaison des peines et mesures ordonnées, pour ensuite définir la privation de liberté sous l'angle du DPMIn et finalement l'assortir éventuellement d'un sursis.

2.1.2 Motivations exprimées littéralement

Certaines données ont été standardisées afin d'en simplifier l'entrée dans notre tableau Excel et donc l'analyse. Ainsi, sous le terme de *défense sociale* c'est la définition de Prins qui est retenue, à savoir la protection de la société. Sont regroupés dans cette catégorie les jugements dans lesquels la motivation du juge se basait sur : le degré de culpabilité du mineur, la gravité des actes, le degré élevé de violence, la dangerosité du jeune, les antécédents et la récidive, la prévention générale, la durée de l'activité délictueuse, le fait d'agir en bande et le défaut de l'accusé à l'audience (signalant le manque de considération de la part de celui-ci pour la faute commise, la peine encourue et par conséquent le Tribunal et la Justice). Ce dernier point entraîne généralement une peine ferme. Ainsi, les justifications mentionneront que « *les infractions commises sont graves. Les victimes 1 et 2 ont, à deux reprises, été sérieusement malmenées par les quatre jeunes dont la lâcheté et la violence doit être stigmatisée*» (JTJ/1167/2009) ; ou encore, rappelleront-elles que la PLM intervient « *compte tenu de la gravité de l'infraction et du fait que l'accusé a persisté à minimiser son action délictueuse*»

(PM08. 021525-AME). Pour ce qui est de l'absence du prévenu à l'audience, les termes sont clairs : « *en raison de ses antécédents et le défaut de l'accusée ne permettant pas d'émettre un pronostic pour l'avenir, le sursis ne pourra pas lui être accordé* » (PM08. 011034-AME) ou à une nuance près, « *le défaut de l'accusé à l'audience de ce jour ne permettant pas d'émettre un pronostic favorable à son endroit, le sursis ne peut lui être accordé* » (PM09. 002849-MRE).

L'intérêt ou la protection du mineur englobe les motivations liées à : l'environnement délictogène, ou criminogène, dans lequel évolue le mineur, les problèmes familiaux ou psychiques, la prévention spéciale, notamment dans le but d'éviter la récidive, et encore l'âge du mineur au moment des faits. Ainsi, l'on pourra lire : « *en conséquence, espérant déclencher une prise de conscience chez X par rapport à sa situation actuelle, le Tribunal décide d'ordonner une peine sous forme de privation de liberté* » (JTJ/1151/2009). C'est ici le souci de la récidive qui prévaut. Dans de nombreux cas, et notamment la procédure P1 07 279-558-1008 et P1 08 77- 301 l'examen de la situation personnelle du mineur intervient comme argument, car il : « *met à jour d'importantes difficultés sur les plans personnel, familial et préprofessionnel. Tout d'abord le jeune homme est un gros consommateur de cannabis et se laisse parfois tenter par l'alcool. Ses relations avec sa mère sont tendues, car il refuse de suivre ses directives et abuse de sorties [...] le jeune homme manifestant une certaine faiblesse psychique et émotionnelle* », le juge demande alors une évaluation psychologique, avec l'accord de l'intéressé. Mais dans le cas de ce jeune, cette évaluation restera lettre morte. Un dernier exemple pour rendre compte de l'environnement familial qui peut être nocif, malgré des intentions premières qui sont probablement bonnes. En effet, dans le cas de ce jeune, « *sur le plan éducatif, [ses] parents ne posent que peu d'exigences. Mme [sa mère] en particulier, a beaucoup de peine à reconnaître le bien-fondé des mesures prises en faveur de son garçon et, désespérée, elle les conteste souvent avec véhémence. Elle soutient inconditionnellement son fils, ce qui conduit ce dernier à agir sans limites* » (P1 06 454-504 ; P1 07 191- 892- 1170 et P1 08 146- 376- 484- 1075- 1079- 1149).

Quant à la troisième catégorie, la formulation de *la sanction adéquate* est une expression rencontrée dans de nombreux jugements. Y sont regroupés les affaires dans lesquelles : aucune motivation n'a été exprimée pour justifier une PPL ou plusieurs tentatives de solutions différentes (préapprentissage ; assistance personnelle ; cure de désintoxication ; placement en foyer ; etc.) ont été tentées sans succès parce que le mineur « *n'était pas preneur* » ou qu'il ne

« *faisait pas d'effort* ». Par exemple, dans la procédure PM08.000233-MRE, il est écrit : « [...] *compte tenu des mesures dont il fait déjà l'objet sur le plan civil, X doit être considéré comme un mineur n'ayant pas besoin de soins éducatifs particuliers, aucune mesure supplémentaire n'apparaissant nécessaire. Une peine privative de liberté est une sanction adéquate* ». Un autre exemple est celui de l'affaire PM07.026082-HCH, dans laquelle « *l'accusé n'a pas d'antécédents. Il a présenté des excuses aux plaignants et semble avoir stabilisé sa situation, qui était chaotique au moment des faits* ». Le choix de la sanction est formulé de la manière suivante: « *une privation de liberté de six jours paraît adéquate* ». Notons toutefois que dans le deuxième cas, la PPL a été assortie d'un sursis, alors que dans le premier, les antécédents du prévenu ont entraîné une peine ferme. Cette catégorie contient un nombre important de jugements dans lesquels on ne justifie pas la PPL par son pourquoi en particulier, mais par le fait que toutes les alternatives ont échoué. La procédure JTJ/390/2009 relate diverses mesures et traitements ordonnés à l'endroit du mineur, mais desquelles il « *n'était pas preneur* » ou qui, au final, n'ont « *pas eu l'effet escompté* ». C'est la seule des trois catégories qui ne soit pas une motivation positive.

La défense sociale regroupe 210 jugements (36 en VS ; 48 à GE ; 126 pour VD). L'intérêt du mineur se retrouve dans 54 cas (23 en VS ; 8 à GE ; 23 pour VD); quant au troisième groupe, il compte 103 éléments (24 en VS ; 9 à GE ; 70 pour VD). L'addition de ces nombres dépasse le nombre des jugements répertoriés, du fait qu'une procédure pouvait correspondre à plusieurs types de motivation. A travers ces chiffres, l'on note tout de même que la défense sociale est la justification privilégiée des magistrats sur l'année 2009, loin devant l'intérêt du mineur, mais deux fois plus utilisée que le concept de sanction adéquate. En tant que spécialistes en Droits de l'enfant, nous devons nous rendre à l'évidence : c'est un constat affligeant! Comment expliquer que l'intérêt du mineur est l'occurrence la plus faible dans les jugements ? Les enjeux sociétaux tendant à prévenir le crime et protéger la société dans son ensemble semblent primer sur l'intérêt et la protection des mineurs, alors que les jugements se basent sur la Loi régissant la condition pénale des... mineurs, qui elle-même met l'accent sur les buts de protection de ce droit (art.2DPMIn).

C'est dans la partie *En droit* que les motivations des juges pour les PPL sont exprimées et organisées de diverses manières. Ainsi, dans certains cas, le juge a) rappelle les infractions retenues contre le mineur avant de b) détailler sa situation personnelle. Puis, il considère c) les circonstances aggravantes ou atténuantes avant de, finalement, d) suggérer la peine ou mesure

qui lui semble adéquate en fonction de tous ces éléments précités. Il faut noter ici que ces quatre étapes peuvent se présenter dans un ordre différent ; néanmoins, elles sont systématiquement présentes dans tous les jugements. A travers le point a), l'influence des infractions commises est mise en évidence. Voici, à titre informatif, le panel des infractions citées dans les jugements étudiés (et répertoriés à l'Annexe 4) :

Liste des infractions	
Code Pénal	3-16-22-23-24-25-49-51-69-70-122-123-128-129-133-134-139-140-143-144-146-147-148-150-156-160-172-177-180-181-183-186-189-190-198-221-222-233-237-238-244-251-252-255-260-261-285-286-303-311-2602-2612-3052
LCR	10-22-31-32-34-41-51-55-90- 91-92-93-94-95-96-97
L Stup	19- 19a
L Arm	4-33-37
L Etr	115 et 5
Autres	6 et 145OAC-44LNI-18 LTV-1 et 8 LFpch-51 LTP-23 LSEE- Contra

Les infractions les plus récurrentes dans les divers cantons sont: 139 CP, 144 CP, 22 CP, 186 CP, ainsi que les articles 94, 95 LCR et 19 et 19a LStup ou encore le 115 LEtr. Ces infractions ont entraîné une condamnation à une PPL. Il est important de souligner que la PPL punissait, dans la majeure partie des cas, le cumul de plusieurs de ces infractions. Notons que le catalogue des infractions est similaire à celui de 2008.

Un point important concerne les infractions à la Loi fédérale sur les Etrangers (art.115LEtr notamment), car une PPL ferme est souvent la réponse. Cette situation peut s'expliquer du fait que pour les jeunes délinquants d'origine étrangère, *«la prise en charge éducative s'avère particulièrement difficile, en raison de fugues fréquentes et de décisions administratives d'expulsion. Les mesures prises sont alors essentiellement de nature répressive »* (Queloz & Bütikofer Repond, 2002 : 321). Force est cependant de constater qu'en dix ans, la situation n'a pas évolué suffisamment pour que la condition des jeunes étrangers change. Les juges des mineurs usent de la voie répressive et ainsi de la détention pour les mineurs étrangers liés à des bandes criminelles organisées. Par contre, quand il s'agit d'autres mineurs, suisses ou

établis en Suisse de manière durable, leur situation personnelle est prise en compte et selon les difficultés qu'ils rencontrent, les magistrats recourent aux mesures d'observation qui permettent une meilleure adéquation des solutions ordonnées (Queloz & Bütikofer Repond, 2002 : 324). Ce constat datant de l'année 2000 semble toujours d'actualité. La procédure JTJ/87/2009 illustre bien le problème lié aux mineur étrangers : « [...] vu le domicile à l'étranger de X, aucune mesure n'est envisageable, X ayant sciemment donné peu d'explications par rapport à son domicile réel. Seule une peine privative de liberté est envisageable ».

La situation personnelle du mineur est le point fort du jugement ; en effet, le DPMIn se basant principalement sur la personnalité de l'auteur, celle-ci doit être décrite avec précision et révéler les éléments cruciaux à la décision du juge. En premier lieu, le magistrat devra déterminer, à travers une expertise ou du moins une enquête, si le jeune doit être considéré ou non comme un mineur ayant besoin de soins éducatifs ou thérapeutiques particuliers. Il devra également évaluer l'environnement familial et social du mineur ; à savoir son âge, ses fréquentations, son réseau social, la présence et l'investissement de ses parents au quotidien, ses études ou apprentissage, ses hobbies et ses intérêts de manière générale. Ces investigations de la vie du jeune apparaîtront alors dans le jugement : « *compte tenu des conclusions de l'expertise et du complément d'expertise, X doit être considéré comme un adolescent ayant besoin de soins éducatifs particuliers. [Certes, l'accusé a fait des progrès et une prise de conscience]. Toutefois, les conflits familiaux auxquels il est confronté fragilisent sa situation. Le placement prévu par l'art. 15 al.1^{er} DPMIn est dès lors une mesure nécessaire et indispensable. Bien qu'une évolution favorable ait été observée, une prise en charge thérapeutique sous forme d'un traitement ambulatoire au sens de l'art. 14 DPMIn demeure indiquée* » (PM06. 012033-HCH/RBY). Cet extrait intègre les points de a) à d) énoncés précédemment. Un autre extrait démontre un panel des préoccupations du juge concernant le jeune. Dans celui-ci, il est expliqué que le jeune a grandi au Portugal, qu'il vit avec son père et ses deux frères. Il a été en classe d'intégration, mais quand il s'agit de s'inscrire à un séminaire d'évaluation pour un emploi « *il ne parvient pas à se plier aux règles élémentaires (respect des premiers rendez-vous, acceptation des remarques qui lui sont faites* » et finit par renoncer à son engagement. En outre, il tombe amoureux et vit alors chez sa copine avec la mère de cette dernière. Le juge des mineurs décide alors de l'éventualité d'un placement externe dans un centre de préapprentissage « *devant la nécessité d'aider X à adopter un rythme de vie compatible avec une activité professionnelle et pour le familiariser avec les*

condition du monde du travail en Suisse ». Dans sa motivation, le juge insiste sur le fait que « *son comportement laisse entrevoir qu'il ne pourra pas suivre une formation professionnelle. Il vit sans règles ni horaires, il ne respecte pas les adultes ni les consignes qui lui sont données [...] il est sans projet professionnel concret, se lève en milieu de journée, passe son temps à trainer en ville et n'écoute pas les directives de son père* » (P1 08 671- 744).

Quant au point c), le magistrat s'attachera à chercher des circonstances aggravantes ou atténuantes, qui influenceront la décision du Tribunal quant à la peine ou la mesure à prononcer. La circonstance aggravante la plus récurrente est la récidive. En effet, les antécédents du mineur ont un impact considérable sur la décision. L'on rencontrera alors des justifications du type de : « *compte tenu du nombre élevé d'infractions qu'il a commises dans un laps de temps relativement court et des diverses peines qui lui ont déjà été infligées sans parvenir à le détourner de la commission de nouvelles infractions, une peine de privation de liberté est adéquate* » (PM08. 013173-MRE). Dans le même registre, mais dans un canton différent, l'on retrouve : « *au vu des infractions commises, des circonstances et en particulier des antécédents judiciaires de X qui n'a pas su profiter des peines clémentes dont il a fait l'objet lors des précédents jugements et des mesures de soutien dont il a bénéficié, le Tribunal estime qu'une peine sous forme de privation de liberté au sens de l'article 25DPMIn doit désormais être ordonnée* » (JTJ/390/2009). Ces extraits sont tout à fait représentatifs des justifications de PPL : c'est un argument itératif dans notre corpus. En outre, l'on peut noter la suite logique entre la justification et la suggestion de la peine adéquate (d), conformément au choix des juges ainsi que la justification par la négative, consistant à énoncer les diverses condamnations antérieures et les mesures mises en place qui n'ont pas profité au mineur intéressé, car il les a négligées.

Dans les circonstances atténuantes, l'absence d'antécédents a un rôle décisif. En outre, un comportement correct pendant la détention préventive¹, une prise de conscience sérieuse du jeune ou encore l'expression de regrets sincères quant aux délits commis peuvent influencer positivement le verdict des juges.

3. Fixation de la quotité de la peine

Une fois ces résultats obtenus, nos interrogations liées au discours du député Franck, en Belgique, demandaient une réponse, car dans les jugements étudiés, la quotité de la peine

¹ Détention préventive : le 1^{er} critère objectif est la gravité du délit. Les autres critères pouvant entraîner la détention préventive sont le risque de fuite, de collusion ou de réitération.

n'était pas expliquée. Comment font les magistrats pour fixer trois jours et non trois semaines de PPL ou l'inverse ? Nous avons donc repris contact avec les présidents des Tribunaux avec lesquels nous avons travaillé. Par souci de temps, certaines réponses nous sont parvenues par mail. Mais la Présidente du Tribunal de la Jeunesse à Genève, Madame Proz-Jeanneret, que nous n'avions pas pu rencontrer jusque-là, nous a proposé un rendez-vous pour en discuter de vive voix. Nous sommes donc retournés sur le terrain.

La présidente nous a expliqué que le DPMIn n'était pas un droit basé sur l'acte, mais sur l'auteur ; c'est de ce primat que vient la quotité. En effet, il n'y a pas de tarification dans le DPMIn, ce qui permet une plus grande liberté dans le choix des mesures ou sanctions ; le revers de la médaille, est qu'il n'y a pas de sanction standard, ce qui implique que la délibération prend plus de temps dans le cas d'un mineur que dans le cas d'un adulte sous le régime du CP. Les juges devront donc répondre de manière individualisée, à l'endroit du mineur fautif. Pour illustrer ce fait, la présidente nous a raconté que dans une même affaire, trois jeunes inculpés peuvent recevoir trois peines ou mesures différentes, dépendant de la culpabilité des auteurs, leurs antécédents et situation personnelle et l'effet de la peine sur leur avenir (art.47 CP). C'est en fonction du DPMIn, des diverses sanctions et mesures de protection qui permettent au magistrat d'adapter sa décision aux spécificités personnelles de chaque délinquant (Dupuis et al, 2008), ainsi que de l'article 47CP, concernant la fixation de la peine en fonction de la culpabilité de l'auteur, ses antécédents et sa situation personnelle ainsi que de l'effet de la peine sur son avenir, mentionné par les trois présidents des Tribunaux visités, que la peine et sa quotité seront fixées.

Résumé

Dans ce chapitre, nous avons rappelé les réponses théoriques à la question de base concernant l'existence de la PLM. Puis, nous avons cherché les réponses empiriques liées à l'application de la PLM et les motivations exprimées par les magistrats pour la justifier. Parmi ces motivations, nous avons remarqué que les articles 2, 11, 25 et 35 DPMIn résumaient la quasi intégralité des jugements de notre corpus. Quant à la partie plus littérale des motivations, nous avons choisi trois types standards : la défense sociale, la sanction adéquate et l'intérêt du mineur. C'est le type défense sociale qui est le plus récurrent dans les jugements étudiés.

Les parties dédiées aux motivations sont constituées de quatre étapes :

a) le rappel des infractions retenues contre le mineur ;

- b) le détail de sa situation personnelle ;
- c) les circonstances aggravantes ou atténuantes ;
- d) la décision de la peine ou mesure qui semble adéquate en fonction de tous ces éléments précités.

Pour terminer, nous avons cherché à répondre à nos interrogations quant à la quotité de la peine. Les différents Présidents des Tribunaux nous ont permis de comprendre que chaque sanction et sa quotité étaient longuement étudiées par les juges avant d'être rendues dans les jugements. Il y a donc une base constituée d'articles tels que le 47CP, mais le DPMIn accorde une large part d'interprétation et de décision au juge et ce, tant que faire se peut, dans l'intérêt du jeune prévenu.

Chapitre 5 Conclusion

Notre réflexion de départ sur les diverses fonctions de la sanction pénale nous a permis d'appréhender les justifications, positives ou non, de cette sanction avec notamment des fonctions qui lui sont attribuées, telles que la rétribution, la prévention spéciale ou générale et, avec une nuance quant à son efficience, la réinsertion sociale. Nous avons réalisé ensuite que la seule de ces fonctions qui pourrait être correctement remplie est la rétribution. Les courants de défense sociale et l'abolitionnisme ont proposé des conceptions de la sanction pénale qui ont été cruciales tout au long de notre recherche. La recherche d'alternatives reste la solution privilégiée dans la littérature, malgré la question des mesures de protection qui entraînent une restriction de liberté arbitraire et de durée souvent indéterminée, de par le fait que ce ne sont pas des peines.

C'est ensuite à travers les trois modèles de justice juvénile de Zermatten, à savoir Justice, Protection et Réparation, que nous avons abordé la sanction pénale pour mineurs. En cherchant les origines de l'existence de celle-ci, nous avons rencontré les Rasphuis hollandais, qui servaient de prison pour jeunes hommes délinquants et qui semblent être à l'origine de la privation de liberté à action éducative. En effet, c'est la religion qui a entraîné la création de telles maisons, car elles devaient aider le délinquant à retrouver sa foi en la religion, en l'obligeant à s'adonner à un travail régulier.

Le catalogue des peines et mesures du DPMIn nous a permis d'effectuer une comparaison entre ce dernier et le CPS. Nous avons alors relevé de nombreuses différences existant entre adultes et mineurs face à la loi, ce qui nous a menés au dilemme de la différence de Hanson. Entre droits égaux et droits spéciaux, c'est le contexte qui devra faire foi pour trouver les solutions les plus adaptées. Cette contextualisation, nous l'avons observé ensuite sur le terrain, est à la base de la réflexion des magistrats au moment de la fixation de la peine et de sa quotité.

Une fois la PLM expliquée de manière théorique, nous avons cherché à l'appréhender sur le terrain. Ainsi, les statistiques de l'OFS ont mis en avant le fait que la PPL était peu utilisée en Suisse, malgré des infractions récurrentes au CPS ainsi qu'aux Lois fédérales sur la circulation routière, les stupéfiants, les armes et les étrangers. Nous avons ensuite effectué des recherches dans les archives de 2009 des jugements de mineurs des cantons de Genève, Vaud et Valais, afin d'en extraire les motivations exprimées par les Tribunaux lors de condamnations à des PPL. Il en ressort que les articles 2, 11, 25 et 35 DPMIn sont les plus utilisés dans ces jugements, car ils rassemblent les points essentiels du DPMIn dans les cas de PPL, à savoir un rappel des buts éducatif et protecteur de cette loi, la possibilité de cumuler une mesure et une peine, les règles concernant les privations de liberté ordinaire et qualifiée et la possibilité d'assortir la peine d'un sursis. Cette possibilité de sursis permet aux magistrats de prononcer des PPL à l'endroit des mineurs sans que ces derniers n'aient à les subir tout de suite ; plus de la moitié des PPL sont assorties d'un sursis en Région lémanique en 2009. Ces PPL assorties de sursis jouent alors le rôle d'un couperet au-dessus de la tête du jeune, qui sait qu'il ne peut réitérer son délit, sous peine de devoir alors purger sa peine. Le sursis est utilisé comme moyen de dissuasion.

Concernant l'application de la PLM, il s'avère que Cantwell en avait une idée assez réaliste. En effet, la réponse qu'il nous avait donnée figure dans les motivations trouvées dans les jugements : arrivés à un certain stade, face à un délinquant juvénile, la PPL est la solution adéquate. Néanmoins, il est important de noter que sur l'année 2009, c'est la protection de la société qui a primé dans les motivations exprimées par les juges quant à la PLM et non la sanction adéquate, qui se place néanmoins en seconde position, devant l'intérêt du mineur. Si l'on considère le DPMIn et ses préoccupations liées aux aspects éducatif et protecteur qu'il doit revêtir (art.2DPMIn), la réalité peut sembler en contradiction étant donné que l'intérêt du mineur est la justification la moins utilisée explicitement dans les jugements. Nous utilisons

ici le terme *explicitement*, car lors de nos entretiens avec les différents Présidents des Tribunaux de mineurs, et en particulier avec la Juge Proz-Jeanneret, il nous a été expliqué que les motivations des juges, notamment quant à la quantité de la peine, ne ressortent pas toujours clairement. Ainsi, bien que les décisions entraînant une PPL soient longuement étudiées, le processus de ces sentences ne figure généralement pas intégralement dans le jugement, ce qui peut provoquer un sentiment d'arbitraire et donc d'injustice chez le jeune qui reçoit une condamnation à une PPL. C'est pourquoi, effet collatéral positif de notre recherche, la Juge Proz-Jeanneret a décidé, suite à notre échange, d'instituer dorénavant l'ajout de quelques phrases pour motiver également la quotité de la peine de manière plus étayée.

Nous pensions trouver un nombre important de PLM, étant donné la couverture médiatique entourant ce sujet ; mais ce n'était pas le cas. Cela ne veut pas dire que nous prôtons la PLM ; néanmoins, il était intéressant de revenir aux proportions réelles de cette peine. Il est difficile d'émettre une opinion sur la PLM. En effet, nous pensions arriver à trancher au final sur le bien-fondé de cette peine ; mais la réalité est autre. Nous rejoignons le constat de Cantwell quant au fait qu'une fois toutes les alternatives tentées, il ne reste malheureusement que la PPL. La solution résiderait alors peut-être dans la création de nouveaux concepts alternatifs, plus adaptés aux délinquants. L'idée est simple et concise, mais il en va autrement en ce qui concerne la réalisation de telles entreprises, nous en sommes conscients.

A titre plus personnel, nous aimerions ajouter que nous avons comme cursus initial un parcours en sciences sociales, à savoir en Sociologie, Psychologie sociale et Education. Par conséquent, cette recherche, principalement axée sur le Droit pénal des adultes et mineurs et la Criminologie était un défi que nous nous sommes lancé dans une perspective liée au caractère interdisciplinaire du MIDE.

Bibliographie

Bulletin Info de l'OFJ (2). Section Exécution des peines et mesures (2006)

Code Pénal Suisse (2009)

Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (2007)

Message concernant la modification du code pénal suisse (dispositions générales, entrée en vigueur et application du code pénal) et du code pénal militaire ainsi qu'une loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, FF 1999

Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs ou Règles de Beijing (1985)

United Nations Rules for the protection of juveniles deprived of their liberty: Resolution 45/113 (14 December 1990, 68th plenary session) (cité JDL Rules)

Ancel, M. (1981). *La défense sociale nouvelle (Un mouvement de Politique Criminelle Humaniste)* (3e entièrement révisée ed.). Paris: Cujas.

Ancel, M. (1989). *La défense sociale* (2e édition mise à jour ed.). Paris: Presses Universitaires de France.

Beccaria, C. (1991). *Des délits et des peines* (M. Chevallier, Trans.). Paris: GF Flammarion.

Bianchi, H., & Van Swaaningen, R. (Eds.). (1986). *Abolitionism: Towards a non-repressive approach to crime*. Amsterdam: Free University Press.

Brachin, P. (1984). *Van Hout et Coornhert : Bienfaisance et répression au XVI^{ème}*. Paris : Librairie philosophique J. Vrin

Bütikofer Repond, F., & Queloz, N. (2004). Les principales caractéristiques de la nouvelle loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. *Revue pénale suisse*, 386-415.

Cappelaere, G., & Grandjean, A. (2000). *Enfants privés de liberté: Droits et réalités*. Paris: Jeunesse et droit.

- Clabaugh, G. K., & Clabaugh A. A., (2005). The cutting edge: Bad Apples or Sour Pickles? Fundamental Attribution Error and the Columbine Massacre. *Educational Horizons*, (winter 2005), 81-86. (cité : Clabaugh, 2005)
- Dupuis, M., Geller, B., Monnier, G., Moreillon, L., & Piguet, C. (Eds.). (2008). *Petit commentaire. Code pénal 1: Partie générale - art. 1-110, DPMin*. Bâle: Helbing Lichtenhahn. (cité : Dupuis et al, 2008)
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir: Naissance de la prison*. France: Gallimard.
- Graven, P. (1993). *Précis de droit Staempfli: L'infraction pénale punissable*. Berne: Staempfli & Cie SA.
- Hanson, K. (2008). *The question of ages in juvenile justice*. Sion: Institut International des droits de l'Enfant, Institut Universitaire Kurt Bösch. (cité : Hanson, 2008a)
- Hanson, K. (2008). Schools of thoughts in children's rights. (cité : Hanson, 2008b)
- Heinz, W. & Hügel, C. (1986). *Erzieherische Massnahmen im deutsche Jugendstrafrecht*. Bonn
- Hurtado Pozo, J. (1997). *Droit pénal: partie générale I*. Zürich: Schulthess Polygraphischer Verlag Zürich.
- Hurtado Pozo, J. (2008). *Droit pénal : partie générale; (nouvelle édition refondue et augmentée)*. Genève: Schulthess Médias Juridiques SA
- Kellens, G. (2000). *Punir: Pénologie et le droit des sanctions pénales*. Liège: Editions juridiques de l'Université de Liège
- Killias, M. (2001). *Précis de droit Staempfli: Précis de criminologie*. Berne: Staempfli & Cie SA.
- Killias, M. (2008). *Précis de droit Staempfli: Précis de droit pénal général*. Berne: Staempfli & Cie SA.

- Languin, N., Widmer, E., Kellerhals, Robert, C.-N. (2003). Comment sanctionner le crime? Une étude empirique dans les mentalités populaires en Suisse romande. *Archives de politique criminelle*, 25, 109-133. (cité: Languin et al, 2003)
- Morrow, V. (2008). Ethical dilemmas in research with children and young people about their social environments. *Children's Geographies*, 6: 1, 49 — 61
- Peters, T. (1977). Attributions discriminatoires du régime au cours de l'exécution de longues peines. *Déviance et Société*, 1(1), 29-59.
- Prins, A. (1986). *La défense sociale et les transformations du droit pénal. Classiques déviance et société*. Genève: Médecine et Hygiène.
- Queloz, N. & Bütikofer Repond, F. (2002). Evolution de la justice des mineurs en Suisse. *Déviance et Société* 26(3), 315-328.
- Robert, C.-N. (1977). Fabriquer la délinquance juvénile. *Revue suisse de sociologie*, 3(1), 31-65.
- Rodham, H. (1973). Children under the law. *Harvard Educational Review*, 43(4), 487-514.
- Schmidt, E. (1965). *Einführung in die Geschichte der deutschen Strafrechtspflege*; (3e édition). Göttingen
- Van Bueren, G. (1998). *The international law on the rights of the child*. The Hague : Kluwer Law International
- Van de Kerchove, M. (1977). Des mesures répressives aux mesures de sûreté et de protection. Réflexions sur le pouvoir mystificateur du langage. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 57(4), 243-279.
- Van de Kerchove, M. (2005). Les fonctions de la sanction pénale. Entre droit et philosophie. *Informations sociales*, 127(7), 22-31.
- Verhellen, E. (2000). *Convention on the Rights of the Child. Background, Motivation, Strategies, Main themes*. Louvain: Garant.

Von Liszt, F. (2002). *Der Zweckgedanke im Strafrecht*. (Marburger Universitätsprogramm 1882), Baden-Baden

Zermatten, J. (2002). *La prise en charge des mineurs délinquants: quelques éclairages à partir des grands textes internationaux et d'exemples européens*. Sion: Institut International des droits de l'Enfant, Institut Universitaire Kurt Bösch.

Zermatten, J. (2004). *La loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs: droit pénal des mineurs ou DPMIn*. Sion: Institut International des droits de l'Enfant, Institut Universitaire Kurt Bösch.

Annexes

Annexe 1 :

Les huit arguments de Thomas Mathiesen contre la construction de prisons (Bianchi, van Swaaningen, 1986 : 84-88)

Annexe 2 :

Annexe 2 : Etablissements de détention et nombre de places officielles

Annexe 3 :

Tableaux récapitulatifs des jugements entraînant une PLM en 2009, dans les trois cantons concernés

Annexe 4 :

Annexe 4 : Liste des infractions avec numéros des articles et libellés

Annexes

Annexe 1 : Les 8 arguments de Thomas Mathiesen contre la construction de prisons (Bianchi, van Swaaningen, 1986 : 84-88)

« My own conviction is that prisons should be abolished. Our society should be structured in such a way that prisons are unnecessary, except perhaps in extreme cases. I also believe that such a restructuring is sociologically possible [...] Yet I am realistic enough to realize that the implementation of an abolitionist policy is not exactly imminent. A more modest and realistic goal today, and in the short-range, and perhaps middle-range, future would be to curb and turn the rapid expansion of the prison system, which is now in the process of making the prison a central core of the state's policy of social control » (Bianchi, van Swaaningen, 1986: 84).

Argument 1: Individual prevention -> according to a large number of solid empirical studies, the use of imprisonment does not improve the incarcerated law-breaker. So prison is ineffective in individual prevention.

Argument 2: General prevention or deterrence in the wider society has an uncertain effect.

Argument 3: The queues increasing and the overcrowding which constitutes a problem in several prisons systems in the western world are used as arguments for new prisons. But the queues and overcrowding may be solved by going in a different direction, for example, by changing release practices and/or by changing sentencing rules.

Argument 4: The irreversible character of prison building -> once a prison is erected, it will not be torn down again quickly; rather, it will stand and be used for long time.

Argument 5: The expansionist character of the prison system -> new prisons expressly intended as substitutes for, rather than as additions to, old prisons, in practice and in fact tend to become additions.

Argument 6: Humanitarian argument -> degrading, humiliating alienation – producing character of prison -> deprivation of liberty, different goods and services, heterosexual relations in most cases, autonomy and security.

Argument 7: Cultural values -> it is a system which is symbolic of a way of thinking about people. It emphasizes violence and degradation as a method of solving inter-human conflicts.

Argument 8: Argument of economy -> enormous cost of prison buildings.

Annexe 2 : Etablissements de détention et nombre de places officielles

Canton et nombre d'établissements		Dénomination	Etablissements formant un complexe pénitentiaire		Nombre de bâtiments cellulaires	Nombre officiel de places	Cellules à une place	Cellules communautaires	Cellules à sécurité renforcée, cellules spéciales	Cellules disciplinaires	Places en infirmerie
			Total	dont avec mur ou enceinte							
VD	6	Etablissement de la Plaine de l'Orbe	1	1	2	0	265	0	5	5	0
		Prison de la Tuilière, Lonay	0	1	2	0	50	12	1	4	0
		Prison du Bois-Mermet, Lausanne	0	1	1	0	14	74	2	2	1
		Prison de la Croisée, Orbe	1	1	1	8	86	68	0	4	0
		Salles d'arrêts Lausanne	0	0	1	0	0	8	0	0	0
		Etablissement du Tulipier, Morges	0	0	1	0	10	1	0	0	0
		Total	2	4	8	8	425	163	8	15	1
VS	6	Untersuchungsgefängnis Brig	0	0	1	0	18	1	2	2	0
		Prison des Iles, Sion	0	1	1	0	100	7	2	2	0
		Prison de Martigny	0	0	1	0	14	15	2	2	0
		Colonie pénit. de Crêtelongue, Granges	0	0	1	0	40	0	4	3	1
		Centre d'éduc. fermé Pramont, Granges	0	1	1	27	34	0	5	5	1
		Centre de mesures de cont., Granges	0	1	1	0	0	8	0	1	0
		Total	0	3	6	27	206	31	15	15	2
GE	10	Maison d'arrêts de Villars	0	0	1	0	11	5	0	0	0
		Etablissement de Favra	0	1	1	0	15	0	0	1	0
		Maison Montfleury	0	0	1	0	16	1	0	0	0
		Centre de socio-thérapie Pâquerette	0	1	1	0	11	0	0	0	0
		Maison d'arrêts p. femmes Riant-Parc	0	0	1	0	5	2	0	0	0
		La Paquerette des Champs	0	0	1	0	5	0	0	0	0
		Maison Le Vallon	0	0	1	0	24	0	0	0	0
		Prison de Champ-Dollon	1	1	1	0	147	41	1	8	17
		Etab. concord. dét. adm. de Frambois	0	1	1	0	18	1	0	1	0
		Etablissement de détent. La Brenaz	0	1	1	0	68	0	0	2	0
		Total	1	5	10	0	320	50	1	12	17

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 08 671- 744	P1 07 279 - 558 - 1008 P1 08 77 - 301	P1 07 1214 P1 08 527 - 561
INFRACTIONS	144 al1 CPS; 31 ch.1 et 90 ch.1 LCR; 94 ch.1 par.1 LCR; art.10 ch.2 et 95 ch.1 LCR, 6 al.1 OAC	144 al.1 CPS; 94 ch.2 LCR; art.16c al.1 litt.b, 55 al.6, 31 al.2, 91 ch.1 LCR; 93 ch.2 LCR; 96 ch.1 et 2 LCR; 95 ch.1 LCR; art.19a ch.1 LFStup	123 al.1 CP; 126 al.1 CP; 177 CP; art.19a Lstup
DUREE DE LA PPL	7 jours	1 mois	14 jours
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS		x	
SURIS 2 ANS	x		x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	surveillance par service du tribmin	drogue confisquée et détruite; supporte une partie des frais de procédure par 300 chf, qu'il paiera lui-mm	met un terme à toute mesure; supporte frais de procédure par 676,40 chf qu'il paiera lui-mm
MOTIFS ENONCES	art.22 ss DPMIn; le DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar	art.11, art.25 al.1 et 35 DPMIn; 51, 69 CPS; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 10 Ltar	art. 22 ss DPMIn; 157 CPP/VS (paie les frais de médiation qu'il a fait échouer par son attitude); le DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 LTar
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3 ; 2	3 (médiation)

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 06 552 P1 08 892 - 1120 P1 09 90	P1 07 438 - 697 - 1120 P1 08 336 - 956	P1 08 949
INFRACTIONS	139 ch.1 CPS; art.22 al.1 et 139 ch.1 CPS; 144 al.1 CPS; 186 CPS; 94 ch.1 LCR; 19a Lstup	139 ch.1 CPS; 22 al.1 et 139 ch.1 CPS; 144 al.1 CPS; 186 CPS; 94 ch.1 LCR; 95 ch.1, 90 ch.1, 94 ch.1, 95 ch.1, 96 ch.1 et 2, 94 ch.3 et 95 ch.1 LCR; 19 ch.1 et 19a ch.1 Lstup	134 CP;
DUREE DE LA PPL	1 mois	30 jours	45 jours
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS	x	x	
SURIS 2 ANS			x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	drogue confisquée et détruite; supporte par 400 chf frais procédure payé par lui-mm	drogue confisquée, frais de 300 chf payé par lui-mm	règles imposées pdt délai épreuve de 2 ans: abstention d'infraction, notamnt stup.; recherche formation pro; mise en activité pro; suivi des règles familiales; frais de justice par l'Etat
MOTIFS ENONCES	art.11 al.2 DPMIn; art.25 al.1 et 35 DPMIn; art.51 et 69 CPS; art. 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar	69 CPS; 15 et 22 ss DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar	13 DPMIn; 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 31 et 29 al.2 et 3 DPMIn; art. 15, 148 et 157 et 176 CPP; 19 Ltar
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 08 944	P1 08 682 P1 08 938	P1 08 943 (//P1 08 944)
INFRACTIONS	134 CP	123 ch.1 et 2 et 134 CP	134 CP
DUREE DE LA PPL	75 jours	4 mois	3 mois
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS			
SURIS 2 ANS	x	x	x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	Règles de conduite à suivre: abstention de toute infraction, poursuite de formation pro, suivi des règles familiales; service sociale du tribmin le suivra pdt délai épreuve; amende de 400 chf avec sursis partiel de 200 chf pdt 2 ans;	règles de conduite; amende de 800 chf ac sursis partiel de 400 CHF pdt 2 ans; pièces détruites; frais procédure de 200 CHF par lui	amende de 800 CHF avec sursis 2 ans; règles de conduite imposées suivi par service soc du tribmin
MOTIFS ENONCES	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1; 2	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 08 947 (//P1 08 944)	P1 08 946 P1 08 1071 - 1072 P1 0941 (//P1 08 944)	P1 08 951 (//P1 08 944)
INFRACTIONS	134 CP	134 CP; 19 ch.1 et 19a ch.1 Lstup	134 CP
DUREE DE LA PPL	30 jours	3 mois	30 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS	x	x	x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	frais de procédure 200 chf par lui-mm	assistance personnelle confirmée par AEMO; traitement ambulatoire ordonné par Ligue VS contre toxicomanies; règles de conduite imposées; amende de 700 chf avec sursis 2 ans; pièces détruites; frais procédure 200 chf par lui-mm	règles de conduite imposées suivi par service soc du trib min; frais procédure 200 chf par lui-mm
MOTIFS ENONCES	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 31 DPMIn; 19 Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1; 2	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 08 942 (//P1 08 944)	P1 08 945 (//P1 08 944)	P1 08 995 (//P1 08 944)
INFRACTIONS	134 CP	134 CP	134 CP
DUREE DE LA PPL	2 mois	2 mois	30 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS	x	x	x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	règles de conduite imposées, suivi par service soc du trib min; amende de 400 chf ac sursis pdt 2 ans; frais procédure 200 chf par lui-mm	règles de conduite imposées, suivi par service soc du trib min; amende 400 chf avec sursis 2 ans; frais procédure 200 chf par lui-mm	règles de conduite imposées, suivi par service soc du trib min
MOTIFS ENONCES	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19 Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1; 2	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 08 940 (//P1 08 944)	P1 06 1238 - P1 07 721 - P1 07 1197 - P1 07 1248 P1 08 9 - P1 08 109	P1 07 565 - 611 P1 08 311
INFRACTIONS	123 ch.2 CP; 134 CP; art.33 al.1 let.a Larm	139 ch.1 CPS; 95 ch.1 al.1 LCR; 51 al.1 LTP et 1 OTP; 144 al.1 CPS; 186 CPS; 285 CPS; art.19 Lstup; art.126 ch.1 CPS	123 ch.1 CPS; art 95 ch.1 LCR; 96 ch. 1 et 2 LCR; 92 ch.1 LCR; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	4 mois	1 mois	30 jours
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS		x	x
SURIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	surveillance par trib min; règles de conduites imposées; amende de 800chf avec 600chf en sursis partiel de 2 ans; pièces confisquées; rais procédure de 200chf	placement maintenu; frais procédure 200 chf par lui-mm	met un terme à l'assistance perso; fais procédure 350 chf
MOTIFS ENONCES	art. 22 ss, 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33, 35, 31, 29 al.2 et 3 DPMIn; 19, 36 let.g Ltar; 15, 148, 157, 176 CPP	art.22 DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar	art.22 DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1	1; 3

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 08 941 P1 09 241	P1 08 1098	P1 07 816 P1 08 117 P1 08 1029
INFRACTIONS	art.1 23 ch.1 CP et 134 CP	art. 122 CPS;art 134 CPS; divers ATF;	94 ch.1 et 95 ch.1 LCR; 19a Lstup; 144, 177 ch.1, 180 ch.1, 123 ch.1, 139 ch.1, 22 ch.1 et 139 ch.1 et 260 ter CPS
DUREE DE LA PPL	75 jours	6 mois	1 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS	x	x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	règles de conduite imposées; amende de 1000 chf avec sursis partiel de 300 chf pdt 2 ans	amende de 500 chf; frais procédure 200 chf	mesure de surveillance art. 12 DPMIn; amende 300 chf; frais procédure 150 chf
MOTIFS ENONCES	art. 29 al.2 et 3 DPMIn et art. 26 let.g Ltar; et d'autres, pages manquantes	art. 22 ss , 2 al.1 et 2, 25, 35, 24 et 33 et 31 DPMIn	art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar et art 22 DPMIn
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1; 2	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 09 360 P1 09 373	P1 08 978 P1 09 354 P1 09 375	P1 09 294
INFRACTIONS	126 abs.1 StGB (CPS); 134, 177, 180 CPS; 19a Lstup; 94 LCR	art. 126, 134, 177 CPS; 19aLStup; 94 LCR	41, 94, 95 LCR
DUREE DE LA PPL	30 jours	30 jours	7 jours
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS			x
SURIS 2 ANS	x	x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	règles de conduite imposées, suivi par rtib min; évaluation tous les 3 mois	règles de conduite imposées; éval tous les 3 mois;	amende de 200 chf
MOTIFS ENONCES	25 (JStG) DPMIn, 34 CPS; 35 DPMIn; 51 CPS; 1 DPMIn; 366 CPS;	art 34 CPS; art 25 DPMIN et 35 DPMIn, art.51 CPS et art 1 DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148 et 156, 157 CPP;	le DPMIn, art 22 DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1; 2	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 09 295	P1 09 413	P1 09 403 P1 09 415
INFRACTIONS	94 LCR	139, 22 et 139 CPS; 94 LCR	139, 22 et 139 CPS; 94, 95 LCR;
DUREE DE LA PPL	7 jours	25 jours	30 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	amende de 100 chf	amende (Busse) de 700 chf; frais de procédure de 300 chf	amende de 1000 chf; frais de procédure de 300 chf
MOTIFS ENONCES	art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar; et le DPMIn	art. 15, 143 à 146, 148 et 156 CPPart. 22 ss 25, 24 et 33, 35, 1 DPMIn et 51 CPS; 19 sur Ltar	art. 15, 143 à 146, 148 et 156, 157 CPP; 19 Ltar; 22 ss, 25, 24 et 33, 35, 1 DPMIn
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	2; 1	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 09 395	P1 07 750 P1 08 276 - 310 - 401	P1 09 468
INFRACTIONS	122 CPS	123, 180 CP; 90, 92, 93, 95, 96 LCR	94 LCR; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	15 jours	1 mois	10 jours
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	amende de 300 chf; avec suivi du trib min; pièces rendues ou confisquées	400 chf d'amende; frais procédure de 100 chf; art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar	suivi ainsi que test d'urine et rapports par trib min; frais de procédure 100 chf
MOTIFS ENONCES	art. 15, 143 à 146, 148 et 155, 156, 157 CPP; art. 366 CPS; art. 22 ss, 25, 24 et 33, 35 DPMIn	22ss, 25, 33, 35 DPMIn; 366 CPS	art. 15, 143 à 146, 148, 156 et 157 CPP; 19 Ltar; le DPMIn
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1; 2	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 09 469 (//P1 09 468)	P1 09 355 P1 09 466 (//P1 09 468)	P1 09 467 (//P1 09 468)
INFRACTIONS	91, 94, 95 LCR; 19aLStup	91, 94, 95 LCR; 19aLStup	91, 94, 95 LCR; 19aLStup
DUREE DE LA PPL	15 jours	20 Tagen	10 Tagen
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	18 monaten		x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	suivi ainsi que test d'urine et rapports par trib min; frais de procédure 100 chf	suivi ainsi que test d'urine et rapports par trib min; frais de procédure 100 chf	suivi ainsi que rapports par trib min; frais de procédure 100 chf
MOTIFS ENONCES	art. 15, 143 à 146, 148, 156 et 157 CPP; 19 Ltar; art. 366 CP; le DPMIn	art. 15, 143 à 146, 148, 156 et 157 CPP; 19 Ltar; le DPMIn	art. 15, 143 à 146, 148, 156 et 157 CPP; 19 Ltar; le DPMIn
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VALAIS cas répertoriés	P1 09 472	P1 08 639 - 828	P1 09 578
INFRACTIONS	art. 94 et 22, 94 , 95 LCR	art. 22, 24, 25 et 123 CPS; 19a Lstup	90 LCR; et 32 SVG (Strassenverkehrsgesetzen) et 95 LCR
DUREE DE LA PPL	14 jours	7 jours	10 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			x 6 Monaten
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	suivi du trib min; frais procédure 200 chf	règles de conduites imposées et suivi par trib min; met fin à mesure d'assist perso par l'AEMO; sursis non révoqué; drogue saisie et détruite	amende 200 chf; casier judiciaire
MOTIFS ENONCES	art. 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar; le DPMIn	art. 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar; le DPMIn et 22 ss DPMIn	art. 22ss, 24 et 33, 25, 35 DPMIn; art. 366 CP; le DPMIn; art. 15, 143 à 146, 148 et 156 CPP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale (gravité/violence/...) 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	3	1

CAS / JUGEMENTS PPLM	P1 07 569 - 757 P1 08 133 - 164 - 202	P1 06 454 - 504 P1 07 191- 892 - 1170 - 1149 P1 08 146 - 376 - 484 - 1075 -	P1 09 582 P1 09 626 P1 09 644
VALAIS cas répertoriés	123, 133, 139, 144, 147, 177, 186 CP; 94, 95 LCR; 19a Lstup	art. 126, 139, 22 et 139; 22, 25 et 139; 147, 144 et 186 CPS; 22 CPS et 94 LCR; 94, 95 LCR et 96 OCR; 19aLStup	186 CPS; 19aLStup
INFRACTIONS	3 mois	4 mois	10 Tagen
DUREE DE LA PPL			6 Monaten
SURIS 0<x<1 ANS	18 mois		
SURIS 1<x<2 ANS		x	
SURIS 2 ANS			
DETENTION FERME	règles de conduite imposées avec suivi du trib min; amende de 200 chf, pièces détruites; frais de procédure de 200 chf	règles de conduite imposées suivi par trib min; pièces confisquées et/ou détruites; frais de procédure à l'avocat de 1493 chf	amende de 500 chf; suivi par trib min; casier judiciaire;
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	art.11, 22ss, 25, 31, 33 DPMIn, art.366CPS	10, 11, 29, 40 DPMIn; 69 CPS; 15, 49, 153 bis, 148, 157, 176 CPP; 19LTar	art. 15, 143 à 146, 148, 155, 156 et 157 CPP; 19 Ltar; le DPMIn et 22 ss DPMIn; art.366 CPS; 22ss, 25, 24 et 33, 35 DPMIn
MOTIFS ENONCES	3; 1	1; 2; 3	1

CAS / JUGEMENTS PPLM	P1 09 587	P1 09 601	P1 08 531 P1 09 551
VALAIS cas répertoriés	90 , 94, 95 LCR	90, 94 et 95 LCR	94 LCR
INFRACTIONS	7 jours	14 jours	14 jours
DUREE DE LA PPL			
SURSIS 0<x<1 ANS	x		18 mois
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	frais procédure 100 chf	suivi du trib min	règles de conduite imposées suivi par trib min; amende de 350 chf cnvertie en 5 jours de presta perso selon art. 24 DPMIn; amende antérieure aussi convertie en 5 ours de presta perso
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	art. 15, 143 à 146, 148 et 157 CPP; 19 Ltar; 22ss DPMIn et le DPMIn	le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar et 22ss DPMIn	le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar et 22ss DPMIn
MOTIFS ENONCES	3	3	3

CAS / JUGEMENTS PPLM	P1 09 550	P1 09 584 P1 09 628 P1 09 685	P1 09 428 - 436 - 486 - 695
VALAIS cas répertoriés	90, 94, 95 LCR	139 StGB (CPS); 186 CPS; 19aLStup	139, 144, 160, 186 CPS; 94, 90, 95, 96, 92, 90 LCR
INFRACTIONS	30 jours	30 jours	30 jours
DUREE DE LA PPL			
SURIS 0<x<1 ANS		x	x
SURIS 1<x<2 ANS	x		
SURIS 2 ANS			
DETENTION FERME	suivi du trib min; amende de 350 chf convertie en 5 jours presta perso selon art 24 DPMIn	frais de procédure 200 chf	suivi du trib min; amende 200 chf et frais procédure 100 chf
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar et 22ss DPMIn	le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19 Ltar et 22ss DPMIn	art. 25, 29, 3, 33 et 35 DPMIn; art.366 CPS; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar
MOTIFS ENONCES	3	1; 2	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM	P1 09 738	P1 09 739	P1 09 791
VALAIS cas répertoriés	art. 91, 92, 94 et 95 LCR	art. 91, 92, 94 et 95 CPS	art. 19 et 19a Lstup
INFRACTIONS	15 tagen	10 jours	10 jours
DUREE DE LA PPL			
SURSIS 0<x<1 ANS	x	x	x
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	amende de 200 chf; suivi et rapport par trib min	amende de 100 chf suivi et rapports par le trib min;	Amende de 200 chf; ; casier judiciaire; suivi par trib min
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	Le DPMIn; art. 15, 143 bis 146, 148, 155, 156 et 157 CPP; art. 22ss, 25, 24 et 33, 35 DPMIn; art. 366 CPS (StGB)	Le DPMIn; art. 15, 143 bis 146, 148, 155, 156 et 157 CPP; art. 22ss, 25, 24 et 33, 35 DPMIn; art. 366 CPS (StGB)	Le DPMIn; art. 15, 143 bis 146, 148, 155, 156 et 157 CPP; art. 22ss, 25, 24 et 33, 35 DPMIn; art. 366 CPS (StGB)
MOTIFS ENONCES	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM	P1 09 233 - 378 - 496 - 638 - 728 - 831	P1 09 489 - 560 - 580 - 781	P1 09 427
VALAIS cas répertoriés	139, 144, 177, 286 CP et 19aLStup	126, 144, 177, 285 CP et 18aLTV	90, 91, 94 et 95 LCR
INFRACTIONS	30 jours	14 jours	30 jours
DUREE DE LA PPL			
SURSIS 0<x<1 ANS		x	x
SURSIS 1<x<2 ANS	x		
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	mis au bénéfice d'un nonlieu pour 09 233 et 09 378; sursis précédent révoqué partiellement pour 14 jours mais les transforme en presta perso	pièces confisquées et détruites	frais procédure 200 chf;
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	22 ss, 26 DPMIn, le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar	18a LTV; le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar	15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar; 22ss, 25 DPMIn
MOTIFS ENONCES	1; 2	3	1; 3

CAS / JUGEMENTS PPLM	P1 08 867 P1 09 934	P1 08 989 - P1 09 268 P1 09 581 - P1 09 627 P1 09 643	P1 08 48 - 705 - 1019 - 1146 P1 09 39 - 309 - 782	P1 08 695
VALAIS cas répertoriés	22 et 139, 144 CP; 19aLStup	139, 140 et 186 CPS; 19aLStup	139 avec 22, 139, 143bis, 144, 186, 233 CP; 94, 95 LCR; art.33 avec art.4 Larm; 19 et 19a Lstup	156 CP
INFRACTIONS	30 jours	15 Tagen	3 mois	30 jours
DUREE DE LA PPL				
SURSIS 0<x<1 ANS		x	x	x
SURSIS 1<x<2 ANS				
SURSIS 2 ANS	x			
DETENTION FERME	mesure de placement est levée; pièces détruites	suivi et rapports par trib min; placement en milieu semi- ouvert pendant la période de probation; rapports sur les liens intrafamiliaux;	règles de conduite imposées avec suivi trib min; pièces saisies et détruites; frais procédure 200 chf	mesure de placement en établissement fermé est levée; mesure de surveillance instituée avec suivi par trib min;
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	les infractions, le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar	les infractions, le DPMIn art. 22ss, 25, 35, 1, 29; 15, 143 à 146, 148, 155, 156, 157 CPP; 19LTar; art. 366 StGB = CPS	art. 15, 148, 157 et 176 CPP; 19 Ltar ; 22ss DPMIn est le seul cité	le DPMIn; 15, 143 à 146, 148, 157 CPP; 19LTar; 2 et 3 LAJA
MOTIFS ENONCES	3	1; 3	1	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07. 026082 - HCH	PM07. 025763- HCH	PM08. 016750- PHU
INFRACTIONS	art.177, 285 CP; 19a Lstup; avec non retenus contre lui: 95 LCR; art.145 OAC car 36 DPMIn	139, 144, 146, 146 et 22, 186, 251, 252 CP et 94 LCR	122 et 126 CP
DUREE DE LA PPL	6 jours	14 jours	10 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	accompagnement du jeune; confiscation de pièces; frais de justice de 100chf	frais de justice: 200 chf	paiement de dommages et inrérêts; frais de justice 100 chf
MOTIFS ENONCES	art. 177 CP; 19aLStup; 69 CP; 2,11,25,1,35,36 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	139, 144,146, 186, 251, 252, 22, 51 CP;94 LCR; 2, 11, 25, 1, 35, 36 DPMIn; 4, 11, 26, 34, 2, 75, 76 LJPM	122, 126 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 012148- MRE	PM08. 000233- MRE	PM06. 030034 - PHU
INFRACTIONS	25, 122 CP	134; 22,25 et 139; 144 CP; 51LTP; 19a Lstup	123 CP; 139, 139 et 22, 140, 140 et 3 CP, 144, 183, 186, 285 CP; art.33 Larm; 19aLStup
DUREE DE LA PPL	6 jours	1 mois	8 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	frais de justice de 100 chf	doit payer dommages et tort moral;frais de justice de 100chf	libéré de certains chefs d'accusation; paiement de dommages et intérêts et tort moral
MOTIFS ENONCES	25, 122, 2 CP; 2, 11, 25 DPMIn; 4, 11, 34, 75, 76 LJPM	22,25,134,139,144 CP; 51LTP; 19aLStup; 2,11,25,36 DPMIn; 4,11,26,34,44,75,76 LJPM; 27 TFJP	22,51,69,123,139,140,144,183, 186,285 CP; 33 Larm; 19aLStup; 10,11,15,25,32 DPMIn; 4,16,17,26,34,70,72 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	3; 1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07. 019977- HCH	PM08. 013173- MRE	PM08. 020883- MRE
INFRACTIONS	156 CP	139,144, 186 CP	139, 22 et 140 CP;144 CP; 160 CP; 186 CP et 19aLStup
DUREE DE LA PPL	5 jours	30 jours	2 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	26 jrs sursis 1 an	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME		4 jours fermes	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	paiement de dommages et intérêts; frais de justice	paymt dommages et intérêts (pdi); frais de justice (fdj) de 100 chf	pdi; fdj 10chf
MOTIFS ENONCES	156 CP; 2,11,25,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	139, 144, 186 CP; 2,11,25,35 DPMIn;4,11,26,34,75,76 LJPM	22, 139, 140, 144, 160, 186 CP; 19aLStup; 2,11,25,36 DPMIn;4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	1	1; 3 (échec des autres mesures éducatives tentées jusque-là

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 005400- GSE	PM08. 000870- GSE	PM08. 000880- GSE
INFRACTIONS	139, 22 et 139, 22 et 140, 144, 160 CP; 94 LCR; 19aLStup	140, 147, 22 et 147, 160 CP; 19 et 19aLStup	139,22 et 139, 140, 144, 147, 22 et 147 CP; 19 et 19aLStup
DUREE DE LA PPL	30 jours	30 jours	35 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	15 jours avec sursis 1 an	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	15 jours fermes		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; confiscation de pièces; fdj 100 chf	amende de 100chf; fdj 100 chf	confiscation de pièces; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	22, 69, 70, 139, 140, 144, 160 CP; 94 LCR; 19aLStup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22, 51, 140, 147, 160 CP; 19 et 19aLStup; 2,11,25,33,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22, 51, 69, 70, 139, 140, 147 CP; 19 et 19a Lstup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM06. 019123- PHU	PM08... du 20.02.09	PM08. 015093- MRE
INFRACTIONS	contra	140, 22 et 140, 180, 303 CP; 51 LTP; 19a Lstup	140, 22 et 140 CP; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	5 jours	10 jours	2 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	révoque sursis antérieur; amende; pdi; fdj 100 chf	fdj 100 chf; confiscation de pièces
MOTIFS ENONCES	24 al.5 DPMIn; 92, 98, 34 LJPM	22, 140, 180, 303 CP; 19aLStup; 51 LTP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22,49, 70,140 CP; 19aLStup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07. 011613- PHU	PM07. 015584-MRE	PM07. 021015-MRE
INFRACTIONS	123, 139, 144 CP; 51 LTP	contra	contra
DUREE DE LA PPL	3 jours	1 jour	1 jour
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	sursis anté non révoqué; fdj 200 chf;	rien	rien
MOTIFS ENONCES	123, 139, 144, CP; 51 LTP; 2,11,25,31,35 DPMIn; 4,11,26,34,73 LJPM	23 al.6 DPMIn; 11, 34 DPMIn	24 al.5 DPMIn; 11,34,73 DPMIn
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 011034-AME	PM08. 019035- PHU	PM05. 024678- PHU
INFRACTIONS	139, 22 et 139 CP; 94 LCR	140 et 22 CP	123, 128 bis, 129, 134, 139, 140, 144, 180, 186, 221, 260, 285 CP; 94 LCR; 33 Larm; 19a et 19 Lstup; 22,51,69 CP;
DUREE DE LA PPL	4 jours	2 jours	12 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		x ms compensée par daviugemt
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 50 chf	sursis anté révoqué; fdj 100 chf	pdi; confiscation; fdj 500 chf
MOTIFS ENONCES	22 et 139 CP; 94 LCR; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73 LJPM	22 et 140 CP; 2,11,25,31,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	123, 128 bis, 129, 134, 139, 140, 144, 180, 186, 221, 260, 285 CP; 94 LCR; 33 Larm; 19a et 19 Lstup; 22,51,69 CP; 2,10,11,13,25,36 DPMIn; 16,26,34,44,70 à 72 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 012319- MRE	PM08. 002384- MRE	PM09. 002849- MRE
INFRACTIONS	contra	contra	139 CP
DUREE DE LA PPL	2 jours	1 jour	2 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	rien	confiscation; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	23 al.6 DPMIn; 11, 73, 34 DPMIn	23 al.6 DPMIn; 11, 73, 34 DPMIn	70, 139 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM05. 039583-MRE	PM08. 022680- MRE	PM09. 002099-MRE
INFRACTIONS	contra	contra	34 LCR; 90, 94, 95, 96 et 97 LCR;
DUREE DE LA PPL	3 jours	1 jour	4 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	rien	fdj 100chf
MOTIFS ENONCES	23 al.6 DPMIn; 1, 34 et 73 DPMIn	23 al.6 DPMIn; 1, 34 et 73 DPMIn	90, 94, 95, 96, 97 LCR; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3; 1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.027981- PHU	PM09. 002223-MRE	PM08. 017799-PHU
INFRACTIONS	19 et 19LStup	139 CP	139, 144, 186 CP
DUREE DE LA PPL	3 jours	6 jours	3 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME		x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	fdj 100 chf; pdi	fdj 300 chf
MOTIFS ENONCES	19 et 19aLStup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	139 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	51, 139,3,144,186 CP; 2,11,25,DPMIn; 4,11,26,34,73 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1; 3	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09. 004460-AME	PM08. 027701- HCH	PM08. 021525-AME
INFRACTIONS	123, 144, 177, 180 CP	123 CP	19aLStup
DUREE DE LA PPL	4 jours	2 jours	16 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			x
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; fdj 100 chf	fdj 100 chf	confiscation; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	123, 144, 177, 180 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	123 CP; 2,11,24,25, 33,35 DPMIn; 4,11, 34, 75,76LJPM	51 CP; 69 CP; 19 Lstup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 2	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 020133-HCH	PM09. 003218- HCH	PM09. 000352- GSE
INFRACTIONS	19 et 19aLStup	19 Lstup	123 CP
DUREE DE LA PPL	1 mois	4 jours	5 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confiscation; fdj 300 chf	fdj 200 chf	pdi; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	19 et 19 Lstup; 51,69,70 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73 LJPM	19 Lstup; 51 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73 LJPM	123 CP; 2,11,25, 35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	3; 2	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07. 013846-MRE	PM05. 039583-MRE	PM08.002384- MRE
INFRACTIONS	contra	contra	contra
DUREE DE LA PPL	2 jours	3 jours	1 jour
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	rien	rien
MOTIFS ENONCES	24 al.5 DPMIn; 11, 34 , 73 DPMIn	23 al.6 , 11, 34, 73 DPMIn; 403 à 406 CPP	23 al.6 , 11, 34, 73 DPMIn; 403 à 406 CPP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 022680-MRE	PM08.012319-MRE	PM09.002099-MRE
INFRACTIONS	contra	contra	34, 90, 94, 95 LCR
DUREE DE LA PPL	1 jour	2 jours	2 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	rien	fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	23 al.6 , 11, 34, 73 DPMIn; 403 à 406 CPP	23 al.6 , 11, 34, 73 DPMIn; 403 à 406 CPP	90, 94, 95 LCR; 403 à 406 CPP; 2,11,25 DPMIn; 4,1,,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3; 1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.026390-BCE	PM07. 008651-GSE	PM09. 005204- MRE
INFRACTIONS	123 CP	123 CP	139, 22 et 139 CP, 144, 186 et 221 CP
DUREE DE LA PPL	3 jours	45 jours	15 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	pdi;confiscation; fdj 100 chf	pdi; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	123 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76, LJPM	69, 123 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22 et 139, 144 186, 221 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 024716-HCH	PM08.008667-GSE	PM09. 005244-MRE
INFRACTIONS	139, 25 et 139, 144, 186 CP	69,22 et 139,144,186,260CP; 91,94,95 LCR; 51 LTP; 19aLStup;	140, 22 et 140 CP; 115 Letr; 19aLStup
DUREE DE LA PPL	6 jours	15 jours	3 mois
SURSIS 0<x<1 ANS	x		
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; fdj 100 chf	amende 200 chf; confiscation; fdj 200 chf	fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	25, 139, 144, 186 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22,69,139,144,186,260CP; 91,94,95 LCR; 51 LTP; 19aLStup; 2,11,24,25,31,34,35 DPMIn; 4,11,26, 34,73,75,76 LJPM	22, 140 CP; 115 Letr; 19aLStup; 2,6,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3	3; 1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM06. 026405- BCE	PM07. 015344-HCH	PM08. 007540-PHU
INFRACTIONS	128 bis, 139, 22 et 139, 139 et 3, 144, 160, 186, 221, 238, 261, 285 CP; 92,94,95 LCR;37 Larm; 19a Lstup	139, 140, 144, 186, 22,51, 69, 70 CP; 94 LCR; 44 LNI;	19a Lstup
DUREE DE LA PPL	2 mois	8 mois	4 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	1 mois avec sursis 1 année		
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME	1 mois ferme		x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	mis au régime de l'assistance perso; pdi; confiscation drogue; fdj 400 chf	pdi; confiscation; fdj 1000chf	confiscation; fdj 500 chf;
MOTIFS ENONCES	128 bis, 139, 22 et 139, 139 et 3, 144, 160, 186, 221, 238, 261, 285 CP; 92,94,95 LCR;37 Larm; 19a Lstup; 2,6,10,11,13,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,44,75,76 LJPM	139, 140, 144, 186, 22,51, 69, 70 CP; 94 LCR; 44 LNI; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,44,70 à72 LJPM; 27 TFJP;	51, 69, 70 CP; 19a Lstup;2,11,25 DPMIn; 4,16,34, 70 et 72 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1; 3	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.0011600-PHU	PM011215- GSE du 6.05.09	PM08. 014378- MRE
INFRACTIONS	contra	139, 22 et 139, 144, 186 CP; 94 LCR; 19a Lstup	139, 144, 186 CP; 94, 95 LCR; 19 et 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	1 jour	2 mois	3 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	pdi; confiscation; fdj 100 chf	règles de conduites imposées et suivi psy; pdi; confiscation; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	24 DPMIn; 92, 98, 34 LJPM	2, 69, 70, 139, 144, 186 CP; 94 LCR; 19a Lstup; 2,11,24,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 TFJP	139, 144, 186 CP; 94, 95 LCR; 19 et 19a Lstup; 2,10,11,13,25,35 DPMIn;4,11,26,34,75,76 LJPM; 27 TFJP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	3	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07. 014586- BCE	PM09. 003236- PHU	PM08.003515-PHU-VBK
INFRACTIONS	139, 144, 186 CP; 53, 138, 143 OETV; 93, 94,95,96 LCR; 19 et 19a Lstup	190 CP (viol)	139,22 et 139, 144, 180, 186CP; 95 LCR; 51 LTP; 19 et 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	2 mois	2 mois	15 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	placement en maison d'éducation; maintien en préapprentissage; pdi; confiscation; fdj 300 chf	fdj 100 chf;	confiscation;pdi;fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	139, 144, 186 CP; 53, 138, 143 OETV; 93, 94,95,96 LCR; 19 et 19a Lstup; 2,10,11,15,25,35 DPMIn; 4,11,16,17,26,34,44,70à72 LJPM	190 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	139,22 et 139, 144, 180, 186CP; 95 LCR; 51 LTP; 19 et 19a Lstup; 11,25,35,36 DPMIn; 4,11,15,26,34,75,76 DPMIn
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07. 009379-HCH	PM06. 003499-PHU	PM09. 001047-HCH
INFRACTIONS	139, 140, 144, 160, 186, 22,25,51,69,7,0 CP; 94, 95 LCR; 44LNI;	22,51,69,70,134,139,14,156,18 0,181,186,285 CP; 33 Larm; 90,91,94,96,97 LCR; 44 LNI; 19LStup	140, 285 CP; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	6 mois	5 mois	10 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME		x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	accompagnement pdt sursis; pdi; confiscation; fdj 800 chf	pdi; confiscation; fdj 500 chf	confiscation; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	139, 140, 144, 160, 186, 22,25,51,69,7,0 CP; 94, 95 LCR; 44LNI; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,70à 72 LJPM; 27 TFJP	22,51,69,70,134,139,14,156,18 0,181,186,285 CP; 33 Larm; 90,91,94,96,97 LCR; 44 LNI; 19LStup; 2,11,25 DPMIn; 4,16,26,34,44,70à72 LJPM	140, 285 CP; 19a Lstup; 22,69 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	1	3; 1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08. 024262- BCE	PM08. 013703- HCH	PM08.016290-HCH
INFRACTIONS	22 et 139 , 144, 186 CP;	19 et 19aLStup	art. 51, 69, 139, 144, 186 CP
DUREE DE LA PPL	12 jours	5 jours	2 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confiscation; fdj 200 chf	confiscation; fdj 100 chf	confiscation; fdj 1'000 chf
MOTIFS ENONCES	22, 70, 139, 144, 186 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM	19 et 19aLStup; 69, 70 CP; 2,11,25,36 DPmin; 4,11,34,75,76 LJPM	art. 51, 69, 139, 144, 186 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	3; 2	pas photocopié

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.005861-PHU	PM07.003323-AME	PM08.021528-AME
INFRACTIONS	19 et 19a Lstup	139, 147 CP; 5 et 115 Letr	139, 139 et 172ter, 186 CP; 51 LTP
DUREE DE LA PPL	7 jours	1 mois	1 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	pdi; fdj 300 chf;	pdi; fdj 300 chf
MOTIFS ENONCES	19 et 19a Lstup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	22 et 139 CP; 147 CP; 115 Letr; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	51, 139, 172 ter, 186 CP; 51LTP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.006919-AME	PM08.023651- AME	PM08.024326-AME
INFRACTIONS	126, 139, 22 et 139,25 et 139, 144,160,186 CP; 94,95,97 LCR	139, 186 CP; 51 LTP;	139 CP; 22 et 139 CP; 172 ter, 186 CP
DUREE DE LA PPL	20 jours	3 mois	3 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME		x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 150 chf	confiscation; fdj 150 chf	pdi; confiscation; fdj 300 chf
MOTIFS ENONCES	22, 25, 51,126, 139, 144, 160, 186 CP; 94,95, 97 LCR; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	70, 139, 172 ter, 186 CP; 51LTP;2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73 LJPM	22,51, 70,139, 160, 172 ter, 186 CP; 51 LTP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.028574- HCH	PM09.006885-BCE	PM07.001703-PHU
INFRACTIONS	art. 160 CP; 19 Lstup	art. 22 et 139, 144 CP; 95 LCR	22,126,139,140,144,186 CP; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	15 jours	3 jours	6 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confiscation;fdj 150 chf	fdj 100 chf	pdi; fdj 300 chf
MOTIFS ENONCES	160 CP; 19LStup; 69, 70 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM	22, 139, 144 CP; 95 LCR; 2,11,24 DPMIn; 26,34,73,75,76 LJPM	22,126,139,140,144,186 CP; 19a Lstup;2,11,13,25 DPMIn; 4,11,12,26,34,70 à 72 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 2	3	1; 2; 3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.012141-AME	PM07.019542-GSE	PM08.017747-BCE
INFRACTIONS	139, 144, 186 CP; 19aLstup; 51 LTP	139, 22 et 139, 22 et 140, 144, 156, 186, 260 CP; 94, 96, 97 LCR; 33 Larm; 19 et 19a Lstup	123 CP
DUREE DE LA PPL	10 jours	40 jours	5 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	ne révoque pas sursis anté; fdj 100 chf	pdi; confiscation; fdj 100 chf	fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	139, 144, 186 CP; 19a Lstup; 51 LTP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,44,75,76 LJPM	139, 22 et 139, 22 et 140, 144, 156, 186, 260 CP; 94, 96, 97 LCR; 33 Larm; 19 et 19a Lstup; 2,10,11,13,25,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	123 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	3; 1	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.026279-PHU	PM09.004216-PHU	PM08.000631-MRE
INFRACTIONS	144, 237 CP; 94 LCR	123 CP; 19a Lstup	art.22, 69, 123, 134,139,140, 156, 186 CP; 51 LTP; 19aLStup;
DUREE DE LA PPL	5 jours	10 jours	14 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	
SURSIS 2 ANS			x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	accompagnement pdt sursis par trib min; confiscation; fdj 200 CHF	accompagnement pdt sursis; assistance perso; règles de conduite précises dont suivi psy; pdi; confiscation; fdj 300 CHF
MOTIFS ENONCES	144, 237 CP; 94 LCR; 2,11,25, 35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	51, 69, 123 CP; 19aLStup; 2,11,25,29,35,36 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	art.22, 69, 123, 134,139,140, 156, 186 CP; 51 LTP; 19aLStup; 2,6,10,11,13,25,29,35,36, DPMIn; 4,16,26,34,44,70à72 LJPM; 27 TFJP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1; 3; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.012219-GSE	PM08.017853-PHU	PM08.023294-GSE- CSZ
INFRACTIONS	123 CP	139, 22 et 139, 144, 186, 221 CP; 94,95, 97 LCR; 19a Lstup	139; 139 et 22 , 144, 186 CP
DUREE DE LA PPL	20 jours	2 mois	10 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	accompagnemt pdt sursis par éduc du trib min; traitement psy;pdi; confisca;fdj 200chf	pdi; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	123 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	139, 22 et 139, 144, 186, 221 CP; 94,95, 97 LCR; 19a Lstup; 2,11,25,29,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	139, 144, 186, 22 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.001276-BCE	PM07.014704-MRE	PM08.018778-PHU
INFRACTIONS	22,69,122,123,129,134,139,140,144,156,160,180,186 CP; 51 LTP; 33 Larm; 19a Lstup	22, 51, 139, 140, 144, 156, 186, 285 CP; 94 LCR; 2,10,11,13,25,35 DPMIn; 4,12,16,18,26,34,70 à 72 LJPM	51, 139, CP; 51 LTP
DUREE DE LA PPL	9 mois	6 mois	7 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		1an sursis pr 4 mois	x
SURSIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME		2 mois fermes	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	règles de conduite imposées dontr traitement psy; pdi; confisc;fdj 400 chf	pdi; confisca; mesure d'assist perso; fdj 300 chf	fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	22,69,122,123,129,134,139,140,144,156,160,180,186 CP; 51 LTP; 33 Larm; 19a Lstup; 2,6,11,25,29,35,36 DPMIn; 4,16,26,34,70 à 72 LJPM; 27 TFJP	22,51,139,140,144,156,186,285 CP; 94, LCR; 2,10,11,13,25,35 DPMIn; 4,12,16,18,26,34,70à 72 LJPM	51, 139, CP; 51 LTP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	1; 2	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.007032-BCE	PM08.020790-PHU	PM08.001694-PHU
INFRACTIONS	286 CP; 115.1 Letr; 19 Lstup et 19a Lstup	126, 123, 134 CP	134, 139, 160, 186 CP; 51 LTP
DUREE DE LA PPL	5 jours	2 mois	20 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confisca; fdj 100 chf	pdi; fdj 250 chf	cnfisca; fdj 200 chf
MOTIFS ENONCES	286 CP; 115.1 Letr; 19 Lstup et 19a Lstup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73 LJPM	51, 123, 126, 134 CP; 11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	134, 51, 69, 139, 160, 186 CP; 52 LTP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	1	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.011361-BCE	PM09.014102-HCH	PM09.005842-MRE
INFRACTIONS	contra	123, 252 CP; 119 Letr	139 CP
DUREE DE LA PPL	4 jours	30 jours	4 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		15 jours avec sursis 1 an	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	15 jours fermes	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 50 chf	confisca;fdj 200 chf	fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	24 al.5 DPMIn; 11, 34, 73, 98 LJPM	123, 252 CP; 119 Letr; 69 CP; 2,11,25,35,DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	139 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM06.012033-HCH-RBY	PM07.025156-HCH	PM09.018890-AME
INFRACTIONS	128 bis, 139, 140, 146, 156, 160, 180, 186, 189, 190, 252, 285 CP; 94 LCR; 33 Larm;	123, 134, 139, 144, 180, 186 CP; 33 Larm; 1, 94 LCR; 19aLStup	139, 144 CP
DUREE DE LA PPL	26 jours	8 mois	7 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	placement en établissemt éducatif; maintien au foyer de Prêles; traitement psy ordonné; pdi;confisca;fdj 700 chf	accompagnemt pdt 1 an à fondation VD de probation;fdj 500 chf	fdj 50 chf
MOTIFS ENONCES	128 bis, 139, 140, 146, 156, 160, 180, 186, 189, 190, 252, 285 CP; 94 LCR; 33 Larm; 22,24,25,51,69,70,71 CP; 2,10,11,14,15,25,43 DPMIn; 4,16,17,26,34,44,70à72 LJPM; 27 TFJP	123, 134, 139, 144, 180, 186 CP; 33 Larm; 1, 94 LCR; 19aLStup; 51 CP; 2,11,25,35,36 DPMIn; 4,16,26,34,70à72 LJPM; 27 TFJP	139,144 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34, 75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	2; 1	1	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.012518-BCE	PM09.019001-HCH	PM09.008499-HCH
INFRACTIONS	139, 22 et 139, 140, 144, 160 et 172ter, 177, 180, 286 CP; 19a Lstup	150 CP; 251 CP	31, 90, 51, 94, 95 LCR; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	1 mois	10 jours	2 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; confisca; fdj 100 chf	pdi; fdj 100 chf	fdj 150 chf
MOTIFS ENONCES	22,69,139,140,144,160,172ter, 177,180,286CP; 19aLStup ; 2,11,24 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	150 et 251 CP; 2,11,25,34,35 DPMIn; 4,11,34 LJPM	31, 90, 51, 94, 95 LCR; 19a Lstup ; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3	3; 1 (quotité tient compte de la punition de la mère)

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.016056-HCH	PM09.003008-AME	PM07.020117-HCH-RBY
INFRACTIONS	251, 252 CP	126, 140 et 22 CP	art.22, 51,69,139,140,144,172ter,186 CP; 94 LCR
DUREE DE LA PPL	10 jours	10 jours	4 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	sursis antérieur révoqué; pdi; fdj 100 chf	pdi; confisca; fdj 500 chf
MOTIFS ENONCES	251, 252 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	140, 126, 22 CP; 2,11,25,31,35 DPMIn;4,11,26,34,75,76 LJPM	art.22, 51,69,139,140,144,172ter,186 CP; 94 LCR; 2,11,25,35 DPMIn; 4,16,26,34,70à72 LJPM; 27 TFJP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1; 3	1; 3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.016324-GSE	PM08.025283-HCH- RBY	PM09.010435-HCH-RBY
INFRACTIONS	123, 12 et 144 CP	139, 139 et 22, 144, 186 CP	22 et 139 CP
DUREE DE LA PPL	2 jours	5 jours	9 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	sursis anté révoqué; pdi; fdj 100 chf	pdi; confisca; fdj 100 chf	fdj 200 chf
MOTIFS ENONCES	123, 12 et 144 CP; 2,11,25,31 DPMIn; 4,11,26,34,75,76,92 LJPM	22,69,139,144,186 CP;2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22, 23, 51, 139, 144, 186 CP; 94 LCR; 2,11,25,36 DPMIn; 4,11,34,75,76,LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 2	1	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.005201-HCH-RBY	PM09.010452-HCH-RBY	PM09.001696-HCH-RBY
INFRACTIONS	139 et 22; 94 LCR	139, 22 et 139, 144, 186 CP; 94 et 95 LCR	123, 139, 25 et 139, 144, 25 et 144, 160, 25 et 186, 186 CP; 94 LCR; 19a Lstup
DUREE DE LA PPL	9 jours	15 jours	2 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 200 chf	fdj 200 chf	sursis antér révoqué et ordonne la peine; pdi; confisca; fdj 100 CHF
MOTIFS ENONCES	139, 22,51 CP; 94 LCR; 83, 85 CPP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM; 27 TFJP	22,51,139,144,186 CP; 94, 95 LCR; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	69,123, 139, 25 et 139, 144, 25 et 144, 160, 25 et 186, 186 CP; 94 LCR; 19a Lstup; 2,11,25,31,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.013388-GSE	PM09.013385-GSE	PM08.012419-MRE
INFRACTIONS	139, 144, 186 CP; 95 LCR; 115 Letr	139, 144,186 CP; 95 LCR; 115 Letr	123, 139 CP; art.33 Larm
DUREE DE LA PPL	15 jours	15 jours	14 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; fdj 400 chf	confisca; fdj 400 chf; pdi	sursis antér révoqué; fin de mesure assist perso; pdi; confisca; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	139, 144, 186, 51 CP; 95 LCR; 115 al.1 Letr; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34, 73 LJPM	139, 144, 186, 51, 70 CP; 95 LCR; 115 Letr; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73 LJPM	123, 139 CP; art.33 Larm ; 2,11,25,DPMIn; 4,11,26,34,44,75,76,92 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	2	2	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.016173-GSE	PM08.010128-BCE	PM09.015094-AME
INFRACTIONS	144 CP; 31, 90, 94, 95, 96 LCR; 51 LTP	140 CP; 144, 186 CP; 19 et 19a Lstup	126, 139, 186 CP; 19a LSTup
DUREE DE LA PPL	4 jours	15 jours	révoque sursis antér et ordonne
SURSIS 0<x<1 ANS	x		l'exécution de 4 jours de ppl
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 100 chf	révoque libération conditionnle antér et ordonne exécution de 30 jours de ppl; fdj 100 chf	16 demi journées de persta perso ss forme travail; confisca; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	144 CP; 31, 90, 94, 95, 96 LCR; 51 LTP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	140, 144, 186 CP; 19 et 19a LSTup; 2,6,11,25,31,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	126, 139, 186 CP; 19a Lstup; 69 CP; 2,11,23,31,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	3; 1	2; 1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.000664-AME	PM07.017321- BCE	PM08.024916-HCH-RBY
INFRACTIONS	123, 180 CP -> 4 jeunes en cause	22,70,123,126,139,140,144,148,180,186,285 CP; 94,95,97 LCR; 33 LARm; 19 et 19a LSTup	22, 123,126,139,144,186 CP
DUREE DE LA PPL	5 jours	8 mois	15 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME		x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj 80 chf	pdi; confisca; fdj 600 chf	pdi; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	123, 180, CP; 2,11,25,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	22,70,123,126,139,140,144,148,180,186,285 CP; 94,95,97 LCR; 33 LARm; 19 et 19a LSTup; 2,11,25,36 DPMIn;4,16,26,34,70à72 LJPM; 27 TFJP	22, 123,126,139,144,186 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1; 3	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07.023728-HCH	PM09.005808-AME	PM07.013271-AME
INFRACTIONS	122,123,134,22,51,69 CP	123, 139,144 CP; 1 et 8 LFpch; 19a LSTup; 49 CP	139,144, 146,147,251,22 CP; 94,95 LCR; 19 et 19a LSTup
DUREE DE LA PPL	10 mois	5 jours	2 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME		x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	accompagnement pdt sursis par fondation vd de probation; confisca;fdj 800 chf	pdi; fdj 150 chf	pdi; confis; fdj 150 chf
MOTIFS ENONCES	122,123,134,22,51,69 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,70à72 LJPM; 27TFJP	123, 139,144 CP; 1 et 8 LFpch; 19a LSTup; 49 CP; 2,11,25 DPMIn; 11,26,34,73,75,76 LJPM	139,144, 146,147,251,22 CP; 94,95 LCR; 19 et 19a LSTup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1; 2	3; 1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.006734-HCH	PM09.002429-BCE	PM09.013903-GSE
INFRACTIONS	22,139,144 CP	16,123 CP	69,70 CP; 19LSTup
DUREE DE LA PPL	7 jours	3 jours	2 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confisc; fdj 150 chf	pdi; fdj 100 chf	confisca; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	22,139,144 CP; 11,25 DPMIn; 4,11,26,34,3 LJPM	16,123 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	69,70 CP; 19LSTup; 2,11,25,35 DPMIn;4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.008291-MRE	PM09.011937-PHU	PM09.020442-MRE
INFRACTIONS	123 CP	51, 69, 70, 139, 144, 186 CP; 19a LSTup	139CP
DUREE DE LA PPL	30 jours	20 jours	14 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi;fdj 100 chf	confis; fdj 200 chf	confis; fdj 100 chf
MOTIFS ENONCES	123 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM; 27 TFJP	51, 69, 70, 139, 144, 186 CP; 19a LSTup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	139CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.006252-HCH	PM09.020649-GSE	PM08.011359-RBY
INFRACTIONS	23, 140, CP; 19a LSTup	69, 70 CP; 19 LSTUP	139CP; 94 LCR; 51 LTP; 19aLSTup; 22,51,69 CP
DUREE DE LA PPL	10 jours	8 jours	1 mois et demi
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi;fdj 150 chf	confis; fdj	confisc;fdj
MOTIFS ENONCES	23, 140, CP; 19a LSTup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	69, 70 CP; 19 LSTUP; 2,11,25,35, DPMIn; 4,11,34,75,76, LJPM	139CP; 94 LCR; 51 LTP; 19aLSTup; 22,51,69 CP; 2,11,25,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,44,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3; 2	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.018448-HCH	PM09.008292-GSE	PM09. 005203-GSE
INFRACTIONS	139,22 CP; 19a LSTup	51, 139, 186 CP; 19a LSTup	22,139,144,177,180,186,285 CP
DUREE DE LA PPL	4 jours	18 jours	4 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	2 jours ac sursis 1 an		
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	2 iours fermes	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj	fdj	pdi; fdj
MOTIFS ENONCES	139,22 CP; 19a LSTup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	51, 139, 186 CP; 19a LSTup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	22,139,144,177,180,186,285 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1 (peine d'un degré supérieur s'impose, donc ppl)	3	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.009690-MRE-PYB	PM08.027494-MRE	PM09.010674-AME-PYB
INFRACTIONS	51, 123, 140 CP	22,69,139, 140,144,160,186,285 CP; 94,95 LCR	19 et 19 a LSTup
DUREE DE LA PPL	2 mois	3 mois	20 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; fdj	pdi; confisc; fdj	révoque sursis antér, ms peine déjà exécutée; fdj
MOTIFS ENONCES	51, 123, 140 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	22,69,139, 140,144,160,186,285 CP; 94,95 LCR; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 >LJPM	19 et 19 a LSTup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.016268-HCH	PM09.001405-BCE	PM09.005818-HCH
INFRACTIONS	22,25,139,144,160,186 CP; 91, 94 LCR; 19 et 19a LSTup; 51,70 CP	69, 70, 22,139 CP; 94, 95 LCR; 51 LTP; 19a LSTup	244 CP; 19 et 19a LSTup; 69, 70 CP
DUREE DE LA PPL	3 mois	7 jours	1 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME		x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	accompagnemt pdt sursis; règles de conduites imposées; fdj	pdi; fdj	fdj
MOTIFS ENONCES	22,25,139,144,160,186 CP; 91, 94 LCR; 19 et 19a LSTup; 51,70 CP; 2,11,25,29,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	69, 70, 22,139 CP; 94, 95 LCR; 51 LTP; 19a LSTup; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM	244 CP; 19 et 19a LSTup; 69, 70 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	3; 1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.024109-BCE	PM08.005227-PHU	PM09.016428-MRE
INFRACTIONS	5, 115 Letr	22,25,51,69,139,144,160,186 CP; 94 LCR	160 CP
DUREE DE LA PPL	48 jours	15 jours	8 jours pr X
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj	pdi; fdj	pour Y 16 demi-journées de presta perso; fdj pour les 2
MOTIFS ENONCES	5, 115 Letr; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,73,75,76 LJPM	22,25,51,69,139,144,160,186 CP; 94 LCR; 2,11,25,36 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM	160 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM pour X et 160 CP; 2,11,23 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM pour Y
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3	3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07.027380-GSE	PM08.028579-AME	PM09.009692-BCE
INFRACTIONS	22,51,70,123,134,140,144,146, 147,156,186 CP; 33 Larm; 94 LCR; 19 LSTup	140, 150 CP	22,139,140,160 CP; 94, 95, 96 OCR
DUREE DE LA PPL	10 mois	30 jours	20 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS		x	
SURSIS 2 ANS	5 mois avec sursis 2 ans		x
DETENTION FERME	5 mois fermes		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; fdj	pdi; fdj	pdi, fdj
MOTIFS ENONCES	22,51,70,123,134,140,144,146, 147,156,186 CP; 33 Larm; 94 LCR; 19 LSTup; 2,11,25,34,35, DPMIn; 4,16,26,34,70à72 LJPM; 27TFJP	140, 150 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	22,139,140,160 CP; 94, 95, 96 OCR; 2,11,25,35 DPMIn;4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	1	1; 3

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.004961-MRE	PM08.022307-MRE	PM09.021650-BCE
INFRACTIONS	126, 139, 140, 144,186 CP; 19a LSTup	70,134,139,260 CP; 33LArm; 94, 95 LCR	115 Letr; 96 OCR
DUREE DE LA PPL	14 jours	20 jours	5 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj	pdi;fdj	fdj
MOTIFS ENONCES	126, 139, 140, 144,186 CP; 19a LSTup; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	70,134,139,260 CP; 33LArm; 94, 95 LCR; 2,11, 25, 35, 36 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	115 Letr; 96 OCR; 2,11,25 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3; 1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.025063-PHU	PM09.012940-AME-RBY	PM08.001509-PHU (No 157)
INFRACTIONS	22,51,69 CP; 133, 139, 144, 186 CP; 94,95 LCR; 33 LARm	90, 91, 92, 94, 95 LCR; 1 OAL; 19aLSTup	51, 69, 144,186,222 CP; 95 LCR; 96 OCR; 51 LTP; 19a LSTup
DUREE DE LA PPL	2 mois	10 jours	65 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x	x	x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi;confis;fdj	révoque sursis antér;fdj	pdi; confisc;fdj
MOTIFS ENONCES	22,51,69 CP; 133, 139, 144, 186 CP; 94,95 LCR; 33 LARm; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	90, 91, 92, 94, 95 LCR; 1 OAL; 19aLSTup; 2,11,25,31,35 DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM	51, 69, 144,186,222 CP; 95 LCR; 96 OCR; 51 LTP; 19a LSTup; 2,11,25,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.028518-AME (No 156)	PM09.02728-MRE	PM09.002761-MRE
INFRACTIONS	23,140,150 CP	69, 139, 140, 144 CP; 19aLSTup	25,139,140,144,186 CP
DUREE DE LA PPL	70 jours	75 jours	20 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	pdi; lettre excuses au lésé; fdj	pdi; fdj	pdi;fdj
MOTIFS ENONCES	23,140,150 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	69, 139, 140, 144 CP; 19aLSTup; 2,10,11,13,25,35 DPMIn;4,11,26,34,75,76 LJPM	25,139,140,144,186 CP; 2,10,11,13,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM08.028519-AME	PM09.022278-AME	PM09.022274-AME
INFRACTIONS	22,23,69,139,140,144,150 CP	139 CP; 115 Letr	139, 252, 303 CP; 115 Letr
DUREE DE LA PPL	90 jours	60 jours	60 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME		x	x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confisc; pdi; fdj	pdi;confis; fdj	confisc; pdi; fdj
MOTIFS ENONCES	22,23,69,139,140,144,150 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	139 CP; 115 Letr; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM	139, 252, 303 CP; 115 Letr; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1; 2	1; 2

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM06.029641-AME-RBY	PM09.007994-AME (No 159)	PM09.026620-PHU
INFRACTIONS	123,139,144,186 CP; 90,92,96 LCR; 22,69 CP	123, 126, 144 CP	19 et 19aLStup
DUREE DE LA PPL	1 mois	5 jours	8 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x		x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confis; fdj; pdi;	pdi; fdj	fdj
MOTIFS ENONCES	123,139,144,186 CP; 90,92,96 LCR; 22,69 CP; 2,11,25,35,36 DPMIn; 4,11,26,34,44,75,76,92 LJPM	123, 126, 144 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	19 et 19aLStup; 2,11,25,35, DPMIn; 4,11,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	3; 2	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM07.0027009-PHU	PM08.002917 /PM08.026223- PHU	PM09.005648-PHU
INFRACTIONS	amende impayée -> conversion en ppl	amende impayée -> conversion en ppl	22,139,144,186 CP
DUREE DE LA PPL	3 jours	1 jour	1 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME	x	x	
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj	fdj	pdi; fdj
MOTIFS ENONCES	24 ch.5 DPMIn; 92,98, 34 LJPM	24 ch.5 DPMIn; 92,98,34 LJPM	22,139,144,186 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

CAS / JUGEMENTS PPLM VAUD Causes No	PM09.030067-PHU	PM09.006845-MRE	PM09. 005194- GSE
INFRACTIONS	139 CP	22,70, 139,144,160,186 CP	160, 139, 22 et 139, 144, 186 CP; 94, 95 LCR
DUREE DE LA PPL	2 jours	3 mois	15 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			x
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME	x		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	fdj	pdi; confisc; fdj	pdi; fdj 50 chf
MOTIFS ENONCES	139 CP; 2,11,25 DPMIn; 4,11,26,34,73 LJPM	22,70, 139,144,160,186 CP; 2,11,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM	139, 144, 160, 186CP; 94, 95 LCR; 22,25 CP; 2,11,23,25,35 DPMIn; 4,11,26,34,75,76 LJPM
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3	3	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/10/2009	JTJ/22/2009	JTJ/42/2009
INFRACTIONS	123CP; 177CP; 180CP; 19LST; 183CP	286CP;1151LE; 19LST; LSEE	139CP; 22CP; 1151LE; 144CP; 186CP
DUREE DE LA PPL	6 mois	6 mois	4 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS	x	x	x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	Le tribunal ne révoque pas le sursis sur ppl de 30-21(davj) jrs de 09/2007 ; maintien placement à Prêles, BE; maintien traitement psy; +surveillance par SPMI avec rapport ts les 6 mois	confiscation et dévolution à l'Etat des natel volés; confiscation et destruction de fausse carte identité, de ticket de bus et de la drogue	restitution des bijoux et montre; confiscation de somme d'argent
MOTIVATIONS ENONCEES	les articles 181, 126, 140, 183, 180, 185 et 177 CPS; 19a LFStup; 11, 12, 14, 15, 25, 29 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA	articles 19 ch. 1 al. 4 et 5 ainsi que 19 ch. 2 litt. a LFStup; 115 LEtr; 11, 25 al. 1, 29 et 35 al. 1 DPMIn; 47, 51, 69 et 70 CPS; 36 et 39 LJEA	articles 139 al. 1 et 172ter, 22 et 139 al. 1, 144 et 186 CPS; 115 al. 1 LEtr.; 47, 51, 69 et 70 CPS; 11, 25, 29 et 35 al. 1 DPMIn; 36 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	3; 1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/87/2009	JTJ/75/2009	JTJ/180/2009
INFRACTIONS	139CP; 144CP; 186CP; 1151LE	285CP; 286CP; 19LST; 192LST; 252CP; 255CP; 3052CP	19ALST; 19LST
DUREE DE LA PPL	120 jours	9 mois	1 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	jusqu'à sa majorité		
SURSIS 2 ANS		x	x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	confiscation et destruction des objets 1 à 6 des pièces à conviction	surveillance instituée à son égard par SPMI avec rapport tous les 6 mois; confiscation et dévolution à l'Etat et aussi destruction de certaines pièces
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 139, 144 et 186 CPS ; 115 LEtr ; 25 al. 1, 35 DPmin ; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 19 ch. 1 et 2 litt. a LFStup; 11, 25, 29 et 35 DPMin; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 19 ch. 1 al. 4 et 5 LFStup et 19a al. 1 LFStup; 11, 12, 25 et 35 DPMin; 26, 28 et 30 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	3; 1	2; 1	3

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/134/2009	JTJ/190/2009	JTJ/146/2009
INFRACTIONS	140CP; 22CP	140CP; 139CP; 134CP; 181CP; 180CP	123CP; 19ALST; LARM; 129CP
DUREE DE LA PPL	6 mois	90 jours	6 mois
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS			
SURIS 2 ANS	x		x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	révoque la libération conditionnelle antérieure; exécution partielle ordonnée de 117-113 jours de dpavj inclus ds la ppl; X est soumis à des règles de conduite: recherche d'un apprentissage, effectuer une activité professionnelle ds l'intervalle; traitement psy; surveillance	rien	institue surveillance confiée au SPMI plus rapport tsles 6 mois;traitement psy 1xpar semaine avec rapport ts les 6 mois; confiscation et destruction et restitution au mineux de ses affaires perso
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 22 et 140 ch. 1 CPS; 25 ch. 1, 29, 31 ch. 5, 34 et 35 DPMIn; 89 CPS; 31, 34 et 39 LJEA.	articles 140, 22 al. 1 et 181, 134 CPS; 94 ch. 3 LCR; 1, 12 RTP/GE ; 1, 32, 42 RPSS/GE ; 25, 35 DPMIn et 34, 36 et 39 LJEA.	articles 123 ch. 2 al. 2, 129 CPS; 19 al. 1 et 19a LFStup; 5 al. 1 let. a LARm; 10, 11, 12, 14, 25, 35, 43 DPMIn; 38 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1; 3	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/136/2009	JTJ/234/2009	JTJ/252/2009
INFRACTIONS	Contra; Contravention No C00067763	19LST; 146CP	Contra
DUREE DE LA PPL	conversion en 1 jour de détention	3 mois	conversion en 1 jour de détention
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS			
SURIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	acquitté pour l'escroquerie; confiscation et dévolution à l'Etat de pièces	rien
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 12 LACP, 24 DPMIn, 32, 38A et 39 LJEA	articles 47 et 146 CPS; 19 al. 1 et 19a LStup; 11, 25 et 35 DPMIn; 38 et 39 LJEA.	articles 12 LACP, 24 DPMIn, 32, 38A et 39 LJEA
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/241/2009	JTJ/459/2009	JTJ/379/2009
INFRACTIONS	Contra	139CP; 147CP	19LST
DUREE DE LA PPL	conv. En 2,5 jours de détention	6 mois	91 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			sursis précédent non révoqué
SURSIS 1<x<2 ANS			sursis précédent non révoqué
SURSIS 2 ANS		x	sursis précédent non révoqué
DETENTION FERME			x
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	rien	renonce à révoquer le sursis antérieur; confiscation et restitution au propriétaire des pièces
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 12 LACP, 24 DPMIn, 32, 38A et 39 LJEA	articles 47, 139 et 147 CPS; 1, 11, 21 et 35 DPMIn; 37 et 39 LJEA.	articles 19 ch. 1 al. 4 et 5 et 28 al. 2 LFStup; 47 al. 1 et 2, 69 et 70 CPS; 11 al. 1 et 2, 25, 31 al. 3, 35 al. 1 DPMIn;
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1; 2	1; 3

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/390/2009	JTJ/411/2009	JTJ/483/2009
INFRACTIONS	139CP; 147CP; 95LCR; 92LCR; 144CP	139CP; 1151LE	139CP; 1151LE
DUREE DE LA PPL	3 mois	10 jours	91 jours
SURSIS 0<x<1 ANS	x	x	
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	acquitté des infractions de dommages à propriété, séquestration et voies de fait; met fin au placement pénal du mineur au foyer les Ormeaux, section Toucan; met fin à obligation de traitement auprès de consultation couples et familles; met fin à surveillance	rien	destruction des objets et confiscation et restitution au proprio légitime
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 126, 140, 144, 180, 183 et 186 CPS; 10, 11, 12, 14, 15, 21, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47 et 139 CPS; 115 al. 1 let. a LEtr; 11. 21, 25 et 35 DPMIn; 37 et 39 LEA.	articles 139, ch 1 CPS; 69 et 70 CPS; 115 al. 1 let. a LEtr; 6, 11, 25, 29 et 31 DPMIn; 34, 36 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	3; 1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/557/2009	JTJ/471/2009	JTJ/475/2009
INFRACTIONS	19LST; 1151LE	144CP; 22CP; 139CP; 1151LE	144CP; 22CP; 139CP; 1151LE
DUREE DE LA PPL	6 mois	20 jours	20 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x -> majorité du mineur		x-> majorité du mineur
SURSIS 2 ANS		x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confiscation et dévolution à l'Etat ou restitution au proprio légitime	confiscation et restituion au proprio légitime	confiscation et restitution au proprio légitime
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 19 LStup; 115 LEtr; 11, 25 et 35 DPMIn; 69 CPS; 37 et 39 LJEA.	articles 22, 47, 69, 70, 139 et 144 CPS; 115a LEtr 1, 2, 11, 21, 25 et 35 DPMIn; 37 et 39 LJEA.	articles 22, 47, 69, 70, 139 et 144 CPS; 115a LEtr 1, 2, 11, 21, 25 et 35 DPMIn; 37 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/584/2009	JTJ/614/2009	JTJ/555/2009
INFRACTIONS	139CP;144CP; 186CP; LSEE (art.23); 311CP	1151LE (115.1 let a,b,c Letr); 186CP; 144CP; 139CP	156CP; 140CP; 180CP; 94LCR
DUREE DE LA PPL	6 mois	3 mois	45 jours et 4 mois
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS	x	x	//4 mois
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confiscation et restitution au proprio légitime	destruction de certains objets; confiscation et restitution au proprio légitime	met fin au placement pénal au centre de préapprentissage de Chevrens; maintien du suivi théra psy tant indiv que familial avec rapport ts les 6 mois
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 1 al. 1 lett a, 1 al. 2 lett b et j, 2 al. 1, 3 al. 2, 11 al. 1 et 2, 21, 25 al. 1, 29 al. 1, 35 al. 1 et 2, 36 al. 1 DPMIn; 2 al. 2, 47 al. 1, 69, 70, 98 lett a et b, 139 ch. 1, 144 ch. 1, 186 CP; 115 ch. 1 LEtr; 11, 36-39 LJEA, 13 LOJ	articles 47, 69, 70, 139, 144 et 186 CPS; 115 LEtr; 1, 11, 21 et 35 DPMIn; 39 LJEA.	articles 47, 140, 156 et 180 CPS; 94 LCR; 10, 11, 13, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA. Longue motivation voir texte avec ATF et autres articles cités
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	2	2; 1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/544/2009	JTJ/695/2009	JTJ/697/2009
INFRACTIONS	140CP	19LST: vente de cocaïne	19LST
DUREE DE LA PPL	4 mois	12 mois	2 mois
SURIS 0<x<1 ANS			x
SURIS 1<x<2 ANS			
SURIS 2 ANS	x	x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	met fin à davj à Clairière; lève mesure d'aistance personnelle confié à la FASe	dévolution à l'Etat de pièces et destruction d'autres	confiscation et dévolution ou destruction, notamment de drogue
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47 et 144 CP; 11, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47 al. 1, 69 et 70 CPS; 19 ch. 1 al. 4 et 5 LStup; 19 ch. 2 litt. a LStup; 1 al. 2 litt. b, 2 al. 1, 11 al. 1 et 2, 21, 25 al. 1, 29 al. 1, 35 al. 1 et 2 DPMIn, 36, 38 et 39 LJEA	articles 19 chiffre 1 al. 4 et 5 LFStup ; 1 al. 2 lett b et d, 2 al. 1, 11 alinéas 1 et 2, 25 al. 1, 29 al. 1, 35 al. 1 et 2 DPMIn, 47 al. 1, 69 et 70 CP
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/626/2009	JTJ/1073/2009	JTJ/1167/2009
INFRACTIONS	19LST; 139CP; 1151LE	1151LE; 19LST	160CP; 186CP; 140CP; 183CP; 180CP
DUREE DE LA PPL	30 jours	90 jours	3 mois
SURSIS 0<x<1 ANS		x	x
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	lève mesure de surveillance antérieure; restitution au mineur de ses affaires perso	destruction, confiscation et restitution	placement à l'EPI confirmé; suivi psy confirmé; surveillance antérieure confirmée; confiscation et restitution aux proprios ou destruction
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47 al. 1 et 2, 139 CPS; 19 ch. 1 LStup; 115 LEtr; 1 al. 2 litt. d, 2, 10 al. 2, 11, 12, 21, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47 al. 1 et 2 CPS; 19 ch. 1 LStup; 1 al. 2 litt. d, 2, 10, 21, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	les articles 69, 70, 140, 160 et 186 CPS; 1 al. 2 litt. d, 10, 11, 13, 14, 15, 25, 29 et 35 DPMIn; 36 à 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/683/2009	JTJ/667/2009	JTJ/1087/2009
INFRACTIONS	180CP; 177CP; 2612CP; 286CP; 19LST	40CP; 198CP	Contra
DUREE DE LA PPL	180 jours	60 jours	conversion en 1 jour de détention
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS	x	x	
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	met fin au placement provisionnel à foyer de Prêles, BE; astreint à suivi psy avec rapport théra ts les 6 mois; surveillance confiée au SPMI avec rapport ts les 6 mois; confiscation et destruction de pièces	pdt délai d'épreuve: suivi tritement médics psy et suivi régulier à l'ORIF; plus respect des règles au foyer de l'EPI; pas de révocation du sursis antérieur; traitement psy confirmé; plus surveillance insitutée antérieurement= confirmée	rien
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 69, 79, 89, 123, 177, 180, 261bis CPS, 19 LStup ; 11, 12, 29, 35, 36 DPMIn; 36 et 39 LJEA.	articles 134 CPS; 12, 14, 15, 25 al. 1 et 35 DPMIn; 31 et 39 LJEA.	articles 12 LACP, 24 DPMIn, 32, 38A et 39 LJEA
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	3; 1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/1100/2009	JTJ/1143/2009	JTJ/1103/2009
INFRACTIONS	19LST	139CP; 144CP; 186CP; 2602CP; 94LCR	19LST; 1151LE
DUREE DE LA PPL	3 mois	12 mois	180 jours
SURSIS 0<x<1 ANS			
SURSIS 1<x<2 ANS	x->majorité du mineur		
SURSIS 2 ANS			x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	sursis antérieur non révoqué, ms délai d'épreuve prolongé d'1 an; destruction et confiscation de pièces	met fin à son observation à Clairière; maintient mesure de surveillance avec rapport ts les 3mois; traitement psy ordonné avc rapport ts les 3 mois; restitution et confiscation de pièces	confiscation et destruction de pièces
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47 al. 1 et 2, 69 CPS; 19 ch. 1 LStup; 1 al. 2 litt. d, 21, 23, 31 al. 3 et 35 al. 1 et 2 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47 al. 1 et 2, 51, 69, 70, 134, 139, 140, 144, 180, 186; 140 ch 1 et 260bis al. 1 CPS; 94 ch. 1 LCR; 95 ch. 1 LCR; 92 al. 1 LCR; 19a LStup; 1 al. 2 litt. 2, 9, 11 al. 1 et 2, 13, 14 et 25 DPMIn ; 36 et 39 LJEA.	articles 69 CPS; 19 LStup; 115 LEtr; 11, 25 et 35 DPMIn; 37 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/1104/2009	JTJ/1159/2009	JTJ/1151/2009
INFRACTIONS	186CP; 144CP; 22CP; 140CP; 19LST	189CP; 19ALST; 177CP; 180CP	140CP; 19ALST; 177CP; 180CP
DUREE DE LA PPL	6 mois	3 mois	3 mois
SURIS 0<x<1 ANS		x	x
SURIS 1<x<2 ANS			
SURIS 2 ANS	x		
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	rien	placement pénal à l'AISP pour durée indéterminée; maintient mesure d'assistance personnelle avec rapport ts les 6 mois; traitement psy ordonné avec rapport ts les 6 mois	mesure de surveillance confiée au SPMI ac rapport ts les 6 mois; traitement psy ac rapport ts les 6 mois; restitution de pièces
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 22, 47 al. 1 et 2, 139 et 186 CPS; 19a LStup; 115 LEtr; 1 al. 2 litt. d, 2, 10, 11, 21, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47, 140 et 189 CPS; 19a LStup; 10, 11, 13, 14, 15, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47, 69, 140, 177 et 180 CP; 19a LStup; 1, 10, 11, 12, 14, 25 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1; 2

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/1148/2009	JTJ/1131/2009	JTJ/1124/2009
INFRACTIONS	139CP; 147CP	139CP; 144CP; 186CP; 1151LE	139CP; 144CP; 186CP; 1151LE
DUREE DE LA PPL	6 mois	30 jours	4 mois
SURIS 0<x<1 ANS			
SURIS 1<x<2 ANS			
SURIS 2 ANS	x		délai d'épreuve de 2 ans
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	met fin à dpavj; destruction ou restitution de pièces	révoque sursis antérieur d'une peine de 30 jours dont 22 à effectuer; confiscation et destruction de pièces	sur les 4 mois de ppl -> moins 17 ours de davj DONC 3 mois et 13 jours ET -> sursis partiel de 2 mois DONC 1 mois et 13 jours est la peine à effectuer; confiscation et destruction de pièces
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47, 69, 139 ch. 2 et 3, 147 CP; 11, 25, 29 et 35 DPMIn; 36, 38 et 39 LJEA.	articles 47, 69, 70, 22 et 139, 144 CP; 115 LEtr; 36 et 38 LJEA.	articles 47, 69, 70, 139, 144, 186 CP; 115 LEtr; 1, 2, 11, 21, 25, 29 et 35 DPMIn; 36 à 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/1128/2009	JTJ/361/2009	JTJ/376/2009
INFRACTIONS	139CP; 144CP; 186CP; 1151LE	19LST; 1151LE	95LCR; 90LCR; 286CP; 1151LE
DUREE DE LA PPL	30 jours + 22 jours antérieurs	2 mois	2 mois
SURSIS 0<x<1 ANS		x	
SURSIS 1<x<2 ANS			
SURSIS 2 ANS			x
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	sursis antérieur révoqué DONC rest 22 jours à effectuer (30 moins 8 jrs de davj); confiscation et destruction de pièces	met fin à davj à Clairière; confiscation et destruction de pièces, notammnt drogue	met fin à sa davj à Clairière; acquitté du chef d'inculpation de violation d'interdication d'entrée en Suisse
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47, 69, 70, 22 et 139, 144 CP; 115 LEtr; 36, 38 et LJEA.	articles 69 et 70 CPS; 19 ch. 1, al. 4 LStup; 115 LEtr; 25 et 35 DPMIn; 34, 36 et 39 LJEA.	articles 32, 44, 90 ch. 2 et 95 LCR; 115 LEtr; 286 CPS; 11, 21 et 35 DPMIn ; 36 à 39 LJEA;
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1	1	1; 2

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/404/2009	JTJ/400/2009	JTJ/416/2009
INFRACTIONS	19LST; 19ALST	139CP; 1151LE	139CP; 144CP; 186CP
DUREE DE LA PPL	6 semaines	1 mois	120 jours
SURIS 0<x<1 ANS	x		
SURIS 1<x<2 ANS		x	x
SURIS 2 ANS			
DETENTION FERME			
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	X est relaxé; restitution et confiscation de pièces	confiscation, restitution ou destruction de pièces	confiscation et restitution de pièces
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47 CPS; 19 et 19a LFStup; 11 et 21 DPMIn; 37 et 39 LJEA	articles 47, 69, 70, 139 CPS ; 115 LEtr ; 25 DPMIn; 27 à 30 LJEA.	articles 139, 144 et 186 CPS; 1, 25 et 35 DPMIn; 47 et 51 CPS; 31, 34 à 38 et 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 2	1	1

ANALYSE DES JUGEMENTS DE MINEURS GENEVE AVEC CONDAMNATIONS à PPL

CAS / JUGEMENTS PPLM GENEVE 49/52 cas répertoriés	JTJ/678/2009	JTJ/632/2009 PLACEMENT BELLE-IDEE
INFRACTIONS	19LST	???
DUREE DE LA PPL	90 jours	
SURSIS 0<x<1 ANS		
SURSIS 1<x<2 ANS	x	
SURSIS 2 ANS		
DETENTION FERME		
MESURES et/ou PEINES COMPLEMENTAIRES par le Tribunal	confiscation et destruction ou dévolution à l'Etat de pièces	mis au bénéfice d'une responsabilité restreinte; exempté de toute peine; fin de son placement pénal à Clairière; ordonne son placement pénal à clinique psychiatrique de Belle-Idée avec rapport ts les 2 mois; fin de mesure d'assistance personnelle; nouvelle mesure de surveillance confiée au SPMI avec rapprt ts
MOTIVATIONS ENONCEES	articles 47, 69 et 70 CPS; 19 al. 1 LStup; 11, 25 al. 1, 35 et 38 DPMIn ; 34, 36 et 39 LJEA.	articles 19 al.2, 22 et 123 CPS; 69, 123, 126, 139 al. 4, 147, 177, 180 CPS; 19a LFStup; 7 OArm; 94 ch. 1 et 95 LCR; 1, 10, 11 al. 2, 12, 13, 14, 15, 18 et 21, 43 al.4 DPMIn; 36 à 39 LJEA.
Types de motivation 1,2 ou 3 1= défense sociale 2= pour le bien du mineur 3= solution la +adéquate	1; 3	1

Annexe 4 : Liste des infractions avec numéros des articles et libellés

Code Pénal Suisse (CP ou CPS)

3 champ d'application du CPS, conditions de lieu
16 défense excusable (quand limites de légitime défense excédées)
22 degrés de réalisation du délit : punissabilité de la tentative
23 désistement et repentir actif
24 participation, instigation
25 complicité de
49 fixation de la peine : concours de plusieurs actes et donc peines
51 imputation de la détention avant jugement
69 confiscation : confiscation d'objets dangereux
70 confiscation de valeurs patrimoniales
122 lésions corporelles graves
123 lésions corporelles simples
126 voies de fait
128 omission de prêter secours
129 mise en danger de la vie d'autrui
133 rixe
134 agression
137 infractions contre le patrimoine, appropriation illégitime
139 vol
140 brigandage
143 soustraction de données
144 dommages à la propriété
146 escroquerie
147 utilisation frauduleuse d'un ordinateur
148 abus de cartes-chèques et de cartes de crédit
150 obtention frauduleuse d'une prestation
156 infraction contre le patrimoine, extorsion et chantage
160 recel
172 dispositions générales (abrogé avec effet 1.1.2007)-> cumul de ppl et amende
177 injures
180 menaces
181 contrainte
183 séquestration
186 violation de domicile
187 actes d'ordre sexuel avec des enfants
189 contrainte sexuelle
190 viol

198 pornographie
221 incendies intentionnels
222 incendie par négligence
233 propagation d'un parasite dangereux
237 entraver la circulation publique
238 entrave au service des chemins de fer
244 importation, acquisition et prise en dépôt de fausse monnaie
251 faux dans les titres
252 faux dans les certificats
255 titres étrangers
260 émeute ; actes préparatoires délictueux ; organisation criminelle
261 atteinte à la liberté de croyance et des cultes
285 violence ou menaces contre les autorités ou les fonctionnaires
286 opposition aux actes de l'autorité
303 dénonciation calomnieuse
311 mutinerie de détenus

Loi sur la circulation routière (LCR)

10 permis
22 autorité compétente
31 maîtrise du véhicule
32 vitesse
34 circulation à droite
41 éclairage des véhicules
51 devoirs en cas d'accidents
55 constat de l'incapacité de conduire
90 violation des règles de la circulation
91 conducteurs se trouvant dans l'incapacité de conduire
92 violation des devoirs en cas d'accident
93 état défectueux des véhicules
94 vol d'usage d'une moto
95 conduite sans permis de conduite ou malgré un retrait
96 circuler sans permis de circulation
97 usage abusif de permis et de plaques

Loi sur les stupéfiants (LStup)

19 et 19a : acquisition, vente et consommation de drogue

Loi fédérale sur les armes (LArm)

4 définitions
33 délits
37 disposition pénale abrogée à fin 2008

Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) anciennement Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE)

5 conditions d'entrée en Suisse

23 conditions d'admission pour activité lucrative : qualifications personnelles

115.1 Entrée, sortie et séjour illégaux, exercice d'une activité lucrative sans autorisation (art. 115. § let.a, b et c)

Autres

Ordonnance du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière (Ordonnance réglant l'admission à la circulation routière, OAC)

6 âge minimal examen de conduite

145 conducteurs de cyclomoteurs

Loi fédérale du 3 octobre 1975 sur la navigation intérieure (LNI)

44 vol d'usage (d'un bateau)

Loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs (LTV)

18 autres obligations fondamentales (des entreprises)

Loi sur les transports publics

Loi sur les contraventions